



INFORMATIONS

CORRESPONDANCE

OUVRIERES

121

Sommaire

Mensuel. Janvier-février 1973. Le N° 2 F.

France			
- Renault : grève des magasiniers	p.1	Courrier	
- Fournitures d'armes	p.3	- Sur les handicapés	p.23
- Foyers de jeunes travailleurs	p.4	- Lettre à des "imbéciles heureux" après l'"anti-psychiatrie"	p.24
- Association contre la répression médico-policière	p.6	Communiqué : Expulsion de Sergio Ardaou	p.25
- Objecteurs de conscience	p.8	Débat	
- Réponse à Clavel	p.10	- Pourquoi nous quittons ICO	p.26
Espagne		- Réponses de camarades d'ICO	p.31
"Violence à Barcelone"	p.12	- Des groupes révolutionnaires, pour quoi faire	p.43
Angleterre			
Le procès de Stoke Newington	p.13		

Ce numéro 121 paraît avec deux mois de retard.

A ce retard, deux raisons essentielles :

- la trésorerie d'ICO a été sérieusement perturbée par les frais engagés dans l'édition de la brochure "Tentative de bilan du Comité de lutte Renault" (dont nous reparlons dans le présent numéro)
- paradoxalement, l'abondance de matière est la cause principale du retard. On peut imaginer la longueur et, quelquefois, l'apreté des discussions que déclenche la proposition de report, voire de suppression d'un article. Surtout, la controverse autour du texte des camarades qui ont quitté ICO a, à plusieurs reprises, repoussé la parution du numéro tout entier.

FRANCE

Renault

NOVEMBRE 1972

La Direction Générale de la Régie Renault fait remettre directement à chacun, et chaque fois qu'elle le juge utile, une circulaire d'information, sur les réunions qu'elle tient avec les organisations syndicales. Il faut souligner que nous en apprenons plus par ces circulaires que par tous les tracts des cinq syndicats réunis. Bien sûr c'est écrit en français que les nombreux immigrés se débrouillent pour en connaître le contenu. Informations diverses : santé de la Régie Renault en France et dans le monde, bilan de l'exercice de l'année écoulée ce qui, bien sûr, ne veut rien dire, actionnariat (très à la mode aujourd'hui); on y apprend que l'action remise au personnel en novembre 1970

d'une valeur nominale de 100 F, est cotée, en novembre 1972, 89 F ! Enfin discussions pour le renouvellement des accords d'entreprise.

La circulaire du 14 juin 1972 porte sur les dispositions prises en faveur de certaines catégories de travailleurs; cela va des O.S. aux E.T.A.M. (Employés, Techniciens, Agents de Maîtrise) compte tenu du travail qui évolue surtout pour les O.S.

Environ 6.000 de ces O.S. sont concernés, mais à la plupart cela n'apportera pratiquement rien: presque tous avaient déjà le salaire et le coefficient 160. Simplement ils seront P.l.f. "professionnel fabrication" s'ils ont au moins 3 ans d'expérience dans la fonction, au lieu d'être O.S. (C'est grand, c'est généreux la Régie Renault!)

La direction sait très bien tout ce qu'elle peut tirer de ces dispositions. C'est la carotte devant le nez de chacun, qu'une maîtrise ignoble dans son ensemble, exploitera au maximum.

Ces décisions seront applicables au plus tard le 31.12.72. Après cette date, pour être P.l.f., il faudra passer un examen pratique après une expérience de deux ans dans l'emploi.

Toutes ces dispositions sont assorties de restrictions; pour d'autres catégories la direction générale a trouvé d'autres motifs pour faire semblant d'améliorer le salaire en fonction du poste de travail. Par exemple pour les magasiniers

Dans la note de novembre, toutes ces dispositions sont assorties de restrictions. Pour d'autres catégories, la direction a trouvé des motifs pour faire semblant d'augmenter le salaire en fonction du poste de travail. Pour les magasiniers, par exemple, un paragraphe dit ceci:

"après une étude détaillée un certain nombre d'O.S., réalisant des tâches à prédominances administratives caractérisées, pourront être classés "employés de magasin"

-il n'est plus question de P.l.f. ni du coefficient 160, comme il était dit dans la note de juin

-les magasiniers sont au coefficient 149 à 153 actuellement

Bien sûr depuis juin tous attendaient pour savoir s'il y aurait une rallonge, et qui y aurait droit.

Le silence de la direction des magasins à ce sujet a provoqué la mauvaise humeur des intéressés; pourtant ces travailleurs sont bien résignés, leur moyenne d'âge est élevée, (être magasinier est moins pénible qu'être sur une machine ou sur une chaîne) et, de plus, sans aucun lien les uns avec les autres.

Pourtant ils ont réagi par des débrayages, en dehors des syndicats; comment cela a commencé, on n'en sait rien, et c'est intéressant parce que les magasins sont dispersés sur l'ensemble de l'usine (parfois un seul magasin dessert plusieurs départements) et d'un magasin à l'autre les gars ne se connaissent pas. Durant la première semaine de novembre, un magasinier arrête, un autre l'apprend et débraye à son tour, et ainsi de suite; la consigne est passée à l'équipe suivante qui fait pareil ...

Le 10 novembre la C.G.T. se pointe et reprend le tout à son compte: elle organise une réunion dans la salle du Comité d'entreprise (pas pratique pour les magasiniers) mais les participants sont quand même nombreux. La décision est prise d'envoyer une lettre à la direction lui demandant de recevoir une délégation des magasiniers; la direction accepte de recevoir: un magasinier par magasin + deux délégués de chaque syndicat. Seuls étaient présents : C.G.T. C.F.D.T. F.O.

À l'ouverture de la réunion, le grand chef représentant la direction, déclare qu'il est toujours prêt à recevoir les ouvriers et discuter de leurs problèmes. (tu parles!) Puis, les délégués C.G.T. ayant parlé pour ne rien dire, chacun expose les responsabilités et difficultés du travail dans le magasin où il se trouve; l'un fait remarquer que le travail est de plus en plus important, et que la manutention, en particulier, devient plus pénible. (C'était hypocrite, je connaissais la réponse.) Le chef adjoint répond, en effet: "on vous paye le travail noble, la manutention n'est qu'accessoire!" un autre demande que l'on alloue des blouses

au magasinier. (sans doute que la blouse rend le travail plus facile!). Enfin il y en a un pour dire que la véritable raison de cette demande de réunion à laquelle les copains l'avaient délégué, d'ailleurs à son insu, était pour demander l'application de la note de juin 1972, confirmée par la conférence du P.D.G.

Silence, bavardages divers; il a fallu repenser la question dans son entier. Enfin le grand chef a dit que seule la direction générale donnera une réponse définitive; que tout cela était à l'étude, que ce qu'il allait nous dire n'était qu'indicatif et provisoire, la seule chose à peu près sûre était que 70% des magasiniers seraient mensuels, et 30% resteraient horaires, après étude de poste.

Chacun a compris qu'on était marron, comme d'habitude. Vouant pousser, le copain demande qu'est-ce que c'est "être mensuel", qu'il se fout d'être mensuel, que ce qu'il veut c'est l'équivalent de ce qui était dit dans la circulaire.

Réponse du grand chef: "mais être mensuel c'est très important! dans la grille de salaire des mensuels il y a une fourchette, ce qui permet une augmentation plus facile des gens.

Exemple: un gars au coefficient 100 peut gagner plus qu'un autre au coefficient 150, du moment que le taux reste dans la fourchette; tandis qu'horaire, dans chaque coefficient il y a trois taux et quand un gars est au maxi, pour avoir une augmentation il faut changer le coefficient, et cela remet en cause l'étude de poste; tandis que pour un mensuel, seul le chef décide de la rallonge - bien sûr! autrement dit plus tuieras la putain, plus tu auras. Et le grand chef ajoute: "vous aurez la réponse définitive la semaine prochaine." Eh bien, en cette deuxième quinzaine de décembre, rien n'a encore été dit à personne, et les syndicats continuent leur cinéma.

Le copain qui avait été désigné pour assister à la réunion, pensait qu'à son retour on lui poserait quelques questions. Il en a été pour ses frais!

"Alors, lui a-t-on demandé, que va-t-on avoir?"

Rien. Zéro. Seulement 70% vont être mensuels et 30% resteront horaires. "Il a suilit d'ajouter que, dans ce magasin, tous seraient sûrement mensuels, pour que cela soit reçu comme une satisfaction. Pour peu qu'on leur donne une blouse leur condition change! ils ne sont plus ouvriers mais employés, même s'ils ne touchent pas de fric.

La direction sait tout ce qu'elle peut obtenir avec de telles dispositions!

NOVEMBRE 1972 (suite)

Il n'y a pas que les problèmes de mensualisation. Comme toutes les autres entreprises la Régie Renault décentralise; pour ce faire elle construit de nouvelles usines, s'associe avec Peugeot, Volvo, etc... Enfin elle a prévu la disparition de l'usine de Billancourt, ce qui entraîne le transfert des fabrications des ateliers qui vont disparaître.

Pour la direction cette décentralisation dans des usines de province, très modernes, est une affaire très juteuse;

- zone de salaires plus faibles
- main-d'oeuvre plus docile
- augmentation des cadences etc...

Pour les travailleurs directement touchés,

de Billancourt, il n'en n'est pas de même. Si aucun n'a eu à subir de perte de salaire, ce sont les conditions de travail qui ont changé. Certains jeunes professionnels ont préféré quitter l'usine. Depuis deux ans les mutations sont en marche. Au début cela s'est fait en souplesse: les directions des départements proposaient aux intéressés d'autres postes équivalents; puis au début de ce mois de novembre, les mutations se sont accélérées; enfin la direction a formé le projet, pour réduire le personnel de Billancourt, de dégager les plus vieux. Elle a arrêté le chiffre de 700, âge minimum 61 ans, elle leur a proposé les conditions suivantes: versement d'une indemnité de licenciement tenant compte de l'ancienneté, + 90% du salaire mensuel jusqu'à 65 ans âge légal de la retraite.

Exemple: un ouvrier avec une ancienneté de 25 ans et un salaire mensuel de 1550 F. aura : 16.500 F d'indemnité de licenciement + 1.400 F mensuels

un ouvrier P3, 37 ans de présence aura : 28.000 F d'indemnité + 2118 F mensuels

A ma connaissance, un ouvrier P3 a refusé. Mais sur toute la Régie, 20% des travailleurs concernés n'ont pas accepté la proposition de la direction. Celle-ci a dû faire du chantage pour les faire partir. Elle n'y est pas toujours arrivée.

Chacun de vous peut en tirer la morale qu'il voudra. Mais dire par exemple, que ce sont des travailleurs invétérés - c'est faux. On ne peut pas accepter de pareils arguments.

Il faut penser à l'isolement que représente la retraite, pour des gens qui n'ont d'autres contacts que ceux de leurs camarades de travail; à la sensation d'énergie inemployée (on ne se reconvertisse pas comme ça à plus de 60 ans); enfin au sentiment d'inutilité, l'humiliation d'être considéré comme inutilisable désormais, tout juste "bon pour la casse".

COMPLICITÉ OBJECTIVE DANS L'ASSASSINAT

La fabrication des armements occupe en France environ 300 000 travailleurs; au bas mot, un million de personnes vivent dans ce pays de la fabrication des engins de mort et de destruction. Ces travailleurs ont conscience de leurs intérêts immédiats dont les organisations syndicales se font les champions. Ils ont peut-être une conscience de classe, mais ont-ils conscience de n'être que les complices de la gigantesque entreprise d'asservissement du capitalisme mondial. Il est vrai qu'ils peuvent se blanchir de temps à autre en votant "communiste", ou en participant à quelques manifestations contre la guerre. Voici quelques données qui situent le problème:

La France exporte aujourd'hui du napalm, du C.S., des défoliants, (elle a pris le "marché" portugais pour l'Angola au moment où les Américains bloqués par le Vietnam ne pouvaient répondre à la demande), des bombes à billes, des hélicoptères, (la France est le premier vendeur du monde), des missiles, des voitures blindées, des cars de police (Berliet, Panhard). Ils permettent à l'armée portugaise d'exterminer les Angolais, au gouvernement de Prétoria de mater les révoltes des Noirs, ou aux militaires Brésiliens de massacrer les révoltes paysannes.

Pour nos manufactures nationales d'armes comme pour les firmes privées (THOMSON-CSF, DASSAULT, SNECMA, C.G.E., BRANDT, PECHINEY, ALCATEL,) et une douzaine d'autres, la politique défendue par le Ministre Michel Debré en matière de vente d'armes a été une fabuleuse source de profits. Depuis quelques années, chaque mois, des représentants de pays étrangers visitent la France. Guidés par le ministre, ou par de hauts fonctionnaires, ces visiteurs font la grande tournée: camp de Satory, ateliers de Puteaux, manufactures de Tulle ou de St Etienne, Centre d'essai des Landes, Brest ou Cherbourg. Les cahiers de commandes se remplissent. L'acheteur n'a pas toujours besoin de se déplacer. Sur

les grandes places du monde - Beyrouth, Istanbul, Rio, Bogota, - des envoyés très spéciaux du gouvernement Français travaillent "à la commission". Chez eux on peut passer commandes de chars, de "Mirages", d'hélicoptères. Evidemment ce n'est jamais pour armer les révolutions. Le contrôle est sévère. L'embargo sélectif que prétend exercer Debré ne fonctionne qu'en un seul sens.

Les armes sont assez systématiquement vendues aux gouvernements fascistes ou racistes: Brésil, Portugal, Afrique du Sud, Grèce, Espagne,...

Quelques firmes françaises ont même joué la carte Vietnamienne. En effet, la quantité de matériel envoyé en Indochine a été telle que les Américains se sont tournés vers l'Europe. Les engins "Matra" - missiles, roquettes, avec leur système de lancement et de guidage - sont fournis à une dizaine de pays dans le monde et vont bientôt équiper une partie de l'aviation américaine. Les missiles de Nord-Aviation sont déjà largement utilisés au Viet-Nam. Quant aux récents bombardements d'objectifs civils dans les régions de Hanoi ou d'Haiphong, ils ont été effectués à l'aide de missiles dont les dispositifs de guidage ont été mis au point par des ingénieurs français. Le massacre du peuple Vietnamien, est-ce le prix à payer pour des hauts salaires et le plein emploi? La vérité est simple, l'on ne peut tout à la fois lutter contre l'Etat et le servir, vilipender la guerre impérialiste et fabriquer des armes pour les fascistes assassins du monde entier. Il y a des salaires tout aussi dégoûtants et tout aussi dégoulinants de sang que les profits capitalistes. Si le bolchévisme s'accroît fort bien d'une telle mentalité de jocrisse, le socialisme libertaire exige, lui, la prise de conscience des travailleurs, le contrôle du travailleur sur le produit de son travail, son utilité, sa destination.

LUTTE DANS LES FOYERS DE JEUNES TRAVAILLEURS

Les luttes qui démarrent en 70 à partir du foyer de Ledru Rollin vont rapidement, sur la base des acquis (liberté de visite, liberté d'expression), s'étendre sur les foyers du centre.

L'année 71 va connaître une succession de luttes dans les foyers (Daviel, Masséna, Bobillot, Don Bosco) qui va déboucher début 72 (voir article IGO de fev. 71) sur un mouvement d'ampleur inégale dans les foyers de l'ALJT (association pour le logement des jeunes travailleurs (périphérie de Paris)). Les jeunes travailleurs de ces foyers, avant fait le constat d'échec de la participation au conseil d'administration de cette association, se lancent dans la lutte. Ce mouvement, au delà d'une victoire partielle (obtention de la liberté d'expression à Clichy) posera les premiers jalons de l'organisation de la lutte qui va suivre (création d'un comité de coordination inter-foyers, sortie d'une brochure propagandiste etc...)

Les enseignements tirés, vont permettre de préciser les formes de lutte, et de faire aujourd'hui de la grève des jeunes travailleurs de l'ALJT une lutte sans précédents: création de comités de grève démocratiquement élus en assemblée générale, création d'un comité central de grève, d'un comité de soutien (comprenant les syndicats et les organisations ouvrières).

Un mois après la grève victorieuse des salariés de l'ALJT (1000 francs, 43 heures par semaines) les jeunes travailleurs résidents engagent la lutte contre la direction de cette soit-disante oeuvre sociale.

A la date du 1^{er} juillet 72, nous refusons dans plusieurs foyers (épinay, Clichy, Gagny, Sarcelles filles, Sarcelle garçons) de payer une nouvelle augmentation de pension de 40 F (soit 11% pour l'année)

A Epinay et à Clichy, le mouvement est suivi massivement par les résidents. Nous n'acceptons plus aujourd'hui les augmentations constantes, (20 F en 71, 40 F en 72, et 30 F prévus pour les mois avenir) qui amputent peu à peu notre pouvoir d'achat déjà bien bas.

Ainsi la direction refuse de percevoir nos pensions à l'ancien tarif, soit 380 F pour une chambre et 25 tickets repas; et tente par là de nous démoraliser en nous privant du "bénéfice" du restaurant (les tickets repas ne sont plus distribués).

Face à cette manoeuvre, les comités de grève locaux ont pris les mesures qui s'imposaient: les selfs sont forcés massivement.

Devant l'ampleur de la mobilisation, la direction durcit sa POSITION:

- envoi de 200 lettres d'expulsion aux résidents d'Epinay

- refus de recevoir une délégation d'une centaine de grévistes au siège de l'ALJT, rue de la santé; le jeudi 6 juillet:

- Expulsion des forces des grévistes par les C.R.S. à 0h 30 du matin.

Suite à ces évènements, les résidents d'Epinay décident en Assemblée Générale la nuit même, l'occupation de leur foyer, sequestrent leur directeur, et prennent en main la Direction de leurs affaires.

Ils sont le lendemain suivis par Clichy et Gagny. Au 5^{ème} jour de grève, trois foyers sont occupés et il y a une mobilisation importante dans deux autres: Sarcelles et Argenteuil, (foyers de filles).

Le lundi 10 juillet, réaction de la Direction, qui, avec l'aide des flics et du maire "socialiste" rentrent dans le foyer d'Epinay, brisant la porte barricadée, investit l'économat et emporte les stocks de nourriture à Saint-Gratien. Forts d'avoir entrevu ainsi la vraie gueule de la Direction (celle de la répression) les grévistes contre-attaquent: le foyer de Saint Gratien, réputé peu mobilisé, après une descente de ceux d'Epinay, décident en Assemblée Générale l'occupation et la séquestration de leur directeur. Les stocks de nourriture sont donc récupérés au compte de la grève. A Clichy, le 17 juillet, un gala est organisé pour renforcer la détermination des grévistes et pour les aider financièrement à continuer la lutte. Il y vient environ 800 personnes et le bilan financier est positif.

Le 20 juillet, les grévistes (Comité de grève central) sur demande de l'A.L.J.T. déposent leur plate-forme de revendication au siège de l'association, rue Ferrus.

Plate-Forme :

I) Non à la rentabilisation de l'A.L.J.T. sur le dos des jeunes travailleurs.
Non à l'augmentation de 40 F
Non aux augmentations à venir.
Non à la dégradation de la nourriture.
Non à la compression du personnel.
Non au forfait (chambres - tickets)

II) Non à l'embrigadement des jeunes travailleurs.
Droit de visite 24h sur 24 pour les foyers de filles et de garçons.
Affichage syndical et politique.
Liberté de réunion de toute nature.

Dans la journée du 21, nous apprenons par par voie de tract la création du Bureau Provisoire de l'Association de Défense des intérêts des Résidents (A.D.I.R.-C.G.T.).

Mais c'est véritablement le 24 juillet au soir que des négociations réelles s'engagent entre l'A.L.J.T. et les grévistes. C'est une délégation massive qui se rend au siège de l'A.L.J.T., rue Ferrus, avec le Comité de Grève Central. La direction, au cours d'une interruption de séance rencontre dans notre dos, l'A.D.I.R. qui prétend vouloir négocier

elle aussi . Surpris alors par les grévistes, les vaillants négociateurs (C.G.T., même pas résidents des foyers occupés) s'enfuient à toutes jambes . Cette fois c'en est trop : l'occupation du siège et la séquestration des directeurs négociateurs est votée à l'unanimité :

ils sont devant nous qu'ils s'expliquent

La direction forcée de négocier accepte de lever toutes les poursuites judiciaires. Les directeurs négociateurs sont relâchés.

Mais le lendemain malgré la promesse écrite de Morane (Directeur de l'A.J.L.T.) d'arrêter le processus des expulsions, 300 résidents sont convoqués au palais de justice . Le juge nomme un expert chargé de vérifier le bien-fondé de l'augmentation et de suspendre toute expulsion jusqu'en septembre .

Le 27 juillet, le Président de l'A.L.J.T sort de l'ombre . Une grande réunion est prévue à Paris, et rassemble les syndicats F.O., C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C. et l'A.D.I.R.... Le Comité de grève Central, qui n'était pas convié et que le Président refuse de reconnaître depuis le début de la Grève, profite de l'occasion et vient lui demander des comptes : les négociations avec les Directeurs-pantins n'ont que trop duré !

Devant la présence de l'A.D.I.R. et du Comité de Grève Central, Morane est perplexe . Après deux heures de débat, il tranche : il discutera avec le Comité de Grève Central (seule direction de la lutte élue par les jeunes travailleurs) C'est l'A.D.I.R. encore une fois qui sort. Les négociations reprennent et au total la Direction ne s'est engagée par un papier signé que sur la liberté d'expression et sur la suppression du forfait . Dans les jours qui viennent, cet accord sur la liberté d'expression ne sera même pas respectée à Argenteuil .

Les négociations sont rompues ; la Direction croit que le mois d'août sonnera le glas du mouvement. Il est vrai qu'août présentait un handicap pour la grève car un nombre considérable de grévistes devaient prendre leurs vacances annuelles, ce qui rendait les occupations de foyer beaucoup plus difficiles .

Mais dès le 1er août, la collecte de chèques commence . Le total récolté par les Comités de Grève dépasse largement celui du mois de juillet (350 environ en juillet, près de 600 au mois d'août) Les résidents ne sont pas là dans leur majorité mais les activités ne cessent pas . Les Comités de Grève et le Comité de Grève Central continuent à vivre : il faut préparer septembre .

L'A.L.J.T. refuse toujours, malgré la décision de justice de reprendre les services . Plusieurs foyers (Clichy, Epinay et Saint-Gratien adoptent le système du traiteur pour fournir la nourriture .

Par contre, vu le nombre réduit des résidents, le problème des provocations commence à se poser . En effet, à Epinay, on découvre la chaudière sabotée, des joints systématiquement enlevés, n'importe quel prétexte peut être valable pour que les

flics pénètrent dans le foyer . De nombreux vols sont commis et des bagarres éclatent journallement entre les grévistes et une bande de "loulou" du secteur , d'après nous surnoisement manipulés par les flics et l'A.L.J.T.

A Clichy, c'est la C.F.T. (syndicat fasciste, faut-il le dire) qui prévoit d'attaquer le foyer ; mais des assemblées générales sont tenues en vue d'organiser sa réception en grande pompe . La C.F.T. sans doute impressionnée ne pointe pas le bout de sa trogne .

A Epinay, à St Gratien, à Gagny, à Chatillon des incidents de divers ordres se produisent, mais ce n'est vraiment qu'à Epinay qu'ils prennent des proportions importantes, certainement à cause d'une sensible démobilisation des grévistes dans ce foyer et de certaines erreurs du comité de grève local.

Nous voici donc en septembre avec 5 foyers occupés ; Clichy, Gagny, Epinay, St Gratien, Chatillon et plusieurs grévistes dans d'autres: Sarcelles, Argenteuil, Bondy, la Santé, Fontenay aux roses. La collecte s'élargit encore dès le début de septembre (environ 200 chèques supplémentaires).

Le 15 septembre, un nouveau gala de solidarité à la Mutualité est prévu en vue de soutenir financièrement la grève , de remobiliser les résidents et surtout de reprendre contact avec la presse.

Le gala a été un succès ; il y avait environ 3000 personnes ce soir-là à la mutualité .

Dans les jours qui suivent de nombreuses réunions du comité de grève central et assemblées générales sont tenues sur le thème des perspectives. A ce moment-là trois formes d'actions étaient avancées :

- Assemblée générale centrale regroupant grévistes et non grévistes en vue de prendre position sur les revendications, et face à la direction, (tendance A J S).
- Manifestation centrale des grévistes, grossie par les syndicats et les organisations ouvrières devant le Ministère d'Action sociale en vue d'obtenir le paiement de l'augmentation par l'état et les patrons.
- Actions de petits groupes des grévistes suivant les situations qui se présenteraient à notre avantage.

Vue la mobilisation qui se fait de plus en plus sentir dans tous les foyers, les grévistes et le comité de grève central en arrivent petit à petit à la troisième perspectives.

Le 20 sept. , ayant appris que la direction devait recevoir les représentants du personnel des foyers pour leur nouveau grille de salaire, il fut décidé en assemblée qu'un groupe de grévistes, profitant de l'occasion, séquestreraient les directeurs dans la journée et que le soir tous les grévistes se rendraient au siège en vue de forcer la direction à céder sur toutes les revendications.

Mais encore une fois, ce sont les C R S (prévenus par l'A.L.J.T.) qui ont mis fin aux négociations.

Le 20 sept. ils interviennent, une première fois pour virer le groupe de grévistes qui sequeraient les directeurs depuis le matin, et une deuxième fois, le soir même pour matraquer et embarquer les nombreux grévistes venus faire pression sur l'ALJT et qui avaient occupés le siège de l'association en représailles contre la 1^o intervention des CRS.

Après une nuit au bloc pour une centaine de résidents et de résidentes, la grève touche à sa fin.

C'est alors dans les jours qui viennent que sont tenues des assemblées générales dans tous les foyers et où la fin de la grève est votée après 3 mois de lutte. Des accords sont passés entre l'ALJT et les résidents au sujet de la liberté d'expression, du droit de visite, de la séparation des tickets et de la chambre, sur le paiement de l'arrière, et sur l'annulation des expulsions.

Des structures d'après grève sont mises sur pied par les résidents dans plusieurs foyers (Clichy, Gagny, Chatillon, Fontenay, St-Gratián) en vue de garder les contacts inter-foyers et de faire respecter les acquis. Si les luttes dans les foyers de J.T. n'ont été que partiellement victorieuses, les expériences et les leçons à en tirer sont énormes pour tous les révolutionnaires.

S'il est vrai que nous n'avons pas pu faire reculer l'ALJT et les patrons sur l'augmentation des 40.F. de juillet, nous avons prouvé encore une fois que les travailleurs ensemble pouvaient prendre la direction de leurs vies et qu'eux seuls pouvaient le faire.

L'INFLUENCE DE COHN BENDIT EN HONGRIE — Les idées « anarchistes » de Daniel Cohn-Bendit, exprimées dans son livre « Le radicalisme de gauche », ont suscité, dans les milieux étudiants hongrois, un certain écho qui inquiète les autorités du pays. C'est ce qui ressort de l'éditorial de la revue doctrinale du P.C. hongrois, « Tarsadalmis Szemle », consacré aux problèmes d'organisation du parti. Selon l'éditorialiste, Imre Pozsgay, rédacteur en chef de la revue, les idées « démagogiques pseudo-révolutionnaires des gauchistes occidentaux, tels que Cohn-Bendit », trouvent un terrain propice chez un certain nombre de jeunes pour le militantisme desquels le Parti communiste n'offre pas un champ d'action suffisant. Dans notre système, conclut-il, le progrès amené par des mesures de réforme, et non point par des conflits et bouleversements sociaux. Là où les bases du socialisme ont été établies, la révolution prend la forme de l'activité réformatrice.

PSY et ANTIPSY-chiatrie (suite)

Manifeste de l'Association contre la répression médico-policière" (A.R.M.)

AVERTISSEMENTS : nous prions instamment

ceux qui pourront publier ce manifeste de n'en changer ni une ligne, ni même la présentation, ni la "note-dédicace". Il fut rédigé en deux heures à Vaucluse après quelques jours d'enquêtes et de réunions informelles ou bien s'inspirant soit du brain-storming, soit de la synectique. Aucun infirmier ou médecin ne participèrent d'aucune manière à ces grou-

pes d'études. Nous fûmes quatre pour écrire ces feuillets, quatre malades âgés de 19 à 34 ans et totalisant 27 internements dont 16 par la police. Nous étions sous l'effet des cocktails-maison classiques (Halopéridol, Opitan, Laroxyl, Valium etc...). Voici le témoignage que nos observations et notre longue expérience des asiles nous inspirent.

L'A.R.M.

(Association contre la répression médico-policière).

MANIFESTE POUR LE COMBAT IMMEDIAT DES INTERNES PSYCHIATRIQUES

CAMARADES HOSPITALISES, ne cherchez pas à discuter à parte de vue, sur la carte Michel n: Vaucluse, c'est un asile d'aliénés.

Etre aliéné, c'est être étranger à soi-même, ne pas être maître de soi. CE qui nous est étranger, c'est le monde où l'on nous a jetés. Le premier choc, c'est la naissance. Nous n'avons choisi ni notre famille, ni notre nom, ni la morale des autres, ni l'exploitation capitaliste.

Nous refusons.

Et l'on nous damne, on nous condamne à l'incarcération: sans le secours d'avocats. Nous sommes les seuls à n'avoir même pas les moyens légaux d'être défendus contre des lois que nous n'avons pas choisies.

Nous constatons la société qui nous a fait puis nous défait en nous isolant. Nous avons voulu fuir les structures, les interdits, les voies imposées, et, chacun de manière individuelle (alcool, suicide, refus catégorique du contact avec autrui et parfois jusqu'à celui de la réalité).

Cette attitude critique, mais solitaire, nous a valu d'être cloîtrés à Vaucluse par la police, garante de l'ordre capitaliste, par les médecins de l'infirmerie de la préfecture, suite à dénonciations, ou après avoir été plus ou moins poussés par les membres de nos familles.

Ne nous posons pas la question : les fous ce sont eux. La société est mal fichue et animée par des imbéciles, tous complices de son existence, sans se rendre compte qu'ils en sont aussi les victimes. Ils paient des impôts pour entretenir des flics qui leur mettent des contraventions des armées pour envoyer leurs enfants à la mort. Nous-mêmes avons payé en travaillant des cotisations à la sécurité sociale et :

C'EST DONC AVEC NOTRE ARGENT QUE SONT PAYES LES INFIRMIERS ET LES MEDECINS.

Nous payons les médecins et que font-ils ? Rien depuis Freud !

Pour Freud, dès sa naissance, l'individu entre en conflit avec la société. Au lieu de soigner la société, on manipule les individus exécutés par celle-ci, on leur donne des étiquettes dogmatiques que nous barbares (psychasténiques, maniaco-dépressifs, schizophrènes etc..), on les range dans des parcs, tel Vaucluse.

On nous traite en objets et, dans le même temps on nous demande de nous comporter en êtres responsables.

Nous n'avons aucun avis à donner sur nos traitements et sur les mauvais traitements subis. Noud prend-on pour des débiles ? Et d'ailleurs, même les débiles, des expériences l'ont montré, ont une affectivité plus grande que ceux qui les soignent.

Que fait-on dans les asiles ?

- on nous coupe encore plus de la société pour nous relacher ensuite socialement plus démunis qu'avant. La rareté des assistantes sociales vient de ce que les débutants ayant effectué trois années d'étude après le baccalauréat ne gagnent que 1280 F par mois, soit le coût de 8 jours d'hospitalisation d'un malade; le malade restant souvent plus longtemps que nécessaire du fait que sa sortie n'a pas été socialement aménagée .

- On nous idole aussi les uns des autres . C'est aussi une conséquence de l'avarice de la société geolière : le manque de confort matériel, de cigarettes, parfois d'aliments provoque des conflits entre nous . On se dispute pour des riens parce qu'on n'a rien . Il faut faire des revendications matérielles : Pourquoi augmente-t-on les prix dans les cafétérias de Vaucluse et pas les pécules ? Pourquoi calcule-t-on toujours ceux-ci sur la base du timbre à 40ctes ? Tant qu'ils y sont qu'ils regressent eux aussi en prenant pour base le timbre à 30 centimes .

Les ennemis, ce sont l'administration, le gouvernement lui accordant chichement les crédits .

Que fait-on hors des asiles ?

Un groupe d'information sur les asiles (G.I. A. 73 rue Buffon, Paris, 5ème) parle de nous avec bonne volonté . Il s'y trouve des infirmiers, des psychiatres, mais jamais de malades , seuls concernés finalement .

Nous devons leur porter notre témoignage . Toutefois, un de ses membres ayant estimé que les personnes internées sont abruties par les neuroleptiques, ils traitent de nos problèmes entre eux .

AUSSI NE DEVONS NOUS COMPTER QUE SUR NOUS MEMES ET NOUS UNIR .

Nous avons à :

- former des groupes d'information sur les méthodes fascistes de certains médecins et sur les procédés coercitifs .

- Exiger de connaître les bêtises inscrites sur les dossiers et nous les faire expliquer .

- demander le nom de tous les médicaments et demander à lire leur action dans le "Vidal".

- Refuser d'expérimenter les nouveaux médicaments dont l'un a rendu aveugles des malades internés à Vaucluse ... et en plus le médecin chef a été payé par le laboratoire .

- Exiger que soit accru le personnel soignant en intégrant des psychothérapeutes puisque jusque là seuls les procédés freudiens guérissent.

Donner quelques médicaments et faire subir un mois d'un microcosme carcéral à quelqu'un dont les problèmes de l'enfance n'ont pas été résolus, c'est mettre un emplâtre sur une jambe de bois.

N'oublions pas :

- Que les médecins subissent les inconérences administratives et les bouffées délirantes des flics ivres osant nous amener ici .

- Qu'un interne gagne 1.500frcs par mois et n'a théoriquement pas le droit de travailler hors des hopitaux et dispensaires auxquels il est attaché .

- Que l'assistant en psychiatrie à temps plein reçoit 2.800 frcs par mois .

- que les médecins, s'ils sont de culture bourgeoise ont fait grève début 72 , et qu'en dehors des "jaunes" ils refusent de passer l'internat psychiatrique dont les sujets sont d'une stupidité navrante .

- que le médecin, recevant par la bêtise des flics un malheureux ayant eu la mauvaise idée d'avoir un malaise d'ordre cardiaque devant un bistrot sait qu'il perd son temps, la Sécurité Sociale de l'argent.

Quant à la personne abusivement internée, elle risque de ne plus retrouver son travail et sera définitivement inscrite sur le fichier des aliénés .

Les équipes soignantes sont aussi exploitées et peuvent avoir des intérêts liés aux notres .

Il ne faut pas les frapper systématiquement d'ostracisme .

DANS CHAQUE PAVILLON IL FAUT

- Organiser des psychodrames entre malades , des séances où un malade jouera le rôle d'un médecin ou d'une autre personne face à quelqu'un lui donnant la réplique .

Il ne s'agit pas de pratique thérapeutique , mais de simulation permettant avec humour de prendre la distance par rapport à des relations réelles et les caricaturant par le jeu de manière à mieux prendre conscience des contraintes vécues ici .

- Se réunir entre malades, constituer des groupes sur la base de ce manifeste . Les groupes seront organisés de manière à ce que le remplacement de ceux qui quittent l'hôpital soit assuré.

- Constituer des mini-syndicats .

- Ne pas tomber dans le piège permanent consistant à nous isoler en micro-groupes antagonistes tels :

Les alcooliques

Ceux qui méprisent les alcooliques en les traitant de pervers .

Ceux qui prétendent se dissocier des autres parce qu'ils ne sont que "fatigués" et à Vaucluse par hasard .

- Ne pas rejeter certains malades en les considérant comme des "fous irrécupérables" .

Ils subissent les mêmes repressions que nous tous.

Aidons-les, et ils peuvent nous aider : les réponses les plus farfelues sont très souvent les plus novatrices .

- Accepter une collaboration relative lorsque c'est possible avec les infirmiers et les médecins .

POSONS DES QUESTIONS

Mettons nous à plusieurs pour écrire nos doléances sur le fonctionnement de Vaucluse et portons nos conclusions sous pli fermé et en mains propres aux initiateurs de l'A.R.M. afin de centraliser les informations et propositions, c'est à dire à : Betty ou MM Cekalski, Dauce, Vincent (tous 4 malades du service du Dr Barte)

De l'extérieur, pour éviter toute interception du courrier, que l'on écrive à:
Pour l'A.R.M. aux bons soins du GIA,
73 rue Buffon . Paris 5ème .

C'est un refus radical de la société imposée qui nous a tous menés ici . Nous sommes dans une impasse car nous n'avons protesté qu'individuellement, certains fuyant dans des syncopes faisant s'évanouir la réalité, d'autres l'oubliant dans dans l'alcool, d'autres par un refus total nommé schizophrénie ou par la négation des autres venant avec leur mesquinerie, le ridicule de l'esprit sérieux et des guerres .
Nous avons échoué ici, et c'est ici qu'il faut recommencer en nous groupant dans le pavillon puis tous avec des réunions de délégués de pavillon et un journal .

PARIAS DE LA SOCIETE QUI NOUS SEQUESTRE
GROUPONS -NOUS POUR ENTAMER A VAUCLUSE
MEME LE COMBAT A MENER ENSUITE DEHORS .

Note: L'A.R.M. va diffuser ce manifeste dans d'autres hôpitaux, le faire publier dans des journaux, l'adresser personnellement à Monsieur le Professeur Baruk , Académie des Sciences de Médecine, pour avoir protesté depuis longtemps contre la loi de 1838 ; et à Jean-Paul Sartre, prix Nobel de la Paix par contumace, le plus grand témoin actuel de l'aliénation sous toutes ses formes et chantre désabusé de la liberté .

LETTRES D'UN CAMARADE OBJECTEUR DE CONSCIENCE

Nous avons reçu une première lettre d'un camarade de Toulouse, objecteur de conscience. Cette lettre traduisant une position strictement individuelle sur l'objection de conscience engénéral, il nous a paru bon de demander au camarade de plus amples informations sur la situation et l'action des objecteurs à Toulouse, et ailleurs. Suite à cette demande , nous avons reçu une deuxième lettre que voici :

"En effet ma lettre est la position individuelle d'un objecteur, très courte et peu explicite. Je l'ai faite parce que j'en ai eu envie comme ça un soir. On ne démarrerait rien avec les copains. Nous sommes 16 objecteurs sur Toulouse nous nous sommes retrouvés en Juin dernier , dans une première réunion avant l'assemblée de Lyon, où nous avons décidé de refuser toute incorporation obligatoire, presque tous (tous) les copains qui avaient demandé le statut, avaient fait un compromis, mais comme tu le sais peut-être, jusqu'à maintenant, avec le statut O-C, on l'avait, et après on continuait à vivre normalement pendant les deux ans de service (on fou-tait rien ou alors on travaillait personne ne

nous surveillait). Donc à cette réunion à l'AG de Lyon On a discuté entre nous, presque tous les copains sont d'accord pour remettre en question , non seulement l'armée, mais la civilisation, l'état etc...etc... l'antimilitarisme n'étant pas le problème, mais tout le système étant basé sur cette discipline etc...etc...
Je ne veux pas m'étendre ici sur des théories de type anar faites et refaites. Mais il est évident que chaque fois qu'il y a un fait précis qui se présente, on veut toujours péter plus haut que son cul et élargir, éclaircir, englober le problème, et en général on l'élargit tellement qu'on oublie le point précis, et non seulement ça, mais on ne sait plus d'où partir pour commencer une lutte. Donc on a décidé de mener un combat peut-être très parcellaire, réformard, et tout ce que vous voudrez mais de le mener jusqu'au bout, et si possible d'obtenir gain de cause. On a donc fait une première lettre de refus que l'on a signé, et qui fut reprise par la presque totalité des O-C à Lyon (plus une motion que l'on a faite à Lyon, amendée par tous etc...etc...)

A la première incorporation, sur 137 objecteurs, 33 sont partis à l'O.N.F. (office national des forêts), 8 sont réformés, et 64 autres ont refusé toute incorporation obligatoire. Ces 64 mecs n'ont encore eu aucun emmerdement on pense que ça viendra après les élections, le gouvernement ne pouvant se permettre de revenir à l'ancien statut, c'est à dire, laisser les mecs vadrouiller, vu le nombre d'O-C, insoumis, déserteurs qui va croissant.

Peu après est paru le décret de Brégançon-d'où ma lettre- d'où cinq O-C ont engagé un recours en conseil d'état contre le décret. Ils justifient leur recours par:
Art. 3 (s'interdire tout acte propos ou attitude contraire aux intérêts de la nation"), Art. 6, 7, et 8, qui vont à l'encontre des principes fondamentaux de la constitution.

A Toulouse on vient de faire une lettre que l'on a envoyée au chef de l'état et à d'autres ministres. Apart ça un comité de soutien se forme à Toulouse. C'est la ligue communiste qui nous l'a proposé, on pense qu'il y aura aussi Révolution, P.S.U, et d'autres. Je t'envoie aussi la lettre que l'on a envoyé à ces organisations pour nous soutenir, je pense que les points précis sur lesquels nous voulons nous battre sont bien spécifiés."

A cette lettre le camarade avait joint un certain nombre de documents:
le décret de Brégançon dont nous avons jugé utile de donner quelques extraits, et un certain nombre de tracts et de lettres .

Décret de Brégançon;

Art.3: En tant que citoyens, les jeunes gens visés à l'article premier doivent

Se conformer aux lois,

Servir avec loyauté et dévouement,

S'interdire tout acte, propos ou attitude contraire aux intérêts de la nation.

Art.4: En tant qu'assujettis au Service National, les jeunes gens visés à l'article premier sont tenus au devoir d'obéissance, notamment en ce qui concerne l'appel au service, l'affectation, et les examens médicaux.

Art.6: Les jeunes gens (...) peuvent être tenus de résider soit dans des limites géographiques déterminées, soit dans les locaux mis à leur dispositions par la formation civile d'affectation.

Art.7: Les jeunes gens ne doivent participer à aucune activité ou réunion à caractère politique ou syndical. Ils doivent obtenir l'autorisation du ministre lorsqu'ils désirent évoquer publiquement des questions politiques ou mettant en cause une puissance étrangère ou une organisation internationale.

Art.8: Toute réclamation collective ou manifestation collective, toute cessation concertée du travail sont interdites. . . .

Lettre des objecteurs de Toulouse aux organisations.

Camarade ,

Depuis que le parlement leur a reconnu une existence légale le 23-11-63, les objecteurs ont constamment vu leur situation se modifier. Des décrets et des décisions ministérielles visant à limiter et à circonscrire le phénomène de l'objection au service militaire se sont succédé au fil des ans, des luttes, des refus.

Les deux dernières détériorations en date sont:

-Le décret de Brégançon (J-0- 2-9-72) qui étend la discipline militaire aux objecteurs,

avec l'article 3 prétexte à tout et donc à l'arbitraire, et les articles 6,7,8, qui vont à l'encontre des principes de la constitution. -La décision d'affecter arbitrairement les objecteurs à l'office national des eaux et forêts (antérieurement au décret -18.4.72- alors que c'est de lui que dépend sa validité).

Pour les motifs exposés dans la lettre de refus, constatant d'autre part que l'O.N.F. est à but lucratif, ce qui a des conséquences écologiques, et non d'intérêt général, comme devrait l'être toute association employant des objecteurs selon les termes de la loi, les objecteurs toulousains incorporables en décembre refusent l'affectation à l'O.N.F. Cet acte d'insoumission les expose à une peine de prison de 1 mois à 1 an, sans tenir compte du caractère collectif du refus qui aggrave le risque.

Pour que celui-ci soit compris, entendu et soutenu, ils vous proposent de vous joindre à eux dans le cadre d'un comité de soutien aux insoumis à l'O.N.F., comité visant à mener une information et une lutte contre la répression militaire par le biais du soutien à cette insoumission et sur les bases suivantes:

- abrogation du décret de Brégançon
- liberté d'expression et de réunion pour tous ceux qui effectuent leur service national (civil et militaire)
- abrogation de l'article 50 du code du service national (mai 71) qui restreint la diffusion du statut d'objecteur.
- reconnaissance du droit à l'objection pour toutes motivations y compris politiques
- libération des insoumis, déserteurs et soldats emprisonnés.

Texte issu de l'AG de Villeurbanne.

"L'AG de Villeurbanne, qui a eu pour thème essentiel l'affectation d'office aux eaux et forêts, sera résumée ultérieurement par le

S-C-I- Nous nous contenterons ici de donner les points les plus importants se rattachant à l'affectation en question.

-A l'unanimité moins deux voix les futurs incorporés présents étaient d'accord pour refuser l'affectation parce que pour certains elle empêcherait de faire un travail effectif

dans une association, pour d'autres, de faire, sous la couverture d'une association, l'action qu'ils désirent mener qui s'inscrit dans leur engagement global.

-Ce refus ne pouvant être constructif que si les refuseurs et ceux qui les soutiennent se donnent les moyens de montrer leur force et leur détermination, une campagne d'information et d'action doit commencer le plus rapidement possible: conférence de presse, communiqués, tracts, affiches, manifestations, ..

Chaque groupe local doit faire preuve d'audace et d'imagination.

- Cette campagne doit: -expliquer le refus
- expliquer les limites du statut
- demander la libre détermination de chaque O.C. face au service civil
- prendre la forme d'une campagne antimilitariste.

-Les incorporés de juin ont décidé: ceux qui ont un travail de le prendre ou de le poursuivre ceux qui n'en ont pas, de circuler de groupe en groupe pour donner du "punch", si nécessaire, à la campagne.

-Les O.C. en service commencent d'ores et déjà leur soutien: en solidarité à Janin et Faillard (qui ont refusé une affectation d'office dans une formation militaire non armée) 9 sont en grève administrative illimitée, 18 en grève totale illimitée, 2 en grève limitée. Ils prolongeront leur action, si besoin, pour soutenir les incorporés de juin. (Les nombres correspondent aux O.C. présents.)

-Les incorporations ne commenceront probablement pas avant le 15 juin. S'il y a du nouveau (affectations ou incarcérations) une AG des incorporés de juin et de décembre aurait lieu à Orléans les 17 et 18 juin. Le thème serait l'appel du 18 juin à l'objection de conscience."

Adresses utiles:

"Les objecteurs de conscience incorporables en décembre."

c/o "103" 39 rue Peyrolières, 31 Toulouse.
C.S.O.C. de Toulouse, 3 rue Merly, 31 Toulouse.
Pour soutien financier: M-E Royer
CCP 859 57 Toulouse.

TELEVISION

MERCI , CAMARADE CLAVEL



. Moi, je lis le "Nouvel Obs.", et "Le Monde", vous savez, ce genre de canard dont on pense toujours un moment ou l'autre: "Merde, ce que c'est con, c'est bien la dernière fois que je fous mon argent là dedans, juré!"... et puis on remet ça la semaine, le jour prochains, par habitude et on se ré-engage ensuite, etc.. On est bien tous des drogués, va! Passons. Dans le "Nouvel Obs." donc, avec Olivier Todd, Jean Daniel, bref tous ces gens qui écrivent si bien mais qui sont si bourgeois, je retrouve aussi et heureusement chaque lundi le camarade Maurice Clavel. Je m'excuse (comme on dit à l'O.R.T.F.) pour le mot "camarade" mais je crois que c'est comme ça qu'on dit pour les gens de gauche, non? Parce que pour être de gauche, ça il y est, hein! Tiens, l'année dernière, quand il a fait son scandale à la Télé avec son fameux "Messieurs les Censeurs, bonsoir!" même qu'après il a été causer devant des tas de jeunes, un peu partout dans le pays, pour les soulever. Heureusement qu'il y a des gens comme ça pour soulever la jeunesse, sinon elle bougerait jamais, la jeunesse, elle saurait pas.... Mais je bavarde, je bavarde et j'oublie mon sujet.

Le camarade Clavel est donc de gauche; en plus c'est un Résistant héroïque : ça fait donc un Résistant héroïque de gauche. Tout ça pour vous dire que j'avais bien aimé son article - c'est déjà vieux - du 6 novembre 72, dans le "N.O." chronique "Télévision" où il parlait d'un film ancien "Hiroshima mon amour" d'un certain Resnais et d'une Madame Duras (Marguerite) . Un

truc sur la bombe atomique, à ce que j'ai compris, où ça parle d'amour, pour finir par s'apitoyer sur une fille tonduë parce qu'elle avait couché avec un soldat boche pendant l'occupation, ouais ! Clavel dit que comparer une explosion atomique et une tonsure lui semble tiré par les cheveux - hi ! hi ! ça, c'est marrant, on voit bien que c'est un intellectuel, on se demande où ils vont chercher tout ça - non qu'y / soit pour, non, puisqu'il a même dispersé en 1944, à Paris, un attroupement de coiffeurs spontanés, en tirant en l'air. Mais comme il dit très justement "ce bref châtement n'était pas mortel " vu que c'était démoralisant de voir de sales femmes comme ça aimer des soldats schleuh pendant que le peuple y souffrait, lui . Ca c'est bien vrai, alors ! Je sais, vous me direz que les prisonniers français et les déportés du travail obligatoire se gênaient pas, eux, quand ils avaient l'occasion, avec une femme allemande, d'accord . Mais c'est pas pareil, c'était chez "l'ennemi", donc moins démoralisant pour le peuple; et puis de toute manière, c'étaient des hommes, ça tire moins à conséquence, pas vrai ?

Toujours est-il et pour en revenir au papier de Clavel, je le comprends un peu moins bien après vu qu'il parle d'un "trauma" (ce devait être une maladie honteuse, forcément des putes pareilles !) de la tonduë, qu'on n'a pas à s'attendrir dessus " du moins quand on se dit dans le camp de la liberté des hommes ". Là, je te retrouve, camarade, t'as raison et tu le dis drolement

bien : cette femme-là aurait été dans

le camp de la liberté des hommes, elle aurait pas attrapé un trauma ou alors ça aurait été un trauma de résistant et c'était pas honteux du tout . Et puis elle aurait gardé ses tifs .

Mais je termine . Maurice conclut que ce genre d'histoire est rien moins que du pacifisme progressiste, passant avec ses banderoles "à coté de la sensibilité populaire " ? Et c'est encore vrai, faut la sentir, cette sensibilité là : bien sûr, il a bien été un peu obligé lui-même de la disperser à coups de flingue en 44, et peut-être qu'elle arrachait la peau du crâne avec les cheveux mais un peuple si sensible, faut le comprendre et toujours être de son côté , avec son petit drapeau tricolore pour essuyer quand ça gicle un peu, non ? C'est comme toutes ces bonnes femmes qui parlent de "liberté sexuelle" en ce moment, Clavel rappelle qu'on baisait pas tant sous l'Occupation (forcément, on résistait et quand on résiste on bais pas sauf en service commandé, faut pas tout mélanger) hein, Mesdames Seyrig et Fabian ? Ah! y avait pas de M.L.F. pendant la guerre et on n'était pas plus malheureux pour ça . Là, faut être honnête, c'est pas Clavel qui le dit, c'est moi, mais je crois qu'il commence à en avoir ras le bol de toute cette agitation femelle, que même dans un vieux film faudrait pleurer sur le bref châtement d'une "kollabo", toutes les occasions leur étant bonnes je vous le dis, pour faire parler d'elles !

Aussi, j'appuie le camarade Clavel à fond . Il est intelligent, il vient d'avoir un prix quèqchose , il est de gauche, il sait donc ce qu'il dit . D'ailleurs moi aussi je suis de gauche mais c'est pour ça que je suivrai ceux - y en a !- qui disent que la Résistance c'est de la merde, le piège à cons de l'après-guerre, l'esprit de Verdun des néo-patriotards, à bas la France et des tas de vilaines autres choses . Au contraire, c'est parce qu'on est de gauche qu'il faut

être fier de notre Résistance, fier de la France (pas de celle qu'on a fait jusqu'à maintenant, non, mais de celle de demain, de la Gauche unie) et du Mont-Valérien . Et puis j'y pense, si les salopes du M.L.F. et toutes ces excitées exagèrent, on pourra peut-être encore ressortir nos grands ciseaux, ceux de la sensibilité populaire.....

Vois-tu, Maurice, personne n'avait parlé de ton article, j'ai voulu le faire pour réparer l'injustice, me remercie pas . Et puis console-toi, t'as peut-être pas(encore)soulevé la jeunesse mais moi tu m'as soulevé (d'indignation) . Merci, camarade Clavel .

Un mec, de gauche, qui regrette de ne pas avoir été Résistant .

ESPAGNE

"LA VENERDA", est un quartier de Barcelone qui a surgit en l'espace de très peu de temps pour accueillir une immigration de plus en plus grande. Au début, il s'agissait de gens très pauvres; aujourd'hui, le quartier est entouré d'une ceinture de condition inférieure, ce qui indique une amélioration sensible du niveau économique des habitants. Acôté de la VERNEDA, et déjà avant sa création, existait une grande colonie de gitans enclavés dans un amas de baraques appelé "LA PERONA". Les conditions de vie de ces gens est bien connu de tout le monde.

Parfois, un incident au niveau individuel perturbe la coexistence des deux collectivités. Depuis toujours, il y a des agressions à main armée, mais qui ne se différencient en rien de ce qui se produisait dans d'autres parties de la ville, et qui n'étaient pas assimilées à des agressions d'une communauté contre l'autre ;

Or récemment, une rambée de violence a eu lieu à propos de l'inclusion par le gouvernement de presque 25000 gitans amenés de Madrid et de Valence (les chiffres sont officiels). La nouvelle de cette immigration involontaire, a irrité un large secteur des "Blancos payos": les femmes. Celles-ci, non seulement se sont manifestées ouvertement contre cette décision, mais ont centré leur protestation sur le refus de l'installation de baraquement en guise d'écoles. Les raisons invoquées étaient diverses, mais peuvent se résumer en une seule: l'impossibilité de réaliser une éducation ensemble des enfants des uns et des autres.

Les forces de l'ordre ont eu une fois de plus l'occasion de démontrer leurs méthodes qui cette fois ont surpris énormément les

manifestants. Pourquoi ? parce que leur complicité n'a pas été récompensée comme ils auraient pu l'espérer. C'est à dire que dans une situation comme celle ou nous nous trouvons, ou la hausse des prix est effrénée, ou le capitalisme para-européen n'est pas encore capable d'intégrer tous ses éléments, ou il y a des centaines de raisons assez évidentes pour indigner le plus aveugle, voilà que se produit une manifestation agressive et ouvertement présomptueuse de la part d'éléments qui ne sont jamais descendus dans la rue ces dernières années. Ils prétendent être porteurs d'une raison "évidente", d'une revendication d'intolérance vis à vis de marginaux, c'est à dire qu'ils se lèvent en quelques sorte non pas "contre le système, mais "pour" lui.

Et le système, au lieu de les écouter et de leurs donner satisfaction, comme ils l'attendaient, les attaquent violemment.

Comment est-il possible, alors qu'on demande au système ce qu'il affirme lui-même, qu'il réponde à coups de matraques ? Ce fut la grande surprise des manifestantes: les mères des enfants qui désirent pour eux "ce qu'il y a de mieux", et qui refusent de les voir intégrer à ces sauvages "plus ou moins marginaux". La violence fut telle que même les pompiers durent se défendre en essayant d'éteindre le feu qui avait été mis aux baraquements par ces gens désireux du "meilleur" pour leurs enfants.

La femme "mère poule", typique de ce quartier est la "maman" flanquée jour et nuit de ses nombreux poussins, leur conseiller de s'écraser devant les graves problèmes politiques qui se posent aujourd'hui au pays, lisant et écoutant revues et programmes de radio honteux, financée par une troupe immense de personnages inutiles mais puissants.

"comment ce puissant appareil ne nous a-t-il pas aidé à chasser de notre quartier honnête ces gens inutiles ?"

Naturellement la réponse a été bien manipulée: la "mère poule", avant d'être fraternelle est juste, et pour dissimuler la manoeuvre arbitraire qui consiste à loger tant de gens dans un espace aussi réduit, elle "démasque" ceux qui prétendent oublier l'inaliénable droit des gens à jouir du terrain de notre monde libre".

S'agit-il d'une véritable poussée de racisme dans un quartier ouvrier ? D'une attitude de complicité avec le régime à un moment inopportuniste pour celui-ci ? Allons nous vers une prise de conscience de nos auditrices de programmes manipulés, après l'échec de leurs revendications ? Ou alors un simple épisode de la lutte de classe entre exploités et marginaux ? Un épineux problème démographique dans le contexte déjà saturé des capitales de provinces espagnoles.

Ce qui est évident, c'est qu'une flambee de racisme a eu lieu au sein des travailleurs, et qu'elle a été menée par des femmes, alors que les hommes ont suivi dans une attitude douteuse d'accord tacite. La presse officielle publie des lettres d'un seul côté évidemment, qui renforce le caractère raciste et l'attitude de victimes des habitants du quartier, qui parlent de la situation que d'autres quartiers ne connaissent pas ... ce qui permet d'introduire les avis paternalistes et pseudo-humanitaires de toujours les mêmes personnages ...



Angleterre



une conspiration d'état : le procès des huit de STOKE NEWINGTON

" Je préfère être un prisonnier politique étranger en Espagne qu'un prisonnier politique en Grande-Bretagne." - Stuart Christie, à sa sortie de prison .

Le 6 décembre dernier, à la cour centrale criminelle de Londres, l'Old Bailey, s'achevait le procès des 8 de Stoke Newington, procès que la presse anglaise a baptisé " Procès de la Brigade de la Colère ". Le juge James condamnait John Barker, Hilary Creek, Jim Greenfield et Anna Mendelson à dix ans de prison ferme chacun; quatre autres inculpés étaient acquittés (Stuart Christie, Christopher Bott, Catherine Mac Lean et Angela Weir). Le 13 décembre, les étudiants d'Essex (où Hilary Creek et Anna Mendelson ont fait leurs études) se sont mis en grève pour 24 heures, pour protester contre les condamnations .

Le procès des huit de Stoke Newington avait commencé le 30 mai 1972, et a donc duré plus de 6 mois, et 111 jours d'audiences avec (fait exceptionnel) une interruption de 3 semaines en août . C'est le plus long procès criminel à ce

jour en Grande-Bretagne, et on prévoit que l'affaire coûtera près d'un million de livres sterling (dont £ 250.000 pour le procès lui-même) aux contribuables britanniques . Le Jury délibéra 52 heures avant de rendre ses verdicts; deux des prévenus avaient passé quinze mois en détention préventive avant d'être reconnus innocents .

Un procès politique

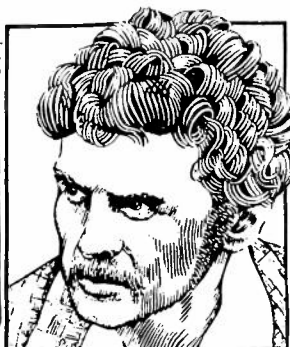
Mais l'importance du procès n'est pas là. Il n'y a pas de Cour de Sûreté de l'Etat en Grande-Bretagne, ce qui permet au juge James d'affirmer le 24 novembre 1972 : "Ceci n'est pas un procès politique. Un procès politique est un procès où des gens sont jugés pour avoir tenu des opinions politiques opposées à celles du gouvernement. De tels procès n'existent pas dans notre pays." Il suffit de penser à l'Irlande du Nord pour voir le poids que l'on peut accorder à de tels propos. Mais, surtout, l'absence de preuves dans cette affaire, jointe à la personnalité des "victimes" de la Brigade de la Colère, autant que celle des accusés, ainsi que l'utilisation qui a été faite par les autorités et les mass-média de ce procès, et d'autres qui l'ont précédé ou vont le suivre, permettent d'affirmer qu'il y a bien des procès politiques en Grande-Bretagne, dont celui-ci est le plus important. La satisfaction des autorités peut être mesurée au fait que le juge James vient d'être nommé à la cour d'appel, et que le commandant Ernest Bond de Scotland Yard, qui mena l'enquête, a été promu au début de décembre au rang de Deputy Assistant Commissioner.

Les huit prévenus (qui vivaient dans le quartier de Stoke Newington, dans le Nord de Londres)

chronologie



Jake PRESCOTT
(conspiration)
15 ans



Jim GREENFIELD
(conspiration, dé-
tention d'armes et
d'explosifs) : 10 ans



Anna MENDELSON
(conspiration, dé-
tention d'armes et
d'explosifs) : 10 ans



John BARKER
(conspiration, dé-
tention d'armes et
d'explosifs) : 10 ans



Hilary CREEK
(conspiration, dé-
tention d'armes et
d'explosifs) : 10 ans

D'août 1967 à août 1971, 25 attentats (signés Croupe ler Mai, Butch Cassidy et le Kid, La Horde Sauvage, Lotta Continua, Pinelli ou Brigade de la Colère) sont attribués par la police à une même conspiration. Ces attentats ne sont revendiqués par la Brigade de la Colère qu'à partir de décembre 1970 (cf. I.C.O. N°110-111)

12 janvier 1971 : attentat contre la villa de Robert CARR, alors ministre du Travail (le même jour, un million de travailleurs débrayaient contre le projet de loi anti-grève - Industrial Relations Bill - maintenant en vigueur). La presse, jusqu'alors restée silencieuse, lance la chasse aux anarchistes. L'Evening Standard associe Stuart Christie à l'attentat, le Daily Mirror offre 10 000 livres (140 000 F !) à qui "permettra la condamnation" des coupables. Le detective-chief-superintendent Roy Habershon est chargé de l'enquête.

11 février 1971 : arrestation de Jake Prescott, inculpé de participation à deux, puis trois attentats (dont celui contre Robert Carr), et plus tard de conspiration "avec Ian Purdie et d'autres personnes inconnues".

6 mars 1971 : arrestation d'Ian Purdie, inculpé de conspiration.

Après les arrestations de Jake Prescott et d'Ian Purdie, les attentats continuent, en particulier, le 22 juin 1971, contre la villa de William Batty, Directeur-Général de Ford (G.B.) (une grève dure avait paralysé Ford pendant plusieurs mois). Scotland Yard : "La Brigade de la Colère est l'ennemi public N° 1." Les centaines de flics dans les milieux libertaires s'intensifient. Un mystérieux "commandant X" (le commandant Ernest Bond, de Scotland Yard) prend la tête des opérations.

31 juillet 1971 : attentat contre la villa de John Davies, alors ministre du Commerce et de l'Industrie (il venait de refuser les subventions aux chantiers navals de la Clyde, U.C.S., au bord de la faille et que les travailleurs occuperont).

20 août 1971 : arrestation de quatre personnes (John Barker, Hilary Anne Creek, James Greenfield, Anna Mendelson) dans l'appartement d'Amhurst Road, à Stoke Newington, dans le Nord de Londres, où la police déclare avoir trouvé "l'arsenal" de la Brigade de la Colère. Le lendemain, Stuart Christie et

Christopher Bott sont arrêtés en venant en visite à l'appartement. Les six sont inculpés de conspiration avec Prescott et Purdie, et de détention d'armes et d'explosifs.

Les attentats continuent : la Brigade de la Colère revendique en particulier ceux contre la caserne d'Albany, à Londres, le 24 septembre, et contre la villa de l'entrepreneur Chris Bryant, à Birmingham, le 24 octobre; on lui attribue celui contre la Tour des Postes, à Londres, le 31 octobre.

De septembre à décembre 1971, les perquisitions se poursuivent : quatre militants sont arrêtés et inculpés de conspiration avec Purdie, Prescott, et les six arrêtés les 20 et 21 août. Deux seront relaxés lors des "committal proceedings" (procédure publique d'instruction) des 10 prévenus, en janvier 1972, le procureur suspendant "pour l'instant" ses poursuites contre eux : Chris Allen et Pauline Conroy.

Les Huit : John Barker, Hilary Creek, Jim Greenfield, Anna Mendelson, Stuart Christie, Chris Bott, et Angela Weir et Catherine McLean. Tous en détention préventive, sauf, depuis janvier, Angela Weir et Kate McLean, assignées à résidence en province sous une caution de 20 000 livres (conditions qui forcèrent Hilary Creek à renoncer le 22 mai à la liberté sous caution qui lui avait été accordée en janvier).

10 novembre - 1er décembre 1971 : procès de Jake Prescott et Ian Purdie. Le procureur Mathew demande aux jurés de considérer comme acquise la culpabilité des 10 autres inculpés. Purdie, militant anarchiste emprisonné depuis 9 mois, est acquitté, Jake Prescott est reconnu innocent de participation à trois attentats, mais déclaré coupable de conspiration : il avait adressé trois enveloppes utilisées par la Brigade de la Colère pour envoyer un communiqué à la presse. Le juge Melford Stevenson (conservateur, il avait fait l'objet de menaces d'attentats à l'époque de l'attentat contre Robert Carr) lui déclare qu'il ne doute pas qu'il n'était que "l'instrument de person-nages plus sinistres, et probablement plus intelligents" et le condamne à QUINZE ANS de prison. Prescott avait été en liberté pendant moins de cinq mois après avoir connu Purdie en prison (du 17 septembre 1970 au 14 février 1971). Il a fait appel (cf. I.C.O. N°112-113).

- 30 mai - 6 décembre 1972 : procès des Huit de Stoke Newington; quatre inculpés sont acquittés, les quatre d'Amhurst Road sont condamnés à 10 ans de prison chacun par le juge James. Ils ont fait appel.
- 25 septembre 1972 : Pauline Conroy et Andy Ellesmore sont inculpés de "conspiration pour trafic d'armes".
- 27 novembre 1972 : communiqué N° 14 de la Brigade de la Colère envoyé à la presse.
- 13 - 19 décembre 1972 : procès de Michelle O'Callaghan, inculpée de détention de substances explosives (et initialement accusée par la police de conspiration avec les 8 de Stoke Newington), condamnée à 18 mois de prison par le juge Sir Carl Aarlvold.

Et ce n'est pas fini



Ian PURDIE
(acquitté)



Le juge JAMES

étaient inculpés d'avoir participé à une "conspiration en vue de provoquer des explosions", à laquelle les autorités ont attribué 23 attentats à la bombe et 2 mitrillages d'ambassades, de mars 1968 à août 1971. Il y aurait beaucoup à dire sur la loi sur la conspiration, qui permet de condamner à des peines illimitées toute personne ayant eu l'intention de commettre un acte illégal avec d'autres; même si l'accusation ne peut identifier les autres personnes impliquées; même si l'acte qui fait l'objet de la conspiration n'est passible, isolément, que d'une simple contravention (à la limite, l'acte lui-même peut être parfaitement légal, mais la conspiration reste un crime). Peu importe que la conspiration ait trait à un délit relevant du droit civil ou du droit pénal, ou de la correctionnelle ou de la cour d'assises : la conspiration est en elle-même un crime et relève automatiquement du droit pénal et de la cour d'assises. C'est cette loi qui a permis la condamnation en août dernier de Peter Hain, président des Jeunes Libéraux, pour avoir organisé en 1970 des manifestations contre la tournée de l'équipe sud-africaine de rugby en Grande-Bretagne. En l'absence de preuves concrètes, et quand l'acte a un mobile politique, on conçoit que le parquet jouera sur les opinions politiques et les fréquentations des accusés : le délit d'opinion

n'est pas loin. En prononçant les condamnations, le juge James fit écho aux termes utilisés par le procureur John Mathew au début du procès : "Les huit inculpés, qui affirment être des révolutionnaires et des anarchistes, ont, sous divers noms, tenté de désorganiser et d'attaquer la société démocratique de ce pays."

Conspiration bien curieuse, en vérité, à laquelle on attribue des attentats revendiqués par des groupes différents (tels que le Groupe 1er Mai, et à partir de décembre 1970 par la Brigade de la Colère), et contre des objectifs tout aussi divers, quoique tous manifestement politiques : casernes, commissariats, ambassades, banques et sociétés espagnoles, italiennes ou américaines, bâtiments de la société Ford, mais aussi les maisons du chef de la police londonienne, Sir John Waldron, qui a donc eu la haute main sur l'enquête, du Procureur Général Sir Peter Rawlinson (membre du gouvernement, c'est son rôle de décider des poursuites à engager), et surtout de Robert Carr, alors ministre du Travail, et maintenant ... ministre de l'Intérieur, sans oublier la maison de John Davies, ministre du Commerce et de l'Industrie. Pour la défense, il ne fait pas de doute qu'il y a cinq ou six conspirations distinctes; mais ces derniers attentats (tous revendiqués par la Brigade de la Colère) donnent tout son sens à une affaire où le gouvernement britannique apparaît à la fois comme juge et partie ... et enquêteur. On conçoit les pressions politiques qui se sont exercées sur ce procès comme sur celui de Jake Prescott et Ian Purdie, jugés en novembre 71 pour la même affaire, avec le même procureur Mathew : il fallait à tout prix faire apparaître une conspiration unique, sinistre et formidable, trouver des coupables et les condamner pour l'exemple.

Pas de preuves.

Conspiration bien étrange, où pas une des personnes jugées à ce jour n'a été convaincue de participation à l'un des 25 attentats : le premier jury ayant refusé de suivre la police et le procureur qui mettaient 3 attentats (dont celui contre Robert Carr) sur le dos de Prescott; et le deuxième jury en faisant autant pour Jim Greenfield, inculpé pour deux attentats, dont un avec Anna Mendelson. Ce qui revenait à déclarer parjure dans le premier cas deux "moutons", dans le deuxième cas ... le service des empreintes de Scotland Yard, ou les policiers menant l'enquête. Fait plus étrange, deux militants

anarchistes, Alan Barlow et Philip Carver, ont été condamnés en juillet 69 pour l'un des attentats attribué à la conspiration (le 15 mars 1969 contre la Banque de Bilbao à Londres) : Barlow à 12 mois ferme, Carver à 2 ans avec sursis. Ni l'un ni l'autre n'ont été à aucun moment inculpés de conspiration. Le juge James semble avoir lui-même reconnu la faiblesse du dossier de l'accusation, quand, avant de prononcer les condamnations, le jury lui ayant demandé de faire preuve de clémence, il déclara qu'il ne tiendrait compte que des 10 attentats revendiqués par la Brigade de la Colère, balayant d'une phrase des mois de débats et de témoignages portant sur les 15 autres attentats, et escamotant le problème de l'existence d'une ou plusieurs conspirations.

Il est vrai que les experts de l'Arsenal de Woolwich, qui ont le monopole des analyses scientifiques des explosions en Grande-Bretagne (Irlande du Nord exceptée), ont eu toutes les peines du monde à défendre leurs conclusions, qui étaient la thèse du parquet qui veut que les 25 attentats aient la même origine : des rapports ont été tronqués, et d'après l'un des témoins de la défense, des écoliers ne seraient pas satisfaits des méthodes utilisées par les laboratoires de l'Arsenal. Nous en venons à l'atout majeur de l'accusation : les armes et les explosifs qui auraient été découverts par la police dans l'appartement d'Amhurst Road où vivaient les quatre condamnés, et qui constituerait "l'arsenal" de la Brigade de la Colère. Il est étrange qu'un tel arsenal se soit trouvé en pleine vue alors que la police multipliait les perquisitions dans les milieux que fréquentaient les accusés. Il est encore plus étrange qu'on n'ait retrouvé aucune empreinte sur "l'arsenal", ni aucune trace de substance explosive sur les accusés ou leurs affaires, alors que, selon la police, ils auraient ramené les explosifs de France la veille de leur arrestation. Quant aux explosifs français qui correspondraient à ceux utilisés dans certains des attentats, comment se fait-il que la police n'ait fait aucun effort pour déterminer leur origine exacte ?

La thèse de la défense, selon laquelle ces armes et ces explosifs ont été purement et simplement apportés par la police, peut sembler difficile à admettre. C'est pourtant ce qu'a fait le jury dans le cas de Stuart Christie, dans la voiture duquel la police affirmait avoir découvert 2 détonateurs semblables à ceux de "l'arsenal". Différentes affaires montrent d'ailleurs que la police britannique est capable de fabriquer des pièces à conviction sans le moindre scrupule : des policiers ont été inculpés de faux et de parjure. L'acquittement spectaculaire de 5 irlandais le 12 juin dernier est significatif : arrêtés à Londres en novembre 71 et inculpés de détention d'armes de guerre, soupçonnés d'être des sympathisants du groupe "Saor Eire" (Irlande Libre), il apparut lors du procès qu'ils avaient été victimes d'un agent provocateur de la Special Branch (la police politique anglaise) qui avait entreposé à leur insu armes et munitions dans le magasin qu'il avait loué à leur nom.

La vraie conspiration

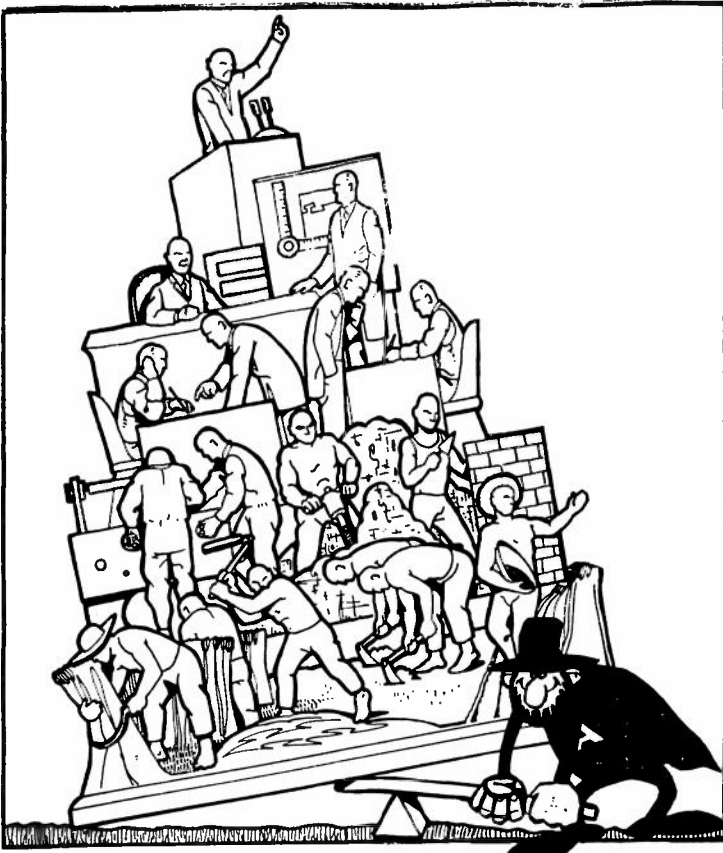
En fait, il semble que les jurés aient été effrayés à l'idée de pousser leurs conclusions jusqu'à leur aboutissement logique - une logique qui met à nu la conspiration d'Etat. Et, dans le procès de Prescott et Purdie comme dans celui des 8 de Stoke Newington, ils ont coupé la poire en deux. Ian Purdie a été acquitté après 9

mois de détention préventive, Jake Prescott a été reconnu innocent de 3 attentats. Mais, comme il avait adressé 3 enveloppes utilisées par la Brigade de la Colère, il fut convaincu de conspiration - et condamné à 15 ans de prison par le juge Stevenson. De même Stuart Christie et Christopher Bott, arrêtés alors qu'ils rendaient visite à l'appartement d'Amhurst Road, et inculpés de conspiration et de détention d'armes et d'explosifs, ont été acquittés (après 15 mois de détention préventive). Catherine McLean et Angela Weir, inculpées conspiration et assignées à résidence en province sous une caution de £20 000 chacune, ont été acquittées. Mais les 4 d'Amhurst Road avaient reconnu qu'ils avaient rencontré deux membres de la Brigade de la Colère, que ceux-ci s'étaient même servis de la ronéo de l'appartement pour sortir un communiqué. Encore faut-il dire que n'importe qui - ou presque - se servait de cette ronéo; et que connaître quelqu'un ne signifie pas approuver ses idées, encore moins comploter avec lui. Les jurés ont donc accepté l'innocence de Jim Greenfield et d'Anna Mendelson pour les deux attentats qu'on leur imputait, mais ils n'ont pas osé aller plus loin, et par 10 contre 2, ils ont laissé condamner les 4 d'Amhurst Road pour conspiration et détention d'armes et d'explosifs.

Le parallèle entre les deux procès est instructif et ne s'arrête pas à la constatation qu'à chaque fois la moitié des accusés a été acquittée. En effet, Ian Purdie est un militant anarchiste de longue date qui avait déjà été condamné en 1970 pour avoir lancé un cocktail Molotov lors d'une manifestation sur l'Irlande. Stuart Christie, lui aussi militant anarchiste, est animateur de l'Anarchist Black Cross, un organisme de solidarité libertaire internationale. Il avait été condamné en 1964 à 20 ans de prison par les juges de Franco pour transport d'explosifs. Libéré vers la fin de 1967 grâce à l'action entreprise par sa mère, il a été depuis son retour en Angleterre en butte aux attentions répétées de la police et de la presse à sensation. Purdie et Christie sont innocents mais on voit combien leur personnalité (l'anarchiste lanceur de bombes) pouvait servir les autorités : elle devait suffire à assurer leur condamnation, ce qui permettait d'alléger d'autant le travail de la police pour obtenir un dossier présentable; et, en frappant les esprits, elle devait amener l'opinion publique à établir l'équation bombes = anarchisme = nouvelle gauche, - cette nouvelle gauche qui est particulièrement forte, par rapport aux groupes gauchistes traditionnels, en Angleterre comme aux Etats-Unis, et qui regroupe tous les éléments de ce qu'il est convenu d'appeler "le mouvement" : les mouvements de libération des femmes, des homosexuels, les groupes de squatters, les organismes de défense des intérêts des bénéficiaires de l'Etat-Providence, en particulier chômeurs et mères célibataires (Claimants' Unions) de défense des droits des prisonniers (PROP), les mouvements de Black Power, les journaux underground, etc...



Car les condamnés et certains des acquittés sont surtout représentatifs de cette nouvelle gauche spontanée, libertaire, aux idées encore confuses ou du moins ne possédant pas la rigueur formelle (et parfois superficielle) des mouvements établis anarchistes ou autres, préférant



by courtesy of the "Anarchist Black Cross"

l'expérience militante à l'élaboration théorique, et de ce fait, parfois victime du romantisme révolutionnaire qu'expriment les communiqués de la Brigade de la Colère. La gauche et l'extrême-gauche, du Parti Travailleiste à la Fédération Anarchiste, autant que la nouvelle gauche anglaise ont préféré se boucher les oreilles et fermer les yeux devant l'apparition de la violence désespérée de la Brigade de la Colère ou du Workers' Party of Scotland (maoïstes écossais dont 4 membres furent condamnés pour vol à main armée, à des peines de l'ordre de 25 ans de prison; cf. I.C.O. N° 115-116 et N° 117), plutôt que de s'interroger sur sa signification et d'essayer de définir en termes actuels où commence et où finit la violence de classe révolutionnaire. Il en va de même en France, où le "soutien inconditionnel" à l'IRA ou au FLB fait souvent pendant à la condamnation sans nuances de l'activisme style GP-NRP.

... et le faux complot

Il est temps de voir ce qui se passe réellement. La crise mondiale n'a pas épargné et n'épargne toujours pas la Grande-Bretagne : 1968 est l'année des premières manifestations pour les droits civiques en Irlande du Nord; c'est l'année des premiers attentats attribués par la police aux 8 de Stoke Newington. Dans une société en crise, l'interpénétration de mouvements encore autonomes et dispersés découle de la dynamique même des luttes engagées; pour la bourgeoisie et les conspirateurs d'Etat, c'est la preuve de l'existence d'un complot.

C'est ce complot que la bourgeoisie britannique a décidé d'offrir à son opinion publique. Le foisonnement des activités de la nouvelle gauche amène les éléments les plus divers à se rencontrer et à confronter leur pratique et leurs idées. C'est ainsi qu'ont pu se connaître des militants anarchistes comme Ian Purdie et Stuart Christie, des militantes du Women's

Liberation Movement comme Kate McLean ou du Gay Liberation Movement comme Angela Weir, des animateurs d'activités de squatters comme les 4 d'Amhurst Road (qui avaient également entrepris une étude sociologique de la classe dominante et de ses appareils de domination : police, système électronique de traitement d'informations, etc... autant de documents dont la police s'empara comme preuve de leur participation à des attentats ou de leur intention d'en commettre), un ancien délinquant récidiviste comme Jake Prescott; et que les 4 d'Amhurst Road ont pu rencontrer deux membres de la Brigade de la Colère (d'après la police il s'agit de Sarah Poulikakou et de Gerry Osner) sans pour autant partager leurs idées. La plupart des inculpés étaient actifs dans des sections locales de Claimants' Unions.

On voit combien la présentation de ce complot mythique peut servir une bourgeoisie aux prises avec des difficultés intérieures grandissantes pour détourner les esprits de la conspiration bien réelle de l'état (un état qui a montré ses crocs lors du massacre de Derry, le 30 janvier 1972) et du patronat. Il s'agit de faire oublier la montée bien réelle des mécontentements, qu'expriment aussi bien les occupations d'usines que les grèves massives provoquées par l'opposition des syndicats et des travailleurs à l'Industrial Relations Act (loi anti-grève) comme la grève des docks cet été, ou la grève des mineurs de l'hiver dernier, et qu'expriment encore, à d'autres niveaux, la multiplication des incidents raciaux ou des révoltes dans les prisons. A un moment où la bourgeoisie, affaiblie par un chômage massif, doit faire face à la reconversion accélérée qu'entraîne l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, et à une situation irlandaise devenue incontrôlable, il s'agit aussi de déconsidérer par avance cette nouvelle gauche qui, en rassemblant tous les éléments incontrôlés, inquiète les tenants de la loi et de l'ordre, parce qu'elle incarne un



ferment dangereux, et tout est bon pour éviter que le mouvement ouvrier renoue ouvertement avec sa tradition d'action directe, et désavoue la politique de collaboration de classes des Trade-Unions.

Mort du libéralisme

On comprend combien la bourgeoisie tenait à une condamnation exemplaire des 8 de Stoke Newington, comme de Prescott et de Purdie. Dépitée par des verdicts ambigus, la presse n'a pas hésité à monter une campagne contre le jury, à laquelle s'est associée la British Legal Association, qui regroupe les "solicitors" (hommes de loi non habilités à plaider devant un tribunal) : il leur paraissait inadmissible que le juge James, reconnaissant implicitement le caractère politique du procès des huit, introduise une pratique américaine en Angleterre en permettant à la défense de soumettre les jurés à un questionnaire et de récuser tout juré avouant un parti-pris politique, ou un rapport avec l'armée, la police, des firmes de gardiennage, certaines banques et en général toute personne visée par la conspiration décrite par le procureur - ce qui permit l'élimination de 58 jurés possibles. Il est vrai que l'exemple vient de haut puisque Robert Mark, successeur de Sir John Waldron à la tête de la police londonienne (et présenté par la presse anglaise comme un libéral) n'a pas hésité dès le mois de juin, à remettre en cause l'institution même du jury puisqu'elle permet l'acquiescement, statistiquement parlant, de la moitié des personnes inculpées par la police.

Il est vrai que ce thème est cher à M. Mark, qui a été mêlé de près à l'élaboration du Criminal Justice Act présenté en 1967 par le ministre de l'Intérieur travailliste Roy Jenkins, loi qui a mis fin à un principe vieux de plus de trois siècles dans le système juridique anglo-saxon : l'obligation, dans une affaire criminelle, qu'un verdict défavorable à l'accusé soit rendu à l'unanimité du jury. Désormais, la Grande-Bretagne est à l'abri de situations du genre de celle décrite dans le film américain "Douze Hommes en Colère", où l'on voit un seul juré, par son obstination, sauver la tête d'un accusé, et finir par convaincre les autres jurés qu'ils étaient en train de commettre une erreur judiciaire. Le film fut projeté par la B.B.C. la



veille du début des délibérations du jury (coïncidence ?); la nouvelle loi permit la condamnation des 4 d'Amhurst Road à la majorité simple.

La thèse du complot justifie à posteriori l'abandon d'une certaine façade libérale par l'Etat britannique qui semble vouloir harmoniser son appareil répressif avec ceux du Marché Commun. Au même titre que l'affaire Valpreda en Italie ou celle du groupe Baader-Meinhof en RFA, l'affaire de la Brigade de la Colère doit permettre de faire accepter à l'opinion des mesures répressives. C'est ainsi que les brutalités de



Edward HEATH

(X)

Robert MARK

l'armée britannique ne seraient plus réservées à l'exportation ou à l'Irlande du Nord puisqu'un projet vise à créer des unités anti-émeutes dans l'armée territoriale. L'Immigration Act va soumettre toute la population immigrée au contrôle policier par la création de cartes d'identité, qui, rappelons-le, n'existent pas en Grande-Bretagne. Les lois anti-drogue confèrent des pouvoirs discrétionnaires en matière de fouille et de perquisition.

Special Patrol Group

Le Special Patrol Group, formé à Londres en 1964, dépend directement du chef de la police de la région londonienne, qui n'est lui-même responsable que devant le ministre de l'Intérieur (rappelons qu'il n'y a pas de police nationale : chaque force de police locale est - théoriquement - sous le contrôle des autorités locales). Depuis 1969, son rôle s'est considérablement amplifié : il s'agit d'une force de quelque 200 hommes, entraînés au maniement des armes à feu, se déplaçant dans des camionnettes rapides, et dont le caractère politique apparaît de plus en plus clairement.

Le Special Patrol Group est utilisé systématiquement pour "renforcer" la police lors de manifestations : ainsi, pendant la grève des travailleurs du bâtiment l'été dernier, les ouvriers et les Claimants' Unions trouvèrent les locaux de la Sécurité Sociale de l'East End (quartier ouvrier de Londres près des Docks)

gardés par le S.P.G. Quand la police décèle une agitation particulière dans un quartier ou un secteur de la population (ou une recrudescence de la criminalité locale), le S.P.G. y est assigné, patrouillant nuit et jour et interpellant qui bon leur semble, allant parfois jusqu'à la "rafle" pure et simple des passants d'une rue. Le S.P.G. est également affecté à la protection des ambassades, ce qui lui a valu une certaine notoriété depuis quelque temps : un de ses membres tua un homme qui participait à un hold-up contre une banque à Londres en décembre dernier; et, le 20 février 1973, une patrouille du S.P.G. tua deux Pakistanais qui menaçaient le personnel de l'ambassade de l'Inde à Londres.

D'autres Special Patrol Groups existent, à Birmingham et en Irlande du Nord.

Comme le dirait Le Monde, les Anglais ont décidément encore beaucoup à apprendre...

De graves accusations de corruption et de brutalité ont été faites contre la police, à Londres et à Leeds en particulier; d'où, nous assure-t-on, un certain malaise dans la police. La commission gouvernementale de révision du code pénal (qui réunit juristes, magistrats et policiers et dont fait partie le juge James) a proposé, dans son rapport de juin 71, avec le soutien de la Police Federation et du Ministère de l'Intérieur, des mesures qui lèveraient totalement les formes de contrôle qui existent encore sur la police : dans un système qui ne connaît pas de juge d'instruction, et où la police travaille avec le procureur avant de présenter son dossier à un magistrat lors des "committal proceedings" (procédure publique d'instruction), l'accusé perdrait la dernière garantie que constitue le droit de ne pas répondre et de "réserver sa défense", en particulier de taire jusqu'au procès ses alibis et l'identité des témoins à décharge. Les pressions policières qui se sont exercées à l'encontre des témoins potentiels dans le procès des 8 de Stoke Newington (certains ont été inculpés sous les motifs les plus arbitraires dans le but avoué de les empêcher de témoigner ou du moins de déconsidérer leur témoignage), comme dans de nombreux autres procès, donnent toute leur signification à ces propositions.

Le spectacle continue...

Pendant ce temps, la Brigade de la Colère court toujours : elle a revendiqué plusieurs attentats, tous commis après l'arrestation des 4 d'Amhurst Road, en particulier contre une caserne de l'armée à Londres, le 24 septembre 71, et contre la maison de l'entrepreneur milliardaire Chris Bryant, le 24 octobre. Et surtout, contrairement au mythe soigneusement entretenu d'une Angleterre bien tranquille, ennemie de toute violence, les attentats en tous genres ont continué. Déjà, lors du procès de Prescott et Purdie, le directeur de l'Arsenal de Woolwich avait dévoilé qu'entre mars 68 et août 71, ses services avaient analysé plus de 1000 explosions (ce total ne comprend pas l'Irlande du Nord). Et, dans son rapport annuel publié en août 1972, l'Inspecteur des Explosifs (dont la compétence s'étend à l'Angleterre, au Pays de Galles et à l'Écosse) a signalé que l'année 1971 avait été marquée par un nombre d'explosions ("la plupart à caractère nettement policifique") qui



n'avait été égalé précédemment que lors de la campagne d'attentats de l'IRA en 1939, et celle des Fenians irlandais en 1883 - alors que, cette fois-ci, l'IRA s'était cantonnée à l'Irlande du Nord... L'attentat spectaculaire du 31 octobre 71, au 31^e étage de la Tour des Postes à Londres (attentat attribué à la Brigade de la Colère) et le luxe inouï de précautions qui a entouré l'ouverture solennelle du Parlement par la reine, le lendemain, montrent bien que l'Etat avait conscience qu'il n'avait pas arrêté la violence en emprisonnant les 8 de Stoke Newington. La police a d'ailleurs lié l'attentat à la Tour des Postes à deux autres attentats dont un le 29 août contre le local abritant les joyaux de la Couronne écossaise à Edimbourg. Et la brigade anti-bombes du commandant Bond qui recherche toujours 4 membres de la Brigade de la Colère (dont Sarah Poulikakou et Gerry Osner) n'a pas été dissoute. La menace des lettres piégées justifie, paraît-il, son existence.



"... donc : 5 livres de soufre, 10 livres de nitrate de potassium, 20 mètres de cordon allumeur, 2 rouleaux de ruban à friction, 4 piles, 1 réveil ..."

Le 27 novembre 1972, la presse recevait un 14^e communiqué de la Brigade de la Colère. La "Cellule des Moonlighters" * reconnaissait que la politique qu'elle avait suivie dans sa campagne d'attentats s'était révélée peu payante, et condamnait la campagne de lettres piégées de certains groupes Palestiniens, ainsi que la politique de l'IRA Provisional : "(...) sauf quand il s'agit de nos ennemis de classe, LA VIE EST PRECIEUSE. La terreur aveugle est le règne de la loi et de l'ordre (...)" La Cellule ajoutait : "(...) la solidarité révolutionnaire rend nécessaire une révision de nos conceptions, et des actions différentes. LA CLASSE OUVRIERE A DE NOMBREUSES ARMES PLUS PUISSANTES QUE LES BOMBES.", et concluait : "Toutes les attaques de la Brigade de la Colère ont été et seront dirigées contre les biens de la classe dirigeante. Nous attaquons les biens, pas les personnes. Carr, Rawlinson et Waldron seraient tous morts si nous l'avions voulu. Mais laissons-les vivre. Nous n'avons aucune envie de faire des martyrs de la classe dirigeante. Emprisonnez les Maudling (prédécesseur de Carr au ministère de l'Intérieur, impliqué dans une affaire de corruption - N.d.T.), les Carr, les directeurs de la Distillers' Company (responsable de la fabrication de la Thalidomide en Grande-Bretagne - N.d.T.). Bonne chance aux 8 de Stoke Newington. Tôt ou tard ils seront libérés. Tôt ou tard vous entendrez reparler de nous." Le lendemain, la police annonçait la mise en place d'une garde renforcée pour protéger certains ministres contre une éventuelle tentative d'enlèvement.

Et le 10 décembre, le journal dominical News of the World (spécialité de nus et scandales en tous genres) publiait une "interview" avec un policier de la Special Branch qui affirmait que la Brigade de la Colère comptait plus de 200 membres. Et lors de sa conférence de presse, le lendemain des verdicts, le commandant Bond déclarait "confidentiellement" aux journalistes : "Stuart Christie est un membre de la Brigade de la Colère. Les huit inculpés étaient des membres actifs de la Brigade de la Colère." Il est vrai que, reprenant ce qu'il avait déclaré pendant le

* Moonlighters : littéralement, "ceux (qui agissent) au clair de lune"; c'est le nom utilisé en Irlande par des associations secrètes de paysans qui organisaient, vers 1880, des représailles contre les adversaires de la Ligue Agraire. Ce terme désigne également, dans le folklore populaire, les contrebandiers.

procès, il considère que la Brigade est "une philosophie, un ensemble d'idées : si vous les partagez vous êtes membres de la Brigade de la Colère." Et il précisa sa pensée : "Pour moi, il n'y a aucune différence entre quelqu'un qui pénètre par effraction dans une maison et vole parce qu'il a faim, et un membre de la Brigade de la Colère qui dépose une bombe qu'il va faire exploser."

Le 8 décembre, dans une affaire qui se tenait au tribunal institué par "l'Industrial Relations Act", un avocat déclara que le syndicat des travailleurs des industries mécaniques (AUEW), qui refusait de reconnaître le tribunal et de payer une amende de £50 000, était "des anarchistes tout autant que la Brigade de la Colère". Le juge lui fit retirer cette remarque, qu'il qualifia de "regrettable".

La Loi et l'ordre

C'est dans cette atmosphère que s'est ouvert, le 12 décembre 1972, à l'Old Bailey, le procès de Michelle Marie O'Callaghan, inculpée de détention d'explosifs. Arrêtée le 3 décembre 1971, la police l'avait accusée de conspiration avec les 8 de Stoke Newington, mais ce dernier chef d'inculpation fut rejeté par le magistrat lors des "committal proceedings". Elle était en liberté provisoire depuis le 19 mai, assignée à résidence à Oxford sous une caution de £20 000. Pendant le procès, il apparut que son tort principal était d'avoir repris la chambre où avaient vécu, en août et septembre 1971, Sarah Poulkakou et Gerry Osner (toujours eux...). La police aurait retrouvé dans un placard un réveil "transformé en dispositif de mise à feu" et des pastilles de carburant Jetex pour modèles réduits (découverte effectuée par le même détective-sergeant de la brigade anti-bombes qui avait "trouvé" des détonateurs dans le coffre de la voiture de Stuart Christie : toujours les mêmes qui ont de la chance...). La police admit que ces objets pouvaient avoir appartenu à Osner et Poulkakou, mais elle présenta d'autres "pièces à conviction", des livres possédés par Michelle O'Callaghan : La Guerre de Guérilla, Manuel du Guérillero, de Carlos Mari-guela, et ... Réflexions sur la Violence, de Georges Sorel ! De plus, il y avait des brouillons de lettres écrites par Michelle à des militants en Irlande du Nord. Dans l'atmosphère d'hystérie entretenue par la Presse depuis la condamnation des 4 d'Amhurst Road, cela suffit à emporter la conviction des jurés - auxquels le juge, Sir Carl Aarlvold, avait refusé que soient posées des questions préalables du type de celles posées aux jurés dans le procès des 8. Et le 19 décembre, Sir Carl condamnait Michelle O'Callaghan à 18 mois de prison ferme, pour avoir détenu ce qu'il n'hésita pas à qualifier de "machine infernale".

Désormais, la police sait que, pour peu qu'elle s'y prenne avec un peu d'habileté, tout lui est permis pour museler un certain milieu, et attaquer les militants qu'elle veut abattre : il suffira d'établir un lien, aussi ténu ou indirect qu'il soit, avec les 4 d'Amhurst Road, par exemple, pour rendre plausibles les accusations les plus fragiles. Déjà les autorités se préparent à exploiter à fond l'avantage que leur donnent les condamnations obtenues. D'autres procès vont suivre, dont celui de 14 personnes inculpées de "conspiration pour falsification de chèques", conspiration qui, d'après le procureur Mathew, aurait servi à financer la

Brigade de la Colère. Parmi les inculpés : Jake Prescott, Ian Purdie, Chris Allen (détenu deux mois avec les "huit" avant d'être relaxé à l'instruction), Chris Bott et les quatre d'Amhurst Road. Un seul des inculpés dans l'affaire des chèques a été condamné jusqu'à présent : Jake Prescott, pour quatre chèques d'une valeur moyenne de £20, a été condamné à quatre fois cinq ans de prison ! Ces peines sont confondues entre elles, et avec les 15 ans pour l'affaire des explosions - il ne fera que 15 ans et non 35, mais les réductions en appel risquent d'être toutes symboliques. Et on voit que les 5 acquittés ne perdent rien pour attendre... Au besoin, on les impliquera dans de



nouvelles affaires, comme Pauline Conroy, qui, après avoir été inculpée de conspiration avec les huit, avait été relaxée à l'instruction (comme Chris Allen) : elle a été inculpée le 25 septembre de "conspiration pour trafic d'armes" avec Andre Ellesmore - un journaliste travaillant pour la fondation Bertrand Russell - sur le témoignage d'un agent provocateur de la Special Branch. Faut-il préciser que Pauline et Andy font partie du collectif libertaire d'information Agitprop, à Londres, qui donna son assistance au Comité de Défense d'Ian Purdie et Jake Prescott ?

Le monde du silence

La conspiration du silence qu'observent la Presse et les média sur tous les aspects violents de la lutte des classes en Grande-Bretagne - qu'il s'agisse de la violence de la classe dirigeante ou de celle qui lui répond, par le sabotage, l'attentat ou l'émeute - permet au pouvoir de présenter l'Irlande du Nord comme une aberration locale, quitte à monter en épingle telle ou telle affaire en la faisant apparaître d'autant plus isolée. Aussi n'y a-t-il pas lieu de s'étonner que, dans son ensemble, la presse britannique ait fait écho à la version policière de l'affaire. Les seules exceptions étant le Guardian (libéral, 300 000 exemplaires) qui publia le 7 décembre un long article où Jackie Leishman (la seule journaliste à avoir assisté régulièrement au procès) démontait quelques-unes des contradictions les plus flagrantes de la thèse de l'accusation; le dimanche 10, le Sunday Times publia également un article critique sur le procès (par Tony Geraghty), cependant que l'Observer, outre une excellente interview de Stuart Christie, publiait une remarquable étude du contexte politique de l'affaire et de sa signification, par Neal Ascherson et Colin Smith. Mais excepté le Guardian, ces journaux dits "de qualité" n'avaient pas jugé utile d'informer leurs

lecteur sur le déroulement du procès. Et ces articles ne pouvaient pas compenser la diarrhée journalistico-policière que déclenchèrent les condamnations et la conférence de presse du commandant Bond.

D'autant que le calcul politique des autorités s'est avéré juste : la gauche traditionnelle en est restée au réflexe de rejet de "la violence", et a préféré se désolidariser d'inculpés qu'elle présumait coupables - et qui de toute façon se réclamaient de méthodes et de conceptions qui lui inspiraient une réprobation parfois mêlée de condescendance. Du côté de la nouvelle gauche, la politique de surveillance étroite et de perquisitions systématiques qui a visé particulièrement librairies, journaux et communautés "politisés" a porté ses fruits; et l'absence de tout mouvement de solidarité (excepté quelques mini-manifs) peut s'expliquer par ce même réflexe de rejet, additionné d'un mélange de méfiance et de peur face à l'affaire et à la répression policière, et capitonné par une solide indifférence. Dans cette situation d'isolement et de manque de moyens, le Comité de Défense des huit a eu le plus grand mérite de ne pas sombrer entièrement, comme l'ont fait certains, dans le découragement ou la paranoïa. Mais il n'a pu mener à bien une des tâches qu'il s'était fixées, l'information régulière sur le procès, au point que même l'hebdomadaire anarchiste Freedom, qui avait publié de très bons articles de Nicholas Walter sur le procès de Prescott et Purdie, n'a pas été capable de dépasser le niveau de la platitude moralisatrice. La presse underground est en pleine crise (7 Days, qui ressemblait à Politique Hebdo première formule, a fait faillite; Ink a finalement succombé à ses dettes; Frendz a dû reprendre sa publication à une cadence réduite, et avec une équipe presque entièrement renouvelée) reflétant assez le désarroi et les insuffisances organisationnelles de la "nouvelle gauche" (qui est par ailleurs toujours vivace, comme en témoigne le foisonnement des journaux de quartier, par exemple). Seul Time Out (centré sur Londres, cet hebdomadaire semi-underground publie à 40 000 exemplaires la liste de tous les spectacles, des matches de foot jusqu'aux manifs, en passant par les concerts pop ou classiques, etc...; il contient également une excellente rubrique d'informations) a pu assurer une certaine publicité au déroulement du procès et aux arguments de la défense.

En France, faisant preuve de sa maturité politique habituelle, et du traditionnel sens de l'internationalisme qui lui fait honneur en cette période pré-électorale, la presse française, "bourgeoise" ou "révolutionnaire", n'a pas soufflé mot du procès. Il est vrai que M. Henri Pierre, du journal "Le Monde", par exemple, avait quelque chose d'autrement plus important à faire, puisqu'il faisait trempette à Blackpool (Le Monde du 10-11 déc.); et qu'il a tenu à montrer depuis qu'il avait choisi son camp : "Et tout cela pour assurer la liberté d'expression à une centaine de fâcheux qu'une simple escouade de CRS ou de celeri italiens aurait rapidement éliminés. Décidément, les Anglais ont encore beaucoup à apprendre...". (Le Monde du 5 janvier à propos des manifestations lors des cérémonies pour marquer l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun). A part un bref entrefilet dans Combat (3 lignes et 4 erreurs), seul Le Figaro a cru bon de signaler la condamnation

de "quatre jeunes gens se réclamant de la Brigade de la Colère" (Figaro du 7 décembre). Ce qui est faux, puisque les huit inculpés non seulement n'ont jamais cessé de proclamer leur innocence, mais ont aussi très clairement exprimé (tant au tribunal que dans les publications de leurs groupes de défense) les critiques qu'ils formulaient à l'égard de la Brigade de la Colère, dont l'action leur paraît élitiste, essentiellement spectaculaire et inefficace, entrant en fait dans le jeu de l'Etat, en favorisant la passivité des masses et en ne permettant pas l'auto-organisation des luttes. Enfin, signa- lions tout de même une page de Wolinski dans Charlie-Hebdo (1e 15 janvier !)

Mais peut-être ce silence vaut-il mieux que l'exploitation du procès par la presse à sensation d'outre-Manche, qui, après un long silence pendant le procès lui-même (serait-ce que les débats ne tourneraient pas à l'avantage de l'état démocratique anglais ?), s'est déchaînée contre les condamnés : "Les Filles de la Colère: 10 Ans" (Daily Express du 7 déc.); "Les Filles aux Bombes" (Daily Mail du 7 déc.); "La Chute de la Brigade des Fortes Têtes" et "Orgies sexuelles dans le Cottage du Sang" (The Sun du 7 déc.; il s'agit du cottage où Hilary Creek et Anna Mendelson passaient leurs weekends quand elles étaient à l'université d'Essex). C'est pour protester contre cette conception de "l'information" que quelque 400 personnes se rassemblèrent devant la cathédrale Saint-Paul, à Londres, le soir du 7 décembre, et remontèrent Fleet Street (la rue au centre du quartier de la presse), s'arrêtant devant les bureaux de chaque quotidien pour le conspuer et finissant par une manifestation de solidarité avec les prisonniers politiques devant la prison pour femmes de Holloway. Une autre manifestation eut lieu le samedi 9 devant la prison de Wormwood Scrubs, à Londres, où John Barker et Jim Greenfield ont été transférés après leur condamnation (ils y sont détenus dans l'aile de "sécurité maximum").

C.I.A.=Conspiration Internationale Anarchiste ?

L'importance de l'affaire de la Brigade de la Colère est grande, et ne se limite pas aux frontières du Royaume-Uni. Et son actualité n'est pas réduite à celle des procès qui vont se succéder à Londres. En effet, il est significatif que le commandant Bond ait été choisi pour diriger l'organisme créé récemment pour coordonner les efforts des sections de répression du terrorisme des différentes polices européennes. Cet organisme (distinct d'Interpol) a tenu en septembre une conférence à Francfort, sous couvert de discuter de la lutte contre la drogue, dans un hôtel protégé par un déploiement de forces de sécurité sans commune mesure avec l'objet officiel de la réunion... Dans sa conférence de presse du 7 décembre, le commandant Bond déclarait : "Il n'y a pas de Brigade de la Colère Internationale.—Ce qui est international, c'est l'anarchie." Suivez mon regard.

Ce n'est donc pas par hasard que Bond présentait Stuart Christie comme "l'animateur principal" de la conspiration avant le début du procès, et qu'il a déclaré à la presse que l'acquiescement dont il a bénéficié ne changeait rien à sa conviction : Stuart Christie est en effet un des principaux animateurs de l'Anarchist Black Cross et le directeur de son journal, Black Flag. La Croix Noire Anarchiste est un organisme de solidarité internationale aux groupes libertaires anti-fascistes, et c'est ce qui lui a valu d'être la cible de choix des

polices européennes depuis sa création en 1968. Pour la police, il semble que tout internationaliste est un conspirateur en puissance, et la liste des responsables de la Croix Noire Anarchiste semble être un Who's Who des affaires les plus retentissantes de ces dernières années : Giuseppe Pinelli, "suicidé" à Milan en décembre 1969; 6 autres anarchistes italiens tués par la police ou morts dans des accidents organisés; Georg von Rauch, abattu à Berlin le 4 décembre 1971, et Thomas Weissbecker, abattu le 2 mars 1972 à Augsburg, par la police qui les présentait comme membres de la "Bande à Baader".

La condamnation de Stuart Christie aurait bien arrangé les tenants de la thèse de la Conspiration Internationale Anarchiste. Mais ce n'est sans doute que partie remise. A quand la France ? Il n'y a pas de section française de la Croix Noire Anarchiste, mais chaque affaire, en Italie, en Allemagne ou en Angleterre (sans parler de l'Espagne) permet à la police de découvrir une "piste française" aussi fumeuse qu'inexistante. Au point où un des avocats des huit a fait allusion au film "French Connection" : car l'imagination policière est décidément bien pauvre, et prisonnière de quelques stéréotypes éprouvés. Marcellin semble préoccupé surtout par les maoïstes. Mais dans le cadre d'une campagne de provocations telle que celle qu'évoquait Claude Angeli dans le Canard Enchaîné (15 et 22 novembre 1972), qui peut dire que la police, non contente de découvrir des boucs émissaires, ne les ferait pas apparaître comme les membres d'un complot aux ramifications internationales ? Voilà qui permettrait d'agiter un épouvantail, branlant, certes, mais qui a souvent fait ses preuves - et qui justifierait a posteriori certains enquêteurs à l'étranger, malmenés par leurs propres opinions publiques.

Ne tombons pas dans la paranoïa, mais rappelons-nous que le meilleur moyen de déjouer une machination est encore de l'éventer. L'internationale policière n'a pas attendu la consolidation de l'internationale du fric et l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun pour s'organiser. Le commandant Bond a précisé que sa brigade anti-bombes poursuivrait ses contacts avec les polices étrangères ("et spécialement les polices française et espagnole" ajouta-t-il), en dehors d'Interpol, puisque cet organisme se veut "apolitique". Il serait temps de se souvenir que l'internationalisme n'est pas une vertu, mais une nécessité pour tout révolutionnaire conséquent. Les révolutionnaires français attendront-ils que Marcellin (ou son successeur...) vienne leur rappeler que la répression, elle, ne connaît pas de frontières ?

N.B.: Signalons qu'une première version du texte "Une conspiration d'Etat", ainsi que les extraits d'interview, ont été diffusés par l'Agence de Presse Libération (ouais, on sait, y'a des maos....) sous forme de dossier (Dossier International N° 12 du 21 décembre 1972) : A.P.L., 14 rue de Bretagne, Paris (3è).



STOKE NEWINGTON EIGHT DEFENCE GROUP
BOX 359
240 CAMDEN HIGH STREET
LONDON N.W.1

Le symbole de "l'amour armé", utilisé par le Groupe de Défense des huit : un fusil d'assaut russe Kalashnikov au milieu de l'emblème du Gay Liberation Front (les symboles masculin et féminin réunis), dans les poings de l'emblème du Women's Liberation Movement.

Le Groupe de Défense des huit a tenté d'engager le débat sur la violence révolutionnaire au sein de la gauche anglaise, mais sans succès : des brochures qui tentaient de poser le problème à partir de l'affaire de la Brigade de la Colère (telles que If you Want Peace Prepare for War), ou qui apportaient des éléments d'information (sur la "Fraction Armée Rouge", dite "Groupe Baader-Meinhof", par exemple), sont restées pratiquement sans écho. L'absence d'un tel débat a vidé le procès des huit de toute portée révolutionnaire : il ne s'agissait plus que de savoir si les huit étaient coupables ou non. Le soulagement des groupes organisés rejoignait celui du pouvoir : "la question ne sera pas posée"...

Le refus de se lancer dans le débat proposé ne saurait surprendre: la question de la violence, comme celle de l'organisation, est de celles qui posent directement le problème de la révolution et du pouvoir. Il est plus confortable de s'en remettre aux forces "inévitables" d'une lutte de classes qu'impulsent les contradictions internes (et "fatales") du capitalisme, ou aux joies simples d'une révolution du cœur et de l'esprit. Oublier que la révolution c'est aussi l'affrontement direct de forces antagonistes, c'est avouer notre impuissance à changer l'ordre social établi; c'est aussi s'assurer que nous perpétuerons cette impuissance. Ce n'est pas à un prolétariat mythique de résoudre "un jour" cette question pour nous. Le revers de cette absence de réflexion n'est-il pas précisément ce romantisme de la violence qui peut conduire aux pratiques que nous condamnons par ailleurs ? (cf. Tentative de bilan du Comité de Lutte Renault, par exemple)



Courrier

Salut,

Je viens de lire l'article paru sur le numéro 120 d'ICO : "handicapés".

Je suis institutrice dans une section d'enseignement spécialisée dans une région particulièrement prolifique en alcools.

Il est important de dire d'abord que je ne me définis pas comme enseignante mais comme individu ayant pour but de vivre et comme moyen pour parvenir à ce but une révolution, laquelle je n'ai pas la possibilité de l'exposer ici. Si je fais le sale boulot d'institutrice c'est que j'ai besoin de temps et de fric pour avancer vers mon but.

Je ne contesterai pas que les "S.E.S." qui acceptent les débiles légers (moins de 50 de QI dans ma classe), comme les établissements du genre dont vous parlez sont des préparations à la vie sociale, à la soumission à l'exploitation (comme l'école en général) et plus particulièrement au travail à la chaîne. Personne ne s'en cache, même pas les inspecteurs départementaux et autres conseillers pédagogiques qui ne craignent pas de vous dire :

"Apprenez leur à travailler à la chaîne, à avoir un rendement qui leur permette une insertion dans une usine etc.."

Votre article laisse planer un doute : les pensionnaires de R. St Agne sont-ils des débiles comme les dessins le disent, des handicapés physiques comme le texte le dit, ou les appelle-t-on débiles alors qu'ils sont handicapés physiques ? Si ce sont des débiles je m'étonne de les voir s'organiser avec tant d'à propos. Je ne veux nullement montrer un quelconque mépris pour les débiles mais pourquoi prendre systématiquement le contre-pied de la bourgeoisie ? Les bourgeois se lavent, je ne me laverai pas, les bourgeois disent fous, je dis c'est faux, ils sont plus conscients que les autres, il faut ouvrir tous les asiles, les bourgeois disent débiles, je dis débile n'existe pas, etc. Ce serait si simple et si facile.

S'il est vrai que les malades mentaux le sont à cause d'une société malade, pourrie (qui rend malade), cela n'implique pas qu'ils soient systématiquement plus conscients que les gens dits sains. J'en ai connu qui étaient conscients, d'autres qui ne l'étaient pas. De même pour les débiles, s'ils sont ainsi c'est l'existence d'une classe, d'un capitalisme exigeant un sous-prolétariat qui devient rebus de la société à cause de l'existence que lui font mener les capitalistes, c'est donc cette société qui les rend ainsi. Mais de là à dire qu'ils ont la faculté de chacun de nous à raisonner, il y a loin. Les dits-débiles sont des individus qui ont des troubles moteurs et mentaux dus pratiquement toujours à l'alcoolisme. Je parle de ceux que je vois journellement. Ils ont 13 ans et n'ont pas encore été confrontés à la "vie" professionnelle, à la chaîne. Mais ils sont confrontés chaque jour à l'alcool, aux crises de nerfs, à la misère, aux coups des parents, et parfois des ensei-

gnants. J'en connais qui ressemblent plus à l'animal qu'à l'être humain. Ils sont révoltés c'est vrai. Comment ne le serait-on pas quand on reçoit des coups de cravache, "de fouets à chien", comme ils disent, quand on vous a dit toute votre vie que vous êtes un "benêt", un "cornichon", quand on marche dans des chaussures de plusieurs pointures trop grandes et que les autres vous appellent "Zavatta" etc. On pourrait en écrire des pages sur les humiliations qu'ils peuvent ressentir. Mais au delà de cette révolte qu'y-a-t-il ?

Chacun de nous a ressenti des humiliations et en a été révolté à un autre niveau peut-être. Si nous avons fini par vouloir changer cette société, c'est que nous nous sommes sentis objets, que nous n'avions aucun pouvoir sur notre vie, c'est que nous avons ressenti l'irrationalité, l'injustice totale d'un monde divisé en classes, tellement invivable, tellement ridicule. Mais nous avons pu mettre plus ou moins en cohérence tout cela et nous avons pu trouver le début d'une solution : la ou une révolution. Nous avons pu lire, en discuter, inventer, découvrir, créer. Mais eux qui ne savent pas lire à 14 ans, qui réclament encore des contes (les trois petits cochons), qui ont des difficultés énormes souvent pour s'exprimer, comment voulez-vous qu'ils arrivent même pas à une certaine cohérence à laquelle nous arrivons en faisant des efforts, mais simplement à comprendre que le maître, les parents, l'école, l'usine etc. sont les maillons d'une société qui les écrase parce-que...etc., et à s'organiser.

En d'autres temps, il y a eu des illétrés qui prenaient les armes pour se battre. Mais la société a évolué et en France ceux qui n'ont pas réussi à apprendre à lire n'ont pas réussi pour des raisons bien précises/souvent tares dues à l'alcoolisme.

Je ne pense pas qu'ils puissent évoluer (sauf exception). Le système qui les broie est respectable mais il ne faut pas non plus se cacher à soi-même la vérité même si elle est dure à accepter. La violence les attire parce qu'ils sont révoltés mais cette violence les mènera plus facilement vers J. Halliday ou les CRS (à cause des motos) que vers la violence révolutionnaire. Ce qui n'exclut pas que certains se retrouvent un jour sur les barricades. Leur révolte touche tout : autorité diverses, copains, filles, animaux. Beaucoup tuent les insectes avec une joie incroyable. Un jour l'un d'eux m'a dit : "je reçois des coups de bâton, pourquoi je les tuerais pas ?" Ils distribuent des volées aux filles ? Celles-ci vivent terrorisées. En classe, sans raison l'un d'eux se lève et va gifler toutes les filles l'une après l'autre. Lorsqu'elles ont des bons, elles sont obligées d'en distribuer sous peine de volées, mais lorsque les garçons en ont, ils ne leur en distribuent pas. Ils ont un grand mépris pour elles "parce qu'elles sont moches". De même pour moi, ils acceptent moins qu'avec les instituteurs mon autorité parce que je suis une femme : ce sont des garçons (il y a peu de filles) et ils se révoltent plus en fait d'être devant une autorité, du fait de se sentir inférieure à une femme qu'ils pensent inférieure à eux : "cette gonzesse-là, si c'était pas une maîtresse, j'y foudrais mon poing dans la gueule comme aux autres filles... je veux bien que mon père i' commande, y a qu'à lui que j'obéis..". Ils s'identifient au père qui tape sur la mère. Et souvent c'est cela qui leur permet d'accepter leur sort (être cogné par le père) parce

que plus tard ils auront la chance de jouer le rôle du père et de se venger.
Je ne pense pas qu'ils aient la possibilité "intellectuelle" de dépasser tout cela.

Il est évident que ces adolescents ne sont pas la classe ouvrière mais une infime partie. Pourtant, ce sont eux qui peuplent les IMP, je crois. C'est pourquoi à cause de ce que j'ai vu, je m'étonne que des dits débilés aient écrit le tract que vous publiez.
J'ai trouvé intéressante la question " l'alcool et le tabac sont dangereux, mais le travail.." N'aurait-il pas été encore plus intéressant de montrer que le tabac et surtout l'alcool sont des conséquences, des répercussions du travail. Est-il utile de se battre pour que des jeunes puissent accéder à l'alcoolisme et au tabac ? Ne valait-il pas mieux axer la lutte sur la possibilité de faire l'amour librement, sur les cadences, la préparation au travail à la chaîne, le désir de ne pas avoir sans cesse un flic sur le dos?

Une remarque sur l'illustration de la page 1 : je suppose qu'elle a été faite par un ou des hommes. Elle montre deux garçons qui se représentent les distractions de tout bon mâle moyen : la cigarette, la bouteille et la femme ? Ce genre d'idéologie se retrouve hélas beaucoup chez les révolutionnaires. La révolution serait-elle aussi affaire d'homme ?

Si les camarades sont un avis contraire, j'aimerais beaucoup connaître leurs expériences et me tromper.

Une Camarade.



ET J'AI MEME RENCONTRE DES IMBECILES HEUREUX.

Puisque ici le courrier des lecteurs se trouve être l'unique rubrique de votre bulletin, que je me trouve mis en cause par l'article, assurément anonyme "Psychiatrie et anti-psychiatrie", il serait peut-être opportun de répondre à toutes vos injures, tant personnelles (mensonges, traficotages, silences, hypothèses abusives) qu'étendues au genre humain dans sa totalité et sa magnificence (ceci culminant au dessin innomable encore anonyme, de la page 20); mise au point qui, bien sur, sera diffusée par d'autres moyens (sinon tous) que votre sommaire qui, de toute façon, relate les choses 6 mois plus tard (ici 9).
L'imbécile qui s'est permis de présenter son style et sa weltanschauung en se servant de moi, bricole avec ce qu'il a, ici changeant la ponctuation, là le vocabulaire, retombant toujours dans ses chaussures car il est le maître; il traficote une vieille lettre écrite à la sortie de clinique et a l'inconscience bête d'y mettre un titre en gros caractères : "TEXTE"; et tous les moyens sont bons, il est vrai que les icons ne sont pas tout seul, y'avait un intermédiaire: le "camarade pari-

sien", un certain en l'occurrence, garçon libraire à puis à la , s'arrangeant toujours pour dissoudre l'essentiel dans sa prose qu'il avoue lui-même être exécration (voir "décembre 70 à Rodin)

D'abord TOUT est FAUX !

- Je n'ai pas séjourné à Laborde 6 mois mais 7 mois, et pas par la grâce de "mes" parents.

- Je n'ai pas été vidé parce que étant "trop fou", mais comme ne l'étant pas assez.

- Je ne soupçonnais même pas, avant mon internement, l'existence de cliniques psychiatriques, et n'y suis donc pas allé "allé", ni pour me "reposer", ni pour triquer une "liberté" que justement j'étais en train de conquérir à ce moment là, ailleurs.

- Je n'ai jamais senti de remous dans le lac de quiétude d'ICO, ni même d'explosion de colère anti-fasciste (c'est quoi, M..? marsouin ?); S'il est vrai que 2-3 vieux cons vétérans de l'Organisation des Combats Inconsistants ont pu faire quelque remarque : ils n'auront même pas reconnu Sade et les 120 jours de Sodome dans ce passage de ce tract qu'ils qualifient de fasciste.

Il est bien triste qu'on vous supporte encore, prétextant un article lisible (ici un résumé du "tigre de papier") ou un passé moins directement contre-révolutionnaire, mais faudrait pas croire que ça va durer toujours.

Stephen Dedalus, vendredi 29 décembre 72.

Le texte précédent est parvenu à ICO précédé de la mention :

" Prière d'insérer - et sans commentaires ".

Cette double mise en demeure - de publier ce texte et de n'y faire aucun commentaire - appelle bel et bien des commentaires.

Dans la mesure où le camarade Stephen Dedalus était concerné par un article paru dans ICO, il va de soi que nous acceptons par avance de publier ses remarques, ses commentaires, même accompagnés, comme on a pu le lire, de ses injures.

Il n'était nul besoin de nous en faire l'injonction.

Au contraire, ce procédé a des allures de chantage, nous plaçant volontairement dans l'alternative suivante :

- ou vous publiez ce texte qui contient la mise en évidence de votre vilénie et vous vous faites les propres artisans de votre dénonciation,

- ou vous ne le publiez pas et à votre vilénie ordinaire, s'ajoute votre sectarisme...

Nous préférons quant à nous ne pas accepter ce dilemme et publier ce texte en répondant à quelques points particuliers.

1° Je m'élève contre le mode de mise en cause individuel de camarades qui est pratiqué dans ce texte : les adversaires sont d'emblée imbéciles, cons, leur prose est exécration - que voilà un joli critère politique -etc...

Entendons nous bien; ce que je rejette ce n'est pas l'utilisation de l'injure - bien qu'elle soit discutable - c'est la disqua-

ification a priori de l'adversaire. L'interlocuteur n'est pas un con parce qu'il dit des conneries, il dit des conneries parce qu'il est un con. La critique politique dans ces conditions ne consiste plus à analyser des écrits, des actes précis et à leur opposer d'autres actes, d'autres idées, mais bien à révéler la non-pertinence d'un discours ou d'une pratique par le caractère, le passé, les relations, les défauts, l'inculture...de leurs auteurs. Ajoutons-y l'hérédité et la pathologie - pourquoi pas en effet - et nous pourrions parquer tous ces gens-là dans, disons des camps ?

Ce procédé apparaît d'ailleurs dans un article du dernier numéro d'ICO titré : " de l'amalgame...". Dans un premier temps, le camarade de Solidarity dont l'article est critiqué est longuement dépeint comme une ordure ceci par référence à un comportement qui n'a rien à voir avec le texte auquel il est répondu, ensuite, et seulement ensuite, vient la réponse au texte proprement dit. Alors ou bien les deux parties de l'article ne sont pas liées, et alors la première partie est ni plus ni moins une dénonciation publique d'un camarade, ou bien elles sont liées et la démarche vise à d'abord disqualifier le camarade et ensuite à montrer que ses écrits sont bien conformes à la présentation qu'on a fait de lui.

2° Bien coupables en effet, ces 2-3 " vieux cons vétérans " de ne pas avoir reconnu un passage des "120 journées de Sodome " de Sade. Nul doute en effet que le "style" et la "weltanschauung" de Sade n'aurait pas du échapper à des esprits avertis que doivent être des militants révolutionnaires, mais est-on militant révolutionnaire quand on est "vieux con et vétéran"? Il semble bien que non. Mais peu importe que le passage du tract soit de Sade, de Pierre Loti ou de Stephen Dedalus, seule compte ici la façon dont il est utilisé dans le tract. Il apparaît à la fin d'un tract sans qu'il soit montré en aucune manière que l'auteur du tract le désavoue, le cite ironiquement, prenne une quelconque distance à son égard. Il ne peut être reçu que comme une déclaration de guerre envers des gens nommément cités dans le tract. Il est absolument légitime d'en montrer le caractère terroriste, mysogine, voire fasciste. D'ailleurs S.Dedalus se borne à dire qu'il n'est pas fasciste parce qu'il est de Sade. Cet argument peut ne pas convaincre.

3° Simples questions :
- qui est ce "ON" qui nous supporte encore avec tristesse ?
- que compte faire ce "ON" quand il sera décidément las de nous supporter ?

Un camarade italien, Sergio Ardaù, travailleur à la SCETA, menacé d'expulsion.

Le gouvernement français a notifié un refus de séjour à Sergio Ardaù, commis de gare au B.V. Saint Antoine.

D'abord fixé au 27 janvier, ce refus de permis a été reporté de semaine en semaine jusqu'au 1er mars.

Sergio Ardaù est le seul témoin encore vivant de l'affaire Valpreda-Pinelli.

Arrêté le 12 décembre 1969 avec Pinelli, il est conduit avec celui-ci à la préfecture où il sera le seul témoin à avoir vu la serviette contenant les restes de la bombe trouvée intacte à la Banque Commerciale et faite explosée par la police contre l'avis des experts qui voulaient en connaître le procédé de fabrication.

Le 1er juin 1970, Sergio Ardaù obtient l'asile politique en Suède pour échapper à l'étrange épidémie de mort subite qui a frappé 10 témoins de l'attentat de Milan :

- Giuseppe Pinelli : suicide à la préfecture
- Armando Calzolari : fasciste peu sûr : noyade
- Rolandi, chauffeur de taxi, principal témoin à charge : crise cardiaque
- Ambrosini, avocat : suicide d'un hôpital
- 5 militants libertaires, contre-enquêteurs : accident de voiture
- Udo Lenke, accusateur de fascistes : interné.

Il revient en Italie lors du procès Lotta-continua-Calabresi, pour accuser ce dernier d'être l'assassin de Pinelli; puis il se réfugie en France, par mesure de sécurité. Aujourd'hui Valpreda est en liberté provisoire et la responsabilité de l'extrême droite italienne, en collaboration avec la CIA et les services secrets grecs est établie.

Le commissaire Calabresi, dont il est clair qu'il était détenteur d'éléments accablants pour les réels auteurs de l'attentat a été, lui aussi, abattu.

Le procès de Valpreda a été remis.

Gargamelli, Mander et Borghese, autres accusés sont aussi en liberté provisoire.

La disparition de Sergio Ardaù arrangerait bien les affaires de la police italienne, du pouvoir italien et de l'extrême droite internationale.

LA DECISION DU GOUVERNEMENT FRANCAIS VISE A LIVRER SERGIO ARDAU A SES ASSASSINS.

Un comité de soutien à Sergio Ardaù s'est formé.

COMITE DE SOUTIEN A SERGIO ARDAU
33, RUE DES VIGNOLLES 75020 PARIS.
CCP. BEAUGRAND 31.490.19 LA SOURCE
(préciser : soutien Ardaù)



D E B A T S

POLITICUS ,.. INTERRUPTUS

L'insertion d'un texte dans l.C.O. a rarement fait l'objet de discussions aussi chaudes. Les uns arguaient du droit absolu, pour les camarades qui quittent le groupe, d'expliquer les raisons de leur départ. D'autres répliquaient que ces prétendus camarades ne se considéraient plus comme tels, à lire leur texte. On ajoutait que ce texte n'était, pour les trois quarts qu'un ramassis d'injures assaisonnées de dénonciations personnelles et flicardes qui n'avaient pas leur place dans le journal, et qu'on n'était pas, à l.C.O., assez maso pour taper et payer l'impression des injures qu'on nous adressait. D'autres enfin trouvaient que certains points abordés présentaient suffisamment d'intérêt pour mériter une réponse précisant leur propre position.

Ces réponses ont donc, par leur existence, imposé la publication du texte qui leur a donné naissance - texte caviardé comme il se doit, des dénonciations personnelles.

Pourquoi nous nous retirons d'ICO.

"A ce dont l'esprit critique se contente, on peut mesurer l'étendue de sa perte."

A la suite de divers affrontements verbaux assez violents qui traduisent une situation nouvelle et pour nous claire, dans ICO, plusieurs camarades participant au "groupe" de Paris, ont décidé de s'en retirer.

Nous donnons nos raisons sommairement dans le texte qui suit.

Une analyse plus détaillée de la décomposition de l'Ultra-gauche et de la reconversion modernisation de l'idéologie auto-gestionnaire sur le plan de la vie dite quotidienne (hors des lieux de production) sera faite ultérieurement.

On peut également se référer à la critique de l'idéologie auto-gestionnaire dans le texte: "contre interprétation du contre planning" (écrit par l'un d'entre nous).

Une tendance "vie quotidienne" vient de se manifester à l'occasion d'un débat sur la psychiatrie et d'un texte sur le caractère "privé" de réunions passées d'un groupe de femmes qui, par ailleurs, participaient plus ou moins à ICO (cf: ICO n° 120).

Ce mouvement est couronné par la création d'une commission "corps", c'est à dire d'un nouveau groupe séparé qui se spécialisera

dans un aspect particulier (en l'occurrence quotidien) de la vie sociale.

Bien qu'elle en soit le complément logique, comme nous allons le montrer, cette spécialisation s'oppose, de façon immédiate, à la commission usines, qu'était traditionnellement ICO.

Jusqu'ici cette opposition a pu rester latente dans la mesure où nous jouions le rôle de tampon entre les deux types d'idéologie, critiquant tour à tour l'une et l'autre. Ainsi, l'antagonisme immédiat de leurs tenants pouvait rester dissimulé.

A présent, il faudra bien qu'il se manifeste, les uns et les autres ne pouvant plus se taire face à la conception qui menace la leur. A moins qu'ils ne résolvent ça en respectant leur spécialité propre sans empiéter l'une sur l'autre, en signant un pacte de "non-agression" en quelque sorte, assurant que les vaches seront bien gardées.

Cela semble bien difficile étant donné les prétentions modestes mais totalitaires des uns et des autres.

De toute façon, ces petites rivalités ne nous regardent pas et elles ne concerneront pas davantage le mouvement révolutionnaire, assurément.

I. Origines historiques de l'idéologie d'ICO.

L'apparition historique des conseils comme forme d'organisation spécifique du prolétariat révolutionnaire et le caractère contre-

révolutionnaire, rapidement dénoncé, de parti bolchevique, amènent les théoriciens de l'Ultra-gauche germano-hollandaise à déduire de l'inadéquation de la forme parti, l'adéquation de la forme conseil.

Pannekoek et ses amis ne font ainsi qu'exprimer la nécessité de la généralisation du prolétariat et du capital comme phase historiquement préalable à l'apparition du communisme. L'opposition à Lénine se fait sur le même terrain que ce dernier. La victoire de Lénine s'explique par le fait que, la révolution russe étant isolée et le capitalisme russe peu développé, le programme "accumulation du capital" prend le pas sur la revendication auto-gestionnaire et que la forme parti-ditature est mieux adaptée à ce programme.

Par la suite, la petite opposition au stalinisme se réfère continuellement au conseilisme

- pour rappeler que "quelque chose d'autre" peut exister et a existé en matière de socialisme,

- parce que, dans la défaite profonde du prolétariat mondial, il est difficile à cette opposition de relativiser, d'historiciser les positions conseillistes.

Il faut cependant noter que si la conception auto-gestionnaire exprimait les positions les plus avancées du prolétariat révolutionnaire au début du siècle, la confondre avec la destruction des rapports de production capitaliste, était déjà à l'époque une mystification. (la généralisation du prolétariat n'est pas sa destruction).

Depuis, des groupes isolés ont fait de cette conception la panacée universelle, car le mouvement communiste, réduit au silence pour une période, ne pouvait révéler explicitement la façon dont il évoluait, concurremment aux rapports de production. Avec la théorisation des conseils par Pannekoek, l'histoire s'arrêtait pour l'Ultra-gauche.

Le conseil, de forme prolétarienne et particulière à une phase donnée du développement du capitalisme et des luttes de classes, devenait la forme an-historique et universelle de la révolution prolétarienne.

Dès lors, tout devenait question de forme pour l'Ultra-gauche naissante: pour faire la révolution, il suffisait que les luttes soient autonomes, qu'elles se déroulent sur la base de la réorganisation de la production par les conseils ouvriers faisant fonctionner la démocratie directe.

On n'avait plus à s'interroger sur le contenu des luttes, sur ce qu'est la destruction des rapports de production capitalistes et ce qu'est le communisme. Le matérialisme historique pouvait être mis au rencard. Il n'y avait plus essentiellement que des dirigeants et des dirigés comme dans n'importe quelle société d'exploitation (esclavagiste et féodale). Les lieux d'exploitation étant ici les usines, il suffisait de renverser les rapports dirigeants-dirigés dans ces lieux, pour que la révolution soit effectuée.

On ne voyait pas qu'ainsi on faisait d'un mode de production aux caractères spécifiques (salarial, producteur de plus value) un mode de gestion sans aucune spécificité fondamentale.

Sur ces bases naquit ICO, regroupant quelques ouvriers révolutionnaires dégoutés des partis et des syndicats totalement inté-

grés au procès de production capitaliste. Quand ICO se fonde, la contre-révolution atteint son point culminant avec l'achèvement de la période de reconstruction capitaliste de l'après-guerre. C'est pourquoi les fondateurs, se fiant à la seule forme de lutte purement prolétarienne manifestée dans le passé, prirent pour définitive la théorisation de Pannekoek.

Dans la vie même du groupe, cette théorie amène la méfiance à l'égard des intellectuels et d'une théorie unitaire du mouvement social, car les groupes intellectuels ne pouvaient être que dirigeants, c'est à dire de futurs partis.

D'où un groupe ouvrier, conseilliste à qui la seule tâche qui semble s'imposer est de faire circuler à la base des informations mettant en relief la vocation autonome des luttes du moment.

D'où aussi les principes démocratiques qui régissent la vie pratique du groupe.

D'où enfin, la désignation des lieux de production comme l'endroit où se joue la totalité du mouvement social, ce qui, faut-il le répéter, correspond au mouvement social réel d'il y a cinquante ans.

Dans ICO donc, il suffit de moderniser quelque peu Pannekoek, et le groupe se fonde, dès le départ, sur le principe de la séparation d'une partie de la réalité par rapport à la totalité, séparation que le capital a aujourd'hui dépassée, à sa façon, bien sûr.

II. ICO et le double mouvement du capital et des luttes prolétariennes.

Le développement du mouvement réel révèle bientôt les bases trop étroites sur lesquelles repose le groupe.

En mai 1968, les couches moyennes se prolétarisant mirent en avant les problèmes de démocratie directe et d'auto-gestion. Ainsi pour le mouvement étudiant du 22 mars, tout était d'abord question de forme: il fallait que fonctionne une réelle démocratie pour éviter la bureaucratie et le landisme.

Cette entrée des intellectuels dans le mouvement social correspond au développement du mouvement réel (généralisation de la condition prolétarienne) et à l'intensification correspondante de la lutte contre le capital. A ce niveau, donc, ce mouvement contredit déjà l'idéologie d'ICO. Mais, en même temps, la forme que prit la lutte étudiante révèle les limites de ce mouvement: la prolétarianisation des intellectuels entre autres (contenu potentiel des conseils, signalons-le), le capital l'a entreprise, mais non pas au point que ces intellectuels visent à la subversion du système; leur place dans celui-ci est encore suffisamment ambiguë pour qu'ils n'en réclament que la généralisation (leur prolétarianisation s'est effectuée sous forme mystifiée et à jamais batarde).

Il est logique que sur cette base de nombreux étudiants et intellectuels rejoignent le groupe d'ICO dont la plate-forme coïncidait avec leur mission démocratique et gestionnaire de la révolution sociale.

Ils furent accueillis dans ICO conformément aux principes démocratiques formés qui régissaient la vie du groupe, mais leur statut d'intellectuels occasionnels dès le départ des frotements.

Pour les nouveaux arrivants, la participation à ICO signifiait deux choses:

- renoncer à faire une analyse historique du mouvement des conseils en se référant aux rapports de production,
- accepter l'équation: révolution = mouvement gestionnaire.
Cependant un double mouvement progressait: celui du capital et celui des luttes prolétariennes.

a) Le premier met en avant la publicisation de la vie quotidienne qui traduit l'emprise totale du capital sur la vie des prolétaires et des couches se prolétarisant. Ses besoins de valorisation exigent qu'aucune parcelle de la vie des prolétaires ne lui échappe.

La vie dite privée est pénétrée par le mouvement du capital qui l'étale au grand jour de ses affiches publicitaires.

La famille et le couple (forme classique de rackett de la vie extra-travail) connaît de ce fait, un mouvement de socialisation capitaliste (par exemple: importance des mass-media). Cette socialisation prend sa forme la plus moderniste dans la communauté qui est la super-famille à l'usage des super-marchés.

Notons que ces communautés fleurissent surtout dans les nouvelles classes moyennes auxquelles appartiennent les nouveaux arrivants d'ICO et que la position ambiguë de ces classes dans la société du capital en fait un terrain d'élection pour les délires idéologiques.

Bref, pendant que la CFDT par exemple met en relief et en exclusivité l'auto-gestion comme pratique révolutionnaire, les idéologues de la vie quotidienne (réduite à l'extra-travail) mettent en relief la critique de la marchandise et la critique du couple, familial au non, comme pratique révolutionnaire.

Les situationnistes ont le mieux reflété cette double mystification en la synthétisant; ainsi l'auto-gestion devient généralisée à tous les aspects de la vie quotidienne.

Ces positions énervaient alors quelque peu les ouvriers d'ICO, spécialistes des usines, mais ils ne pouvaient que l'admettre démocratiquement.

Coopération de spécialistes.

ICO croit s'adapter au mouvement réel, qui, répondant à la domination totalitaire du capital, revendique la subversion de la totalité de la société.

En fait, ICO ne fait que juxtaposer à la revendication gestionnaire initiale, d'autres revendications gestionnaires plus modernes; juxtaposition qui respecte non seulement les séparations actuelles, mais aussi les catégories (travail, loisir, sexualité, famille) que ces séparations déterminent.

L'addition n'est pas dialectique.

b) Le second mouvement montrait une critique pratique du travail toujours plus avancée chez les prolétaires (absentéisme, sabotage...)

Cette critique qui met en cause tout le processus productif du capital est apparue dans ICO à travers plusieurs informations et textes, même si on n'hésite pas, avec beaucoup de mal, à faire entrer cette pratique dans l'idéologie auto-gestionnaire (contre-planing dans l'atelier)

En effet, le danger est grand pour celle-ci: Les luttes prolétariennes qui ne font jamais -ou rarement- apparaître de tentatives de ré-

organisation de la production à partir et dans l'entreprise capitaliste, mais développe, au contraire, la critique de la division du travail productif, montrent clairement que la révolution ne s'arrêtera pas à l'auto-gestion de ces entreprises et de cette division, mais les détruira en tant qu'entreprises ou, sinon, il n'y aurait pas de révolution.

III. ICO face à la révolution et à la contre révolution.

Aujourd'hui à ICO la mystification gestionnaire bat son plein. La gestion des entreprises est complétée par la gestion de la vie extra-travail.

C'est la vie telle qu'elle existe sous le capital qu'il s'agit de gérer en généralisant ses rapports (communauté), de même que ce sont les entreprises qu'il s'agit de gérer en généralisant donc les rapports de production (mise au travail des improductifs).

À la division de la production sociale en entreprises, correspond la division de la vie extra-travail en moment et aspect (c'est cela la vie quotidienne).

Poussées à fond, ces deux optiques complémentaires nous amènent tout droit à la société concentrationnaire du capital à laquelle celui-ci tend dans les pays les plus développés.

Comme ce n'est pas l'harmonie sociale -la conciliation de l'homme avec la société- qui sous tendrait les rapports sociaux, on aurait immédiatement besoin de police, de tribunaux alliés à un fort endoctrinement idéologique pour que cette société puisse exister.

Toutes les projections du passé dans la société future niant, de fait, le problème des rapports de production, n'ont pu échapper au danger du totalitarisme dans leur construction utopique (pour une illustration actuelle, voir la critique du texte de en annexe).

Dès aujourd'hui, ICO n'y échappe pas: on a vu, d'une part, la mise en demeure policière -cachée sous la finesse de la manoeuvre- faite au groupe de femmes, de rendre compte de leur activité devant ICO. D'autre part, on a vu le tribunal populaire camouflé qu'a tenté d'être la confrontation du malade réprimé avec le médecin répressif pour obtenir la "vérité objective" des faits (voir ICO n° I20: Psychiatrie et anti-psychiatrie).

Voilà comment s'opère le passage du règne de la nécessité, non pas à celui de la liberté, mais de la contrainte. Toute une littérature actuelle -dont certains auteurs comme Deleuze deviennent les maîtres à penser des gestionnaires de la vie quotidienne- témoigne de ce mouvement du capital vers l'achèvement raffiné de sa domination totalitaire.

L'ironie veut que ce soient les tenants de la critique moraliste du stalinisme qui tombent dans ce travers idéologique. Ce qui prouve une fois de plus que le mouvement social est plus fort que tous les gardes fous de la morale révolutionnaire. La critique révolutionnaire ne s'attache pas à gérer le monde existant en le parant de fariboles "intéressantes" (rendons attrayant le travail salarié, rendons bandante la vie extra-travail), mais elle critique

la totalité de la vie soumise au capital, en s'attaquant en priorité à la racine de cette soumission : le salariat. Parce que la société est immédiatement et totalement transformable dans un sens communiste, toutes les conceptions gestionnaires n'ont plus qu'un effet contre-révolutionnaire.

Désormais, il faudra choisir son camp. On ne pourra plus à ICO rester modeste, refuser la théorie globale sous prétexte que c'est "les travailleurs qui feront le nouveau monde". Ce refus révèle lui-même la théorie globale, bien qu'admissionnelle et non pas dialectique, qui devient dominante à ICO : celle de la contre-révolution.

A ce point, et pour éviter toute polémique inutile, deux précisions s'imposent :

I) On entend d'ici les participants à ICO s'indigner du qualificatif (contre-révolutionnaire). Précisons que la contre-révolution se place toujours sur le terrain de la révolution. C'est le point le plus extrême où peut aller le mouvement révolutionnaire sans rompre avec le capitalisme.

Inversement, c'est le point le plus extrême où peut aller le capitalisme sans se trouver détruit.

L'autogestion concilie le double mouvement. En même temps que les producteurs parviennent à la direction de la production, le capitalisme jette du lest sous la pression des luttes et répudie ses anciens fonctionnaires : la bourgeoisie, quitte plus tard à opérer un retour à l'ordre, une fois la révolution vaincue.

On comprend dès lors, le rôle que joueraient dans cette phase les groupes anti-syndicalistes véhiculant l'idéologie auto-gestionnaire. En contribuant à la conservation de l'essentiel du mode de production capitaliste : les rapports de production, ils permettraient, dans la deuxième phase, le retour sur le devant de la scène des syndicats en autres marchands de la force de travail.

Nous considérons toujours beaucoup de membres d'ICO comme descamarades, plus au moins indécis ~~ou~~ mystifiés. Ils verront bien, par eux-mêmes, ce qu'ils devront faire désormais.

Une période, à la fois terrible et passionnante comme nulle autre dans le passé, est ouverte, qui conduira, soit à l'avènement de la communauté humaine, soit à la destruction de l'humanité par le capital triomphant et n'ayant plus que cette perspective. Aucun réformisme n'est désormais possible. Ceux qui se contentent de peu, les réformateurs de la vie quotidienne, se contentent déjà en réalité de cette dernière perspective, quoi qu'ils en disent. En tant que tel, le mouvement révolutionnaire les combattra nécessairement. Ceci n'est pas une question d'individus.

"Nous retrouverons qui nous retrouverons au cours de l'évolution du mouvement".

II) Que les gestionnaires de différentes spécialités ne nous rétorquent pas qu'ils ne conçoivent pas l'auto-gestion comme la gestion du capital par les prolétaires, car effectivement, leur "modestie" théorique les empêche de parvenir à cette conclusion extrême, mais logique.

C'est bien pourquoi nous sommes bien obligés de tirer les conclusions pour eux, en montrant la cohérence de ce qu'ils veulent incohérent, ou tout au moins parcellaire.

ANNEXES

Quelques aperçus sur la contre-révolution naissante à ICO. (liste non limitative)

I) Le refus d'accepter tel quel une information de lutte de classes provenant d'un malade de la clinique de Laborde, clinique psychiatrique "gauchiste", qui en fut vidé pour avoir inscrit des slogans injurieux envers un des directeurs - sans doute non moins injurieux pour ceux-ci- (cf: ICO n° I20)

Après des débats houleux, la majorité d'ICO décida de "vérifier" l'exactitude de l'information en organisant une confrontation-tribunal (populaire) entre ce malade et le directeur en question (Guattari).

Ainsi était créé un précédent à ICO. Etait remis en question un FONDAMENT normal du groupe et de la lutte de classes qui accor- un a priori en faveur d'une information en provenance d'un subissant opposé à un dirigeant, que le 1er et le 2ème soient ouvrier et patron, médecin et malade, etc... On est (re)tombé à ICO dans l'illusion de l'objectivité de l'information, conception traditionnellement démocratique, c'est à dire issue du frontisme de classes. Ce précédent a bien montré l'abandon du point de vue prolétarien dans la lutte de classes. La petite bourgeoisie a commencé à dicter son propre point de vue à ICO à la vieille fraction ouvriériste, désormais minoritaire et dont la conception est si étroite (les usines; ce qui se passe en dehors, bof !) et dépassée, qu'elle a du se TAIRE devant la liquidation même de sa base d'existence, qui est aussi la notre.

Note.

Les ouvriéristes pensent qu'une clinique n'est pas un lieu de production - créant de la valeur- car ne produisant pas des objets matériels et utiles (conception traditionnelle des auto-gestionnaires).

Eh bien, des usines, Guattari en a parlé lors de cette "réunion".

On a appris que, pour lui, le fin des fins de la pratique psychiatrique progressiste vis à vis de l'usine, se trouve dans les soins pratiqués aux ouvriers par ses homologues italiens, qui tentent de former des groupes sur ces lieux de production.

On comprend aisément ce que ces pratiques ont d'intéressant et d'indispensable pour le capital italien dans sa phase actuelle d'extrêmes difficultés dues aux luttes et à la désaffection grandissante d'un prolétariat DERAISONNABLE vis à vis du travail. On comprend moins aisément pourquoi cette information, elle, a été complètement noyée dans le débat alors et dans le compte rendu de cette réunion fait depuis dans le journal.

Tout se tient, toutes les manoeuvres sont solidaires.

On va voir à présent pourquoi.

II) Ce texte donc, sur la réunion-tribunal (avortée) autour de la psychiatrie (ICO n° I20) dans lequel on peut lire:

"l'information sur Laborde n'a d'intérêt que (...) et, à la limite pour mettre un peu plus l'accent sur la légèreté, la rapidité avec laquelle les rédacteurs de la présentation du texte: Psychiatrie et anti-psychiatrie et les auteurs du texte lui-même sont passés sur les problèmes qu'ils se refusent d'admettre en tant que tels. Entre (...) la négation d'un certain type de problèmes (...) et la volonté confuse

de ne pas se trouver soi-même confronté à ce type de problèmes, il n'y a qu'un pas; ;;" (souligné par nous)
En dehors de ce qui nous est personnellement destiné: vous ne voulez pas en parler vous-même puisque vous n'admettez pas notre point de vue (c'est à dire notre réformisme sur ce point, voir note I), truc usé jusqu'à la corde, on apprend "avec stupeur" que l'auteur du texte lui-même, c'est à dire le camarade interné, refuse de se trouver confronté au problème de la folie !!! On croit rêver !
Pas besoin d'un dessin pour comprendre ce qu'il y a d'ignoble dans cette affirmation.

Lapsus ?

Non, si on creuse un peu, on comprend que ce qui est reproché à ce camarade "malade", c'est bien d'avoir refusé de s'admettre en tant que tel, c'est à dire en tant que fou et de s'être révolté contre cet état.

En effet, la crapule Deleuze (qui semble être un des maîtres à penser de l'auteur du texte) a écrit dans l'anti-Oedipe que les révolutionnaires, désormais, étaient les schizophrènes. Celui qui se révolte contre cet état de choses devient logiquement contre-révolutionnaire. De même que les travailleurs qui se révoltent contre leur état de travailleur sont contre-révolutionnaires pour les ouvriéristes auto-gestionnaires.

Et le camarade avait osé se révolter en écrivant: "A bas le salariat" sur les murs de la clinique !

La subversion totale qu'il osait revendiquer par cet acte était évidemment intolérable ! Pensez-donc, le travail et la folie ne déterminant plus à l'activité humaine, qu'ast-ce-
qu'allaient devenir les psychiatres de gauche !

Ceux qui ne vont pas jusqu'à nier toutes les catégories secrétées par le capitalisme, ceux pour qui la révolution n'est pas la suppression du prolétariat, du fou, du... (voir note 2),

ceux qui ont encore intérêt à exalter l'existence du travailleur, du schizophrène, etc., qui les exhortent à prendre le pouvoir, à autogérer leur condition,

ceux là ne peuvent qu'exercer un RACKET sur ces catégories.

La clinique de Laborde est un racket sur les malades mentaux (et ce racket là a une concrétisation très sonnante et trébuchante, s'il on peut dire pour des billets de banque) !

NOTE I.

Quand nous parlons de "réformisme", c'est bien pour situer cette position vis à vis d'une position révolutionnaire. Il est bien évident que nous aussi nous parlons de notre survie. Si nous ne survivions pas et si nous n'en parlions pas, nous n'aurions pas besoin de la révolution et n'en parlerions pas. La mince marge de manoeuvre que peut parfois laisser le capital nous permet effectivement d'un peu moins mal survivre. Nous utilisons cette marge par les envies DIVERSIFIÉES de chacun de nous et qui se trouvent parfois communes et cette dernière perspective est bien, de loin, la plus satisfaisante; mais nous n'en faisons pas UNE IDEOLOGIE REVOLUTIONNAIRE.

Mieux. Cette idéologie mise en pratique volontariste est le mouvement même de la liquidation de cette marge de manoeuvre - par l'imposition d'un type de survie - qui serait plus révolutionnaire qu'un autre - les idéologies en question avhèvent le mouvement du capital vers sa domination totalitaire. L'homme, dans cette perspective aurait totalement et "définitive-

ment" la SOCIALITE INDIVIDUELLE que lui confère spécifiquement le capitalisme.
En opposition, la société sans classes est l'avènement de son individualité sociale.
Voilà pourquoi cette conception est réformiste. Voilà pourquoi elle est aujourd'hui contre-révolutionnaire.

NOTE 2

La question de savoir s'il peut y avoir des malades mentaux dans une société sans classes ne peut être élucidée aujourd'hui. Dans la phase de domination à peu près totale du capital sur la société, il est impossible de distinguer ce qui lui est spécifique de ce qui est "éternel"; de même qu'on ne peut distinguer dans cette phase la production matérielle utile et inutile: tout est aujourd'hui production du capital.

Seul un bouleversement total du mode de production et consécutivement du mode de vie, peut faire apparaître les besoins, les désirs, les maladies "véritables", ceux et celles de l'être humain.

III. La classification comme ouvrage de base de l'exercice de sociologie "révolutionnaire" qu'est le bouquin

"les Origines du gauchisme".

Sans doute, beaucoup de gens à ICO ne sont pas d'accord avec de nombreux points de cet ouvrage. Mais il n'empêche qu'ils se reconnaissent - "consciemment" ou non, objectivement en tous cas - dans la tentative de liquidation du matérialisme historique sous couvert de critique du marxisme orthodoxe.

On dira en un mot que si une telle critique du marxisme en tant qu'idéologie d'une nouvelle couche dirigeante (les intellectuels) peut exister à présent sous cette forme et faite par un intellectuel, c'est qu'aujourd'hui cette couche sociale peut de moins en moins prétendre accéder à la fonction dirigeante par le biais du parti. Pour la raison que cette forme ne correspond plus visiblement aujourd'hui aux exigences de la contre-révolution.

D'autre part, l'évolution du capitalisme a liquidé en grandes parties la couche intellectuelle qui formait les cadres des partis (intelligencia) et a fait apparaître une nouvelle couche d'intellectuels inclus d'une façon ou d'une autre dans le processus productif: les scientifiques, techniciens... Ceux-ci saisissent leur prolétarianisation à travers l'impossibilité d'exercer leur savoir, leurs compétences. Soumis à des dirigeants incompetents, au service du capital, le problème se pose immédiatement pour eux en termes de GESTION. Il faudrait et il suffirait de se débarrasser des "mauvais gestionnaires", des "mauvais dirigeants" pour qu'une (ils disent: la) révolution soit accomplie.

C'est la raison pour laquelle il y a de plus en plus de scientifiques qui sont pour l'auto-gestion, voire conseillistes conséquents (cf: l'inénarrable revue "Auto-gestion, ses rédacteurs, sa clientèle). Il n'y a d'ailleurs, à quelques exceptions près, plus qu'eux, socialement parlant, qui soient auto-gestionnaires.

De ce fait, tout naturellement, le chercheur au CNRS Gombin, entre autres dans ce milieu avancé, est-il tenant de l'auto-gestion généralisée (usines + vie quotidienne). Il peut tranquillement démonter le mécanisme de l'ARCHAÏQUE tentative de prise de pouvoir partiiste par les intellectuels passés et dépassés, ne faisant que théoriser le mouvement du capital qui a ensuite liquidé ceux-ci en tant que couche, alors qu'il croyait faire oeuvre révolutionnaire.

Par contre, en éliminant du même rejet toute la dialectique du matérialisme historique (marxisme, ça caca), IL FAIT BIEN OUVRE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE, conformément à son idéologie.

IV. Le texte: *Chan, de guerre parisien pour une jeune fille polonaise de 16 ans, qui paraîtra peut-être en préface au bouquin d'ICO sur la Pologne.*

Dans ce texte, il y a une sorte de synthèse de l'auto-gestion entreprise et de l'auto-gestion "vie quotidienne", au cours de brèves et fugitives descriptions de la société concentrationnaire du capital interprétée par l'auteur comme l'idyllique société sans classes.

Ainsi, on peut y voir s'ébattre les travailleurs désormais maîtres de leur corps et de leur entreprise:

"La question de l'organisation du travail et des rapports sociaux de production, le rapport aliéné -ou bien créateur et souverain, du travailleur à l'organisation et à la finalité de son activité- voilà bien qui doit être pensé, non plus en termes de profits et d'accumulation du capital, mais en termes de désirs et de besoins réels, CEUX DES TRAVAILLEURS, BIEN SUR."

et, plus haut:

"Il s'agit d'inaugurer le règne du DESIR, de la SOUVERAINETE DE L'ETRE, de la DEMOCRATIE DIRECTE et de l'AUTO-GESTION DANS TOUS LES DOMAINES." (souligné par nous)

Voilà comment les plus grandes exigences (règne du désir, souveraineté de l'être) s'accommodent des plus banales réalités de la société de classes: démocratie (ici directe), c'est à dire délégation (ici volontaire) des pouvoirs humains, auto-gestion de la totalité de la misère, etc..

Dans cette fameuse société entièrement libre ce qui définitait l'homme et son activité serait toujours le travail, puisque l'homme y serait toujours essentiellement le travailleur, le producteur, bien sur !

On les voit bien, ces heureux travailleurs chantant plus fort pour couvrir le bruit des chaînes et ayant des pauses ludiques pour distraire leur corps entre deux séances de cadences infernales. Un contre-planning perfectionné en quelque sorte, le happening dans l'atelier, le pied, quoi ! Certains cherchent leur modèle en Chine, d'autres au Japon.

Le plus grand idéalisme produit encore une fois la plus sordide réalité.

Pour développer le capital, Lénine a résumé son programme dans la formule: les soviets (soumis au parti) + l'électrification; on peut résumer le programme du sauvetage du capitalisme aujourd'hui dans la formule: les conseils (temporairement autonomes) + le jeu.

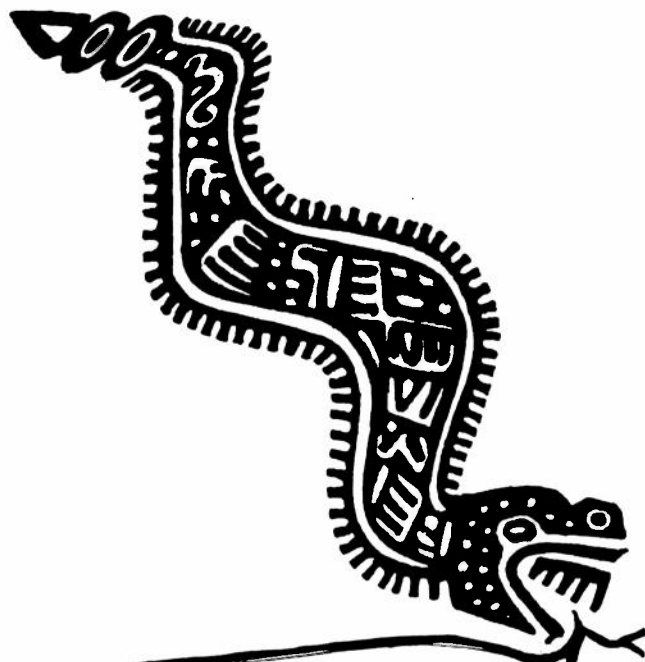
Chaque époque de la société de classes a ses exigences spécifiques, donc ses propres prêtres.

Le même mépris pour l'être humain se retrouve dans ce texte au niveau plus particulièrement des femmes que les idéologues de la vie quotidienne encensent constamment "pourtant" au long de leur démagogie.

Ainsi, la jeune fille polonaise en question est l'éternelle Jeanne D'Arc partant à l'assaut des bâtiments officiels, à la tête d'une troupe, sans doute masculine.

L'héroïsme est bien une des pires insultes qu'on puisse adresser à un être humain, femme ou homme. L'injure est double lorsque la femme se voit attribuer son rôle de muse inspiratri-

ce à l'usage des artistes qui tentent de sauver leur pourtant misérable peau d'artiste dont le capital n'a plus besoin.



Quelques Réponses
de Camarades d'I.C.O.

I.

A propos du texte "Pourquoi nous quittons ICO"

Le départ de ces camarades risque d'avoir au moins une conséquence pratique : on va peut-être pouvoir enfin discuter, sinon avec eux (ce qui jusqu'alors était difficile, et ce pour des raisons vraisemblablement non-politiques), du moins parmi nous de certains problèmes depuis longtemps présents et posés, et dont leurs interventions ou leur mode d'intervention ne contribuaient pas à faciliter le débat.

Le texte où ils donnent leurs raisons présente l'avantage de soulever la plupart de ces problèmes, même si c'est d'une façon qui ne permet pas d'y voir beaucoup plus clair. Dans les remarques qui suivent, j'en retiendrais seulement quelques uns, en souhaitant qu'on parvienne enfin à organiser un "travail" sur les plus importants d'entre eux. Si ces remarques constituent en même temps une "réponse", c'est parce qu'il me paraît nécessaire d'indiquer le sens de certains procédés, pour pouvoir aller plus loin.

I. Le "conseillisme". Le texte de rupture évoque, après bien d'autres: dans ICO, deux problèmes qui paraissent importants à certains d'entre nous et qu'il serait utile de discuter, (plutôt que de taxer de "débilité" ceux qui ont été conduits d'une façon ou d'

une autre à s'interroger sur eux). Il s'agit en particulier de la signification historique des conseils ouvriers et de ce qu'on appelle aujourd'hui, même dans ICO, l'idéologie conseilliste. Que recouvre-t-elle aujourd'hui, "l'idée des conseils", non pas tellement chez les léninistes de divers poils qui la récupèrent, mais surtout chez ceux qui y voient une forme de lutte et d'organisation à contenu révolutionnaire (et que le texte de rupture assimile purement et simplement aux premiers) ? Il s'agit aussi d'examiner les notions de travail, de travailleur, de producteurs associés en conseils, et de répondre à la question maintenant posée de plusieurs côtés : dans quelle mesure se sont aussi déposées dans ces notions les défaïtes du mouvement ou les limites de la pensée révolutionnaires ?

Si ces questions sont comme on dit "sérieuses", cela ne veut pas dire nécessairement qu'elles sont capitales (pour le mouvement). Encore moins, qu'on peut légitimement situer les conseils et leurs partisans comme l'expression, à une époque donnée, de la nécessité historique d'une "généralisation du prolétariat et du capital" (texte p.2). On remarquera seulement que la généralisation du prolétariat (dans la mesure où elle existe) s'est faite jusqu'à présent sur de tout autres bases que ~~xxx~~ les conseils de travailleurs, et même plutôt sur la défaite et la destruction de ceux-ci.

Alors, si comme le texte le reconnaît "les positions conseillistes ont été les positions les plus avancées du prolétariat" à une époque donnée (et il resterait à établir qu'elles étaient déjà à l'époque une "mystification") - cela imposerait de définir les positions aujourd'hui encore plus avancées s'il s'en trouve. Tâche qui n'est pas remplie en assimilant les tenants actuels des conseils (ouvriers ou intellectuels prolétariés) aux idéologues auto-gestionnaires de la CFDT ou autres.

Elle ne l'est pas non plus, semble-t-il, par la mise en relief du sabotage et de l'absentéisme comme "la critique pratique du travail toujours plus avancée" (p.4). Car d'abord, ils ont toujours existé dans le capitalisme, en fonction du rapport de forces. Ensuite, on peut se demander dans quelle mesure ils ne convergent pas avec le système idéologique dominant ou ~~une~~ peuvent pas en faire partie (au même titre que la valorisation inverse du travail) : l'indifférence, le dégoût envers le travail ne peuvent-ils contribuer, mieux que la vieille conscience professionnelle, à situer les hommes comme consommateurs individualisés et dispersés, pour qui la "vie" commence à l'extra-travail ; l'absentéisme, le plus souvent un bricolage ingénieux des dispositifs du système, pouvant fort bien servir lui aussi à entériner et renforcer les séparations idéologiques sur lesquelles ce système est également appuyé.

Autrement dit, flétrir le "conseillisme" comme contre-révolutionnaire,

cela ne suffit pas et ça finit par être emmerdant ; d'autant qu'à ICO, bien plus que les conseils, c'est l'idée d'activité autonome (dans les luttes, dans l'organisation, dans la redéfinition collective des "besoins", etc) qui a été mise en avant le plus souvent. Avec sans doute des limitations qu'il serait important de mettre à jour. Exalter l'absentéisme et le sabotage comme formes nouvelles et les plus avancées de la lutte, ce n'est pas très convaincant. Théoriquement, ce serait toutes les relations travail/non-travail/autre chose qui seraient à reformuler.

2) Sur la tendance dite "vie quotidienne"

Ce n'est pas récemment, mais depuis longtemps que cherche à se faire jour à ICO un intérêt pour des dimensions autres et plus larges de la pratique, que celles qui apparaissent dans l'analyse devenue "classique" des luttes dans l'entreprise, de la fonction des syndicats et partis ou de la théorie du mouvement ouvrier ancien et nouveau. Et depuis plus longtemps encore, la difficulté pour cet intérêt à se faire entendre ou à se formuler était une des raisons, parmi d'autres, de la déception et du sentiment de répétition stérile éprouvés par beaucoup à l'intérieur du groupe. A noter aussi qu'il n'y a pu y avoir encore de discussion véritable sur ce que signifient ces préoccupations différentes.

C'est cela qu'il faudrait souligner et non pas mettre dans le même "tendance vie quotidienne à prétentions totalitaires" (sic) tout à la fois l'intérêt de certains camarades pour la folie et les institutions (anti-)psychiâtriques, les activités ou réunions de certaines camarades, et la prétendue existence d'une prétendue "commission corps" (commissionnée par qui ?), caractérisée grotesquement comme s'occupant "d'un aspect particulier, en l'occurrence quotidien (resic) de la vie sociale". Alors qu'il s'agit, pour ces derniers cas, de la tentative en tous points légitime de certains ou certaines pour parler ensemble de ce qui les intéresse. Le corps, un aspect quotidien ?!

Le texte de rupture revient sur la vie quotidienne en rappelant que la vie dite "privée" est pénétrée par le mouvement du capital. Ce qu'il appelle la publicisation de la vie quotidienne. En ajoutant que la "socialisation" de la famille et du couple trouve son achèvement moderniste dans les communautés recrutant surtout dans "les nouvelles classes moyennes auxquelles appartiennent les nouveaux arrivants d'ICO". Et De stigmatiser ICO qui "ne fait que juxtaposer à la revendication gestionnaire initiale d'autres revendications gestionnaires plus modernes, juxtaposition qui respecte non seulement les séparations actuelles, mais aussi les catégories (travail loisir sexualité famille) que ces séparations déperminent. L'addition n'est pas la dialectique" (p.4).

Passons sur la leçon de dialectique (pour occuper la chaire professorale, la concurrence est toujours vive, en

milieu groupusculaire - mais c'est peut-être un autre problème). On peut en revanche noter trois choses :

1) L'emprise du capital ne se traduit pas seulement ni pas tellement par la "publicisation" de la vie quotidienne même sous l'effet de la publicité - que surtout par la privatisation artificielle et idéologique mais réelle de l'existence tout entière, quotidienne ou pas : travail, famille, couple, logement, activités et relations personnelles et collectives, par la destruction des derniers vestiges d'activités non fonctionnelles et non marchandes en comportements d'individus atomisés et interchangeables. Et c'est en partie la résistance, la lutte contre cette dépossession individualisante qui s'exprime confusément dans le mouvement des communautés, et non pas la "généralisation des rapports de vie tels qu'ils existent sous le capital".

2) Il est parfaitement arbitraire d'associer même les "nouveaux" arrivants d'ICO aux communautés, à leur délire idéologique, etc. La plupart des gens qui s'expriment à ICO sur les communautés le font de façon négative, et à tout le moins critique. Il n'y a jamais eu en fait de position claire, ni de discussion organisée, là non plus, à ICO. Pas plus qu'ailleurs. Ce qu'il y a eu, c'est la progressive prise de conscience du fait qu'un groupe, même d'informations et de correspondance à intention politique, est aussi un groupe : groupe où se réalisent toutes sortes d'échanges, de processus et de conflits, pas seulement théoriques ou de classes. Et que tous les niveaux de relations pouvaient, devaient faire l'objet d'une analyse, éventuellement d'une pratique. Jusqu'où cela peut-il conduire ?... Cela ne dépend pas en tout cas de l'administration de leçons de dialectique.

3) Il est toujours possible de taxer la mise à jour de niveaux ou d'aspects jusqu'à négligés ou refusés, de "juxtaposition" respectant les séparations actuelles et leurs catégories. Même lorsqu'il s'agit purement et simplement du contraire : de ne pas respecter, ni dans la vie théorique du groupe ni dans sa vie pratique, ces séparations (vie politique/vie privée, travail/sexualité, etc) de formuler les relations réelles entre des "aspects" réellement séparés dans l'idéologie et dans la pratique et si possible d'agir sur et contre ces séparations.

Ce sont peut-être là des faux problèmes, des attitudes illusives et mystifiées de compensation devant l'absence conjoncturelle d'une véritable pratique politique et collective. Peut-être. Encore faudrait-il l'établir. Et non pas pratiquer l'amalgame avec les "idéologues de la vie quotidienne" (?) ou avec la CFDT ("pendant que la CFDT met en relief l'autogestion comme pratique révolutionnaire...")

Ce qu'il reste à faire, entre autres, c'est sur ces points de commencer ou de continuer les discussions et les échanges véritables sur la famille, le couple, les communes, le désir, le travail, etc - tout cela n'étant ni plus ni moins quotidien que les luttes autonomes, l'entreprise, ou l'Etat.

3) Sur la "contre-révolution naissante" à ICO

Ayant cru pouvoir lire dans ICO une prétendue idéologie autogestionnaire dans le cadre capitaliste, et lui ayant d'autre part attribué arbitrairement une autre idéologie communautaire visant à "gérer" despotiquement la vie extra-travail, il sera dès lors facile de lui prêter la visée de mise en place d'une société concentrationnaire du capital, avec police, tribunaux, etc. ICO = PC = CRS = SS...

Il n'y aura plus qu'à aller chercher les indices convaincants de cette visée. Mais avant d'examiner ces indices, arrêtons-nous sur un point "théorique" soulévé dans le texte :

"Précisons que la contre-révolution se place toujours sur le terrain de la révolution. C'est le point le plus extrême où peut aller le mouvement révolutionnaire sans rompre avec le capitalisme. Inversement, c'est le point le plus extrême où peut aller le capitalisme sans se trouver détruit."

Cette définition va-t-elle nous permettre de lever d'éventuelles incertitudes sur la signification des tentatives à prétention révolutionnaire ?

1° La contre-révolution se place-t-elle toujours sur le terrain de la révolution ? Qu'est-ce que ce terrain ? en quoi la contre-révolution franquiste

s'est-elle placée sur le même terrain que les collectivités anarchistes ? en quoi le travail contre-révolutionnaire des bolchéviks (développement d'organes de contrôle et de répression, terreur, Cronstadt, etc) se place-t-il sur le même terrain que le soulèvement ou la résistance révolutionnaires des ouvriers ? A première vue, le travail contre-révolutionnaire peut prendre deux aspects : lutte directe et ouverte contre le mouvement révolutionnaire, et détournement, "récupération" et stérilisation, par l'idéologie et la manipulation, d'éléments pratiques et théoriques de ce mouvement. Ni l'un ni l'autre de ces deux aspects ne se confond avec le réformisme ; ils sont en outre distincts l'un de l'autre, même s'ils peuvent coïncider ; il est abusif d'identifier la contre-révolution au second aspect, ou au réformisme.

2° La contre-révolution est-elle le point le plus extrême jusqu'où peut aller le mouvement révolutionnaire sans "rompre" avec le capitalisme, et le capitalisme sans se détruire lui-même ? Mais où se situe-t-il ce point, et à quoi reconnait-on qu'il est là et pas ailleurs ? Existe-t-il seulement ?

Un tel point, point de rupture ou seuil, reste dans l'abstrait indéterminable et imaginaire. Le mouvement du capital et le mouvement révolutionnaire, dans leurs luttes, déplacent constamment le terrain et le lieu de leurs affrontements. Les avancées et les reculs de l'un et de l'autre n'atteignent de point extrême que dans un seul cas : quand se met en marche un processus révolutionnaire, avec consécutivement un processus contre-révolutionnaire (de lutte ouverte ou de récupération) lequel a été jusqu'à présent victorieux dans le cas des mouvements révolutionnaires prolétariens. Ce qui a mon-

tré que le point extrême n'était pas vraiment atteint, et que la rupture avec le capitalisme n'était pas définitive et consommée. Mais tout cela on ne l'a su qu'après..

Voilà donc une conception de la contre-révolution qui assigne un caractère contre-révolutionnaire, non seulement aux efforts et aux dispositifs permanents du capital pour maintenir sa domination (par ex. les syndicats), ce qui déjà ôte aux mots tout sens précis - mais aussi bien aux groupes et aux théories anti-syndicalistes et anti-réformistes - et qui en outre permet d'attribuer une fonction et même une intention contre-révolutionnaire éminente, à qui ? Justement aux camarades dont on était apparemment le plus

proches, (puisqu'on se sépare d'eux) sous le prétexte qu'ils ne remettraient pas suffisamment en cause le sens des conseils ouvriers, ou bien qu'il leur arrive de parler de la sexualité, de la famille, etc !

C'est là précisément qu'il convient de se demander à quoi elle sert, cette définition qui donne un sens contre-révolutionnaire à tout, et à tous ceux, qu'on juge un tant soit peu moins "radical" que soi-même, puisqu'ils sont sur le "même terrain" ; à quoi elle sert dans ces controverses finalement ridicules où on en vient sans rire à s'identifier soi-même, par association, au mouvement révolutionnaire (cf "ces petites rivalités ne nous regardent plus, et elles ne concerneront pas davantage le mouvement révolutionnaire, assurément" Interprétation abusive ?) Comme si, du tracé exact de cette ligne de partage imaginaire entre révolution et contre-révolution, ou de l'énoncé des divergences entre une partie d'un groupe et le reste, comme si de tout cela l'avenir du mouvement dépendait vraiment !

Cela dit, on pourra passer plus rapidement sur les exemples invoqués de cette "contre-révolution naissante" : - le débat sur l'anti-psychiatrie et le vidage d'un pensionnaire de Laborde. Que ce débat ait été un échec, cela n'est pas douteux ; les raisons n'en sont apparues qu'après (cf note). Mais ce dont il s'agissait, pour la plupart de ceux qui avaient voulu cette confrontation, ce n'était pas d'un tribunal ou d'une mise en accusation ni du malade ni du psychiatre. C'était d'abord, pour ceux qui en ressentaient le besoin, de faire une place, dans les échanges d'ICO aux problèmes de la maladie, de la folie et de leurs institutions ou anti-institutions ; aussi de pouvoir discuter et s'expliquer, ou même s'informer, sur certaines tentatives (Laborde ou autres). Ce pourquoi le vidage du garç était une occasion, en tant qu'événement significatif ; mais cela impliquait qu'on ne s'en tienne pas au jugement a priori de ceux qui s'opposaient à ce que le problème soit seulement posé et la discussion envisagée.

- sur le compte-rendu de ce débat dans ICO ; il y a effectivement des critiques à faire à ce compte-rendu (cf note). Mais s'il suffit de reconnaître qu'il existe des travailleurs, et des malades mentaux, et que cela pose des problèmes,

pour pouvoir être accusé "d'exalter" cette existence et de vouloir exercer un "racket" sur eux, cela peut aller loin, dans le procès d'intention ; au fait, qu'est-ce que ça veut dire, "nier toutes les catégories secrétées par le capitalisme", tant que restent en place les réalités (usines, asiles) correspondant à ces catégories, et quels problèmes concrets cela permet-il de résoudre concernant les travailleurs ou les malades mentaux ? - sur "les origines du gauchisme" ; c'est en vain que j'ai recherché qui l'avait classé comme "ouvrage de base à ICO" ; quoiqu'il en soit, une telle expression fait rire tout le monde. Là n'est pas l'essentiel ; les comptes rendus ou critiques de ce bouquin parus dans ICO tentaient au moins de discuter des bonnes ou mauvaises raisons qu'on pouvait avoir de considérer le marxisme comme une idéologie dépassée ; dans le texte de rupture, ce livre est directement déclaré contre-révolutionnaire dans la mesure où il procéderait à "une tentative de liquidation du matérialisme historique sous couvert de critique du marxisme orthodoxe", au rejet de "toute la dialectique du matérialisme historique" ! Voilà qu'il va falloir maintenant présenter ses papiers, fournir ses certificats de bon matérialiste-historique, de dialecticien patenté... et cela avant même d'avoir pris sa carte du parti !

En fait de critique, l'auteur se trouve sommé de se rendre compte que s'il critique la forme parti à un moment où elle "ne correspond plus visiblement aux exigences de la contre-révolution", (témoin l'absence totale et évidente des partis et des partisans sur la scène contre-révolutionnaire en février mars 73 !), c'est tout simplement qu'il est un intellectuel prolétarisé pour qui par conséquent la révolution consiste à remplacer de mauvais dirigeants par des bons ! un sale idéologue (auto-)gestionnaire réformiste contre-révolutionnaire non-dialecticien !

Je m'arrête là, puisque concernant le dernier indice de la contre-révolution naissante, il est désormais notoire qu'on a affaire, avec le camarade désigné, à un farouche partisan du travail en usine et du sauvetage du capitalisme par le jeu... (c'est sur d'autres bases, et dans un autre contexte, qu'il serait intéressant d'aborder le problème de la prétendue libération du corps).

Sur la "méthode" du texte de rupture.

Toutes les réponses qu'on peut faire aux critiques contenues dans ce texte ont été prévues et d'avance récusées : ce qu'elles critiquent en effet, chez les "gestionnaires des différentes spécialités", ce n'est pas ce qu'ils disent, ce sont les conclusions que leur "modestie théorique" les empêche de tirer et que par suite "nous sommes obligés de tirer pour eux" (la vieille idée, toujours aussi fautive, qu'il n'y a pas de ligne théorique dans ICO). Voilà qui facilite les choses aux critiques. Sinon la compréhension ; surtout quand on a lu à la page précédente que les camarades

d'ICO, "indécis ou mystifiés", "verront bien par eux-mêmes ce qu'ils devront faire désormais". S'ils ne le voient pas, ils sauront au moins à qui s'adresser. Il est plus facile, en effet, de tirer les conclusions pour les autres en leur faisant dire ce qu'on veut, que d'énoncer pour soi-même les conséquences théoriques et pratiques de la "négation" du travail, du travailleur, du fou et de la folie, de l'institution et de l'anti-institution etc.

Note d'une camarade sur le débat sur l'anti-psychiatrie.

L'intervention de ceux qui se sont élevés contre le caractère fasciste du tract lu en début de séance m'est apparue comme une manœuvre (inconsciente ?) de diversion. Au bout d'un temps qui m'a paru très long, j'ai demandé si on pourrait parler du fonctionnement de Laborde. L'aurait-on fait sans cela ?

Quant à l'information donnée sur Laborde, elle présente un réel intérêt : - Guattari dit tout de suite qu'il n'était pas à Laborde au moment du renvoi du gars et qu'il n'est pas au courant. Alors pourquoi est-ce lui qui est venu à cette réunion ?

- Guattari dit (et répétera) qu'il est évident que ce gars avait besoin (pour sa santé mentale) de quitter Laborde et qu'il fallait sans doute le pousser un peu. Personne ne relève. C'est pourtant assez dégueulasse : ou bien cela est vrai et n'importe quel prétexte pouvait servir à le faire partir ; ou bien il faut dire que Laborde étant une institution réformiste et pas du tout révolutionnaire, certaines inscriptions ou certains comportements y sont malvenus (on a un autre témoignage en ce sens).

- Guattari cite en exemple d'anti-psychiatrie les expériences italiennes : seul Y. a réagi en mettant en doute leur caractère. Personne d'autre à ICO ; cela ne figure pas dans le compte-rendu.

Il me semble, avec le recul, qu'il ne s'est jamais agi d'une véritable discussion, probablement pas non plus d'un tribunal, mais plutôt d'un ring au dernier round. Guattari, qui était tout de même là pour s'expliquer, était en réalité soutenu et entouré par un groupe d'ICO qui lui était inconditionnellement acquis, et derrière lequel les autres, ne comprenant trop ce qui se passait, sont restés étonnamment cois. Il a allègrement réglé son compte au "malade" un peu encombrant, et par malade interposé, aux gens d'ICO qui soutenaient celui-ci. Ouf ! on y était arrivé ! Merci Guattari !

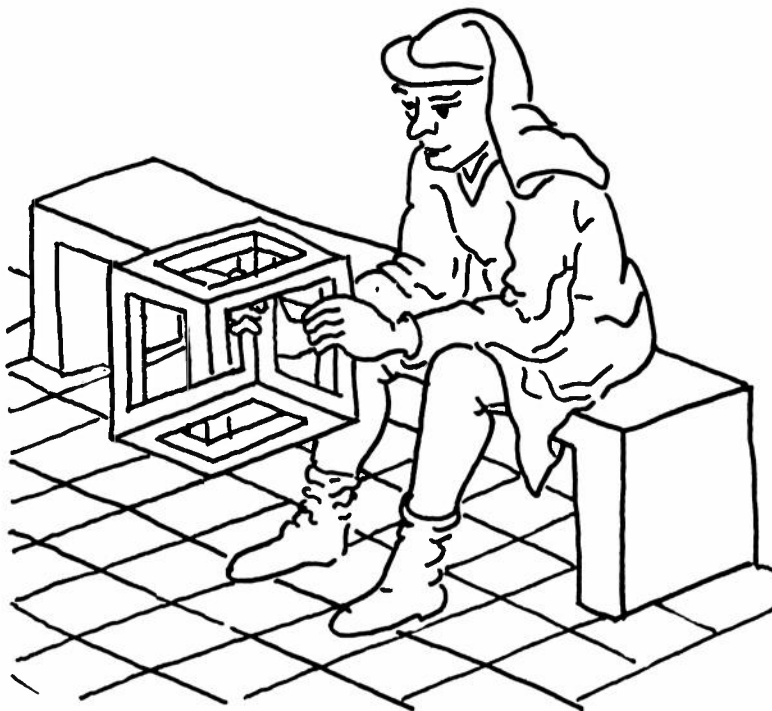
X

II.

Un camarade de Paris nous fait remarquer que le malade de la clinique de Laborde avait écrit sur les murs (cf. I.C.O. N° 120) : "Vive les conseils ouvriers, vive le retour de la révolution sociale, la poésie c'est la praxis révolutionnaire, Guattari est un con, abolition du salariat."

Les auteurs du texte "Pourquoi nous quittons I.C.O. ont oublié une partie de cette information de lutte de classes. On peut se demander pourquoi.

LE COEUR DU PROBLEME



(D'après M.C. ESCHER)

III.

IL FAUT BATTRE SA COULPE PENDANT QU'ELLE EST CHAUDE

Je jure sur tous les Livres Saints de la Révolution:marxistes, conseillistes, psychanalistes et autres, que jamais plus je ne répondrai à un texte qui serait déjà une réponse d'une réponse ...

Il faut absolument briser, et tout de suite, le cycle infernal de la bataille verbale. Elle ressemble trop à celle que se livre Peyrefitte qui répond à Marchais, qui répond à Debré qui répond à etc

La divergence entre les "copains" qui sont partis et moi ne se situe plus au niveau idéologique, ELLE SE SITUE DANS LA DIFFERENCE FONDAMENTALE DES MODES DE PENSEE DE NOS DESIRS

Cette différence ne fait que s'exprimer par un biais théorique ou idéologique.

-Oui je suis un "contre-révolutionnaire" !

-Oui je m'associe et me solidarise pleinement avec les camarades insultés !

-Oui je pense que l'analyse marxiste est parfaitement incomplète dans sa vision globale de la société actuelle !

-Oui je pense que le fameux lapsus dont on a parlé n'est pas un hasard !

A ce propos que ce soit "rang" ou "camp", ces deux termes ont de fortes connotations militaires, qui me font penser que dans les deux cas nous sommes, à leurs yeux, des ennemis, (c'est à dire des ennemis de la révolution) des ennemis qu'il leur faut abattre.

Comme d'habitude...

Au moins dans ce sens là, c'est clair maintenant .

Mais à propod de lapsus, j'en ai personnellement relevé un, dont je voudrais suggérer ici une interprétation .

"Quand ICO se farde..." écrit-il en première page .

Se farder peut aussi bien signifier :se voiler la face, c'est à dire sa propre réalité."Nul n'est pire aveugle que celui qui ne veut rien voir".QUE l'acte commis par un acteur avant d'entrer en scène.

Poursuivons dans les lapsus...

Je m'accuse, moi-même, d'avoir VOULU, je dis BIEN VOULU, entendre que les "copains" qui sont partis, allaient créer une revue appelée ABNEGATION et non NEGATION, comme elle s'intitule réellement.

Et je pense que ce n'est pas un hasard.Toute ma vie je me souviendrai avec quelle force et quelle puissance Y . a déclaré devant au moins trente personnes que:"sa vie ne comptait ni pour la lutte des classes ni pour lui-même" Ai-je vraiment mal entendu?

Un groupe est parti d'ICO est-ce fondamental? ICO va-t-il survivre à cette scission Sans doute, je n'oublie pas qu'ICO est NE d'une scission;alors?

L'histoire poursuit son cours .

Maintenant que nous avons accompli notre travail de deuil il faut penser à ceux qui restent, à NOUS !!

Bien que ce soit long et difficile, la décentralisation du travail à ICO est déjà en train; le fait d'avoir loué, en commun; une baraque est un premier pas vers un travail collectif, qui peut nous permettre d'établir - enfin - des rapports nouveaux et véritables .

Quand allons-nous décider à produire notre propre champ politique à partir de nos propres désirs ?

Il est quand même abérrant de penser qu'une brochure comme "l'irrationnel en politique" qui, bien que fort primaire et incomplète, n'a même pas suscité la moindre réunion, le moindre débat, ni même l'intérêt de poursuivre un travail en profondeur dans cette direction.

Il faut ajouter pour finir que "l'injure" de "contre-révolutionnaire" me paraît fort vague et imprécise . Je voudrais qu'on m'explique contre quelle révolution je suis ?

Si elle prend plus ou moins la forme de dictature du prolétariat, alors oui ! Et même je revendique cette "injure" .

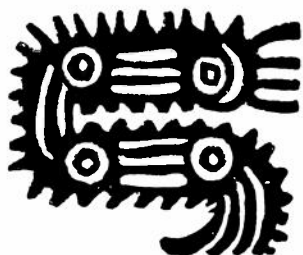
Il est vrai que je suis issu d'une famille bourgeoise, il est vrai que je suis "un petit bourgeois intellectuel"

JE NE ME SENS PAS COUPABLE, ENFIN PRESQUE....
Oui ma propre vie est fondamentale pour moi, elle active un processus, aussi petit soit-il, qui m'apparaît irréversible :la décomposition totale de toute frustration provoquée et entretenue par la famille et la société bourgeoise.

L'intérêt du départ de Negation et du texte qui célèbre ce départ est que cela va peut-être provoquer à I.C.O. une réflexion approfondie. Je suis d'accord avec Negation pour dire que l'idéologie conseilliste qui se dessine à la gauche du gauchisme depuis 68 appelle, à I.C.O. notamment, de "sérieuses critiques". D'autre part il serait temps qu'on se livre à une étude plus attentive des dernières techniques de co-gestion que le capital essaie de mettre au point pour, comme l'a carrément déclaré un psychologue employé par la direction de Volvo, que "les travailleurs ne détestent plus leur travail". Non pas que la méthode "terroriste" de Negation soit la meilleure pour susciter une réflexion critique sur l'état actuel du développement du capital mais parce que le conflit qui a amené le départ de Negation a révélé au grand jour ou confirmé, selon le cas des carences profondes dans le fonctionnement d'I.C.O., particulièrement dans le domaine du "travail théorique" (que va-t-il falloir que les capitalistes inventent pour qu'on ne déteste plus ce travail là ? En tout cas, dans ce domaine, l'absentéisme est aussi élevé à I.C.O. que dans tous les autres groupes politiques).



Je laisserai de côté pour l'instant cet aspect là des problèmes soulevés en réunion à propos du texte de Negation - ils vont être abordés collectivement dans I.C.O. ainsi que plusieurs camarades en ont exprimé le désir - je vais examiner le système employé par Negation pour dramatiser et, d'une certaine façon, étouffer ce conflit. Un camarade s'est élevé contre le procédé souvent adopté par Negation qui consiste d'abord à présenter leurs adversaires sous un jour truqué et dégradant pour les faire passer pour des crétins, et ensuite, à chercher dans leurs écrits les "preuves irréfutables" de leur crétinisme. Ce vieux procédé politicard personnalise les conflits, certes, mais d'une façon complètement artificielle puisqu'il s'agit surtout d'écraser l'adversaire en projetant sur lui un tas de fantasmes paranoïaques - par exemple : "Noir et Rouge était populiste", un tel et unetelle "sont des curés rouges" untel"va chercher son modèle au Japon" etc... tout humour venant de Negation étant involontaire -insultes qui, loin



de tenir compte des idées ou des comportements réels, tendent à leur substituer l'image et le rôle que les insulteurs veulent imposer. Ce procédé est d'autant plus manipulateur qu'il se prétend "objectif", "matérialiste" - voire "scientifiquement" fondé... sur le matérialisme dialectique, évidemment ! - c'est-à-dire porteur et détenteur exclusif de LA vérité en face de quoi il ne peut exister, comme de bien entendu, que des "contre-révolutionnaires", des "idéalistes", des "crapules", etc... La couleuvre que Negation veut nous faire avaler est la suivante : il y aurait à I.C.O. deux tendances, celle des partisans de l'objectivité (travail) et celle des partisans de la subjectivité (corps). Manichéisme ultra-simplificateur et caricatural qui ne tient compte ni du clivage entre les différentes couches sociales représentées à I.C.O. ni du clivage entre les sexes (car, l'oppression spécifique des femmes, Negation ne veut pas en entendre parler). Magnifique opération de liquidation de la subjectivité radicale au profit de la raison raisonnante et de ses propriétaires (car, la Raison, comme le Prolétariat, a ses responsables, ses représentants, ses porte-parole, ses appareils bureaucratiques et, de fait, ses propriétaires).

DU REFOULEMENT A LA CENSURE

J'ai pu admirer ce procédé, tel que Negation l'a appliqué à I.C.O. de nombreuses fois, pour y avoir été impliqué à deux reprises. Dans les deux cas, celui du dessin publié dans le n°117 de I.C.O. avec une phrase de Charles Fourier et celui d'un texte intitulé "Chant de guerre parisien pour une jeune fille polonaise de seize ans" pas encore publié, Negation a réagi de la même manière en pratiquant le terrorisme verbal et les insultes pour éviter un débat sur le fond. Cela revient à étouffer, à refouler, à censurer les contenus du dessin et du texte en question.

Le camarade qui a proposé de publier dans I.C.O. ce dessin - il n'en était pas l'auteur - a précisé qu'il tenait à ce qu'il paraisse parce qu'il exprimait des préoccupations sexuelles, homosexuelles entre autres, qu'il estimait latentes dans le groupe mais qui avaient été systématiquement étouffées par les discours et les pratiques "politiques" orthodoxes, à I.C.O. comme d'ailleurs dans tous les autres groupes à prétentions révolutionnaires (sauf peut être, le groupe qui a produit le journal TOUT à partir de son numéro 12, contre lequel le maire de Tours porta plainte pour "atteinte aux bonnes moeurs").

Il s'agissait, par ce dessin, d'introduire le "discours de l'inconscient" dans une publication militante et dans un groupe composé d'ouvriers, d'intellectuels, de marginaux où cela a tou-

jours été refoulé et interdit parce que considéré, à tort ou à raison, comme contraire à l'évangile révolutionnaire implicite selon lequel n'est "réel" et "vrai" que ce qui relève du champ de la politique strictement délimité par l'idéologie dominante et/ou par la tradition révolutionnaire qu'il s'agit de respecter scrupuleusement. Autrement dit le dessin - en tant que moyen de communication relevant du subjectif, de l'imaginaire, du sexuel plutôt que du raisonnement politique orthodoxe, ce qui est aussi le cas des textes "poétiques" par opposition aux textes "politiques" - n'a pas sa place dans I.C.O. qui, comme son nom l'indique, doit se consacrer exclusivement à l'information et à la correspondance ouvrière. Ce qui signifie que les propriétaires de LA vérité et que les représentants qualifiés du Prolétariat ont décidé une fois pour toutes que les ouvriers, eux, n'étaient pas concernés par ce qui relève du subjectif, de l'imaginaire, du sexuel. Il n'y a que les bourgeois et les réactionnaires qui rêvent, c'est bien connu.

Les arguments ou plutôt les insultes avancés par Negation pour censurer et empêcher la parution de ce dessin - "c'est de l'art", "c'est esthétique", "ça prend la place d'un article théorique ou politique" (lequel ?), etc... démontraient une volonté très nette d'exercer le pouvoir de directeur de conscience, de détenteur de l'orthodoxie et, de surcroît, une confusion intellectuelle flagrante qui consistait à identifier un dessin à contenu sexuel, publié en dehors de tout contexte commercial, à un produit de l'industrie culturelle capitaliste. Toujours le même procédé simplificateur.

Le système capitaliste ce n'est pas que la propriété privée des moyens de production, l'esclavage salarié, l'exploitation de la plus-value et l'accumulation du capital, c'est aussi et en même temps un système perfectionné de transformation de l'être humain en chose soumise et inerte, étrangère à elle-même. Quand Marx emploie les termes "d'ennuque industriel" pour désigner le travailleur exploité qui accepte sa condition d'esclave salarié, il tient parfaitement compte du pouvoir dépersonnalisant et castrateur qui s'exerce sur lui. En consacrant la plus grande partie de son oeuvre à démontrer la machine capitaliste Marx n'a jamais, comme le font les marxistes primaires, réduit la révolution sociale à un conflit abstrait et désincarné, situé dans un "au delà" où le corps n'existe plus. Au contraire, il a introduit la notion de désir et de jouissance dans son analyse du capitalisme en constatant que la lutte des classes passe avant tout par le corps et la satisfaction de ses besoins réels. Il a parfaitement vu comment l'économie politique en faisant abstraction du corps est devenue l'idéologie de la rétention, de la non-jouissance et de la non-vie qui a remplacé la religion. Et il ne s'est pas gêné pour l'écrire :

"... L'économie politique, science de la richesse, est donc en même temps science du renoncement, des privations, de l'épargne, et elle réussit réellement à épargner à l'homme même le besoin d'air pur ou de mouvement physique ... Malgré ses airs laïques et hédonistes, elle est donc une science vraiment morale, la plus morale des sciences. Sa thèse principale, c'est l'abnégation, le renoncement à la vie et à tous les besoins humains. Moins tu manges, bois, achètes des livres; moins tu vas au théâtre, au bal, au cabaret; moins tu penses, aimes, réfléchis; moins tu chantes, moins tu fais de la peinture ou de la poésie, etc... plus tu épargnes, plus tu augmentes ton trésor que ne mangeront ni les mites ni la poussière, ton capital. Moins tu es, moins tu manifestes ta vie, plus tu es moins tu manifestes ta vie, plus tu as plus ta vie aliénée grandit, plus tu accumules ton être aliéné". Tête des marxistes primaires ! Ce n'est pas que je tienne pour sacré et définitif chaque mot écrit par Marx - au contraire!

mais cela fait plaisir de le voir ainsi infirmer d'avance toutes les doctrines de la rétention et de la non-jouissance qu'allaient échafauder à partir de son œuvre des générations successives de puritains. A ce propos les puritains de Negation auront beau jeu de s'en tenir à une simple critique de la fonction actuelle de l'art - cette critique est indispensable, nous en convenons tous, elle a d'ailleurs été faite il y a longtemps par les situationnistes et quelques autres que Negation se contente de singer. N'empêche que Marx, contrairement à Negation, ne faisait pas abstraction des besoins réels et immédiats du corps. Il ne confondait pas négation et abnégation. Il ne confondait pas révolution et renoncement à la vie.



LE Jdanovisme RESSUCITE

Bien sûr, le dépassement de l'art en tant qu'activité spécialisée ou marchande, séparée des autres activités productrices, ne peut être le fait d'une société qui n'a pas d'abord ou en même temps aboli le salariat, l'économie de marché, la propriété privée et l'exploitation sous toutes ses formes. Il reste que le dessin, la peinture, la musique, la danse (pas au sens "classique" mais au sens rituel et sexuel) peuvent être, en dehors des circuits commerciaux, des moyens de faire circuler des désirs, des fantasmes, des signes de reconnaissance entre des individus ou des groupes qui veulent transgresser les interdits du sur-moi social. Ce sont des langages, ils existent en tant que moyens de communication senso-

rielle et psychique et peuvent être utilisés par des révolutionnaires au même titre que l'écriture ou la parole.

Pourquoi les révolutionnaires privilègent-ils l'écriture ? Parce que c'est le moyen de communication le plus abstrait, le plus codé, le plus éloigné des besoins immédiats du corps ? Parce que c'est le moyen préféré des raisonneurs, des théoriciens, des constructeurs de systèmes ? Parce que c'est la forme traditionnelle que prend la Loi en se codifiant et en se figeant ? Réduire toutes les possibilités humaines de communication au seul langage écrit relève de la même opération castratrice que l'on subit à l'école ; il s'agit alors de réduire l'être humain à sa plus simple expression. Il s'agit de limiter et de contrôler la pensée (en tant que moyen de production), le lycée, l'université ne font que systématiser et rentabiliser cette opération. C'est une des étapes de la confiscation du corps qui, en même temps que le dressage familial, mène à la chosification complète de l'esclave.

Cependant, dans le contexte des recherches critiques et des interrogations collectives qui est (ou qui devrait être) celui d'un "groupe" comme I.C.O., refuser qu'un dessin puisse exister en tant que production désirante autonome sans être inféodé à un raisonnement politique logique et sur-codé, c'est en revenir à une conception utilitariste et jdanoviste du langage dessiné en ceci qu'elle nie la dimension de l'imaginaire. Si un dessin ou un texte doivent être jugés selon leur rentabilité idéologique ou leur capacité de propagande quelle que soit "l'excellence" ou la "débilité" des thèses qu'ils ont pour fonction de mettre en avant - autant dire tout de suite qu'on veut recommencer à imposer le réalisme-"socialiste", contrôler tous les moyens de communication et censurer tout ce qui n'est pas dans la ligne juste. Qu'elle s'exerce ou pas "au nom du prolétariat" la dictature de la raison raisonnante n'a rien de révolutionnaire.

Il ne faudrait pas confondre, d'une part, le dépassement de l'art par la créativité généralisée à tous les domaines de l'activité humaine et son abolition en tant que forme marchande et institutionnalisée de la castration et, d'autre part, la ré-institution du jdanovisme qui est une structure culturelle qui correspond à une structure politique et économique précise : le capitalisme d'état stakhanoviste. Jdanovisme et Stalinisme sont les deux faces d'une même médaille, "l'âme" et le "corps" d'une même charogne puante sans cesse enterrée et déterrée par les défenseurs de l'orthodoxie marxiste dont le rationalisme simplifié est d'autant plus suspect qu'il se représente sous un jour "scientifique".

A quoi correspond aujourd'hui un retour au jdanovisme sinon au reflux de ce que le mouvement révolutionnaire, dans son désordre et ses crises, a pu découvrir concernant ses propres désirs ? Le marxisme primaire est une idéologie mortifère et passéiste totalement coupée de l'articulation complexe de l'inconscient sur les luttes sociales et la "folie" à travers lesquelles elle se manifeste.

La longue et violente discussion qui a eu lieu (le vendredi et le samedi) entre ceux qui voulaient publier ce dessin et ceux qui ne voulaient pas a révélé de profondes divergences. Tout cela masquait, en fait, l'essentiel qu'un camarade (pas quelqu'un de Negation) a formulé à propos de la phrase de Fourier ("le bonheur est d'avoir le maximum de passions et de pouvoir les satisfaire") à savoir : "le désir est fasciste". Et c'est sur cette déclaration effarante, mais parfaitement conforme à l'idéologie du capitalisme libéral et modéré, que le débat s'est bloqué.

Certains voulaient que ce dessin paraisse parce qu'il contrevenait aux normes du discours politique orthodoxe, reconnu implicitement non seulement à I.C.O. mais dans l'ensemble de l'extrême gauche (sauf, peut-être, au M.L.F. et au F.H.A.R.); d'autres voulaient empêcher sa parution précisément pour la même raison. Ce dessin posait la question de la déviance et, par conséquent, de l'acceptation ou du rejet (par les groupes et les institutions qui prétendent composer et représenter le mouvement révolutionnaire) de ce que l'idéologie dominante a décreté "anormal", "pathologique", "inadmissible", "mauvais", "dangereux"...etc... parce que relevant d'autre chose que du "politique" (au sens conventionnel du mot), parce que relevant d'autre chose que de la normalité et de la légalité capitaliste. Ceci est revenu sur le tapis plusieurs fois à propos du débat sur l'anti-psychiatrie. Essayer d'approcher la "folie" sous un autre angle que celui de la répression et de l'incarcération, cela amenait indirectement à se poser la question de la reconnaissance de la "folie" comme une des composantes, au sein même de la lutte des classes et de la quotidienneté de tous (y compris de ceux qui se croient "normaux" de la créativité individuelle ou collective et de la subversion des normes sociales. Au cours d'une de ces discussions violentes quelqu'un de Negation a hurlé ceci : "Ma folie, je la combats. Je suis contre. Ma folie c'est mon aliénation. Ma vie quotidienne n'a aucun intérêt. Elle pue." Ce qui revient à intérioriser l'idéologie psychiatrique dominante. Voilà que ceux qui veulent se faire passer pour les théoriciens de la révolution entérinent un des principes de base du capitalisme : folie = maladie dont il faut se débarrasser, dont il faut guérir. Aucune analyse de la façon

dont s'articulent l'une dans l'autre la "folie" et la révolte, en réaction contre la chosification et l'esclavage. Aucune analyse des modes de production de la "folie". Aucune remise en cause du vieux couple manichéiste guignolesque sur lequel se fonde l'idéologie de la répression : normalité / anomalie, raison / déraison, folie / santé mentale. Surtout aucune analyse dialectique et dynamique de la façon dont ces états sont créés et ses termes définis par et dans des situations sociales concrètes et variables. Negation montre comment, tout en appelant au meurtre des psychiatres, on peut souscrire à un des concepts fondamentaux de la psychiatrie la plus oppressive et la plus normative.

ODEUR DE SAINTETE, ODEUR DE CADAVRE

Le manichéisme de Negation s'exprime d'une façon encore plus péremptoire et militaire (à la page 6) par un ordre "Il faut choisir son ~~rang~~ camp". Cet ordre s'adresse aux camarades "indécis" et "mystifiés" (par qui ?) d'I.C.O. qui sont mis en demeure de choisir le camp de Negation ou celui de la "contre-révolution". D'un côté le bien, de l'autre le mal. D'un côté Dieu, de l'autre le Démon. D'un côté la Raison, de l'autre l'infamie. D'un côté les gendarmes, de l'autre les voleurs. Comme c'est simple ! Comme c'est simpliste ! Toute la complexité de la vie sociale réduite à deux termes, à deux équipes - les "bons" et les "mauvais" - comme s'il s'agissait d'un match. Éternelle querelle politicarde entre bolcheviks (majoritaires) et mencheviks (minoritaires) par laquelle, en fait, très peu de gens à I.C.O. se sentent concernés. Opération réductrice et ultra-simplificatrice qui est celle d'une tendance qui cherche à dominer et à exclure toutes les autres. Ce procédé archaïque a toujours été employé, dans les partis et organisations politiques de toute nature, par ceux qui cherchaient à y exercer le pouvoir, ça remonte aux guerres de religion, ce manichéisme. On en connaît la chanson :



Tout le monde y pue
Y sente la charogne
Niac le doux Jesus
Qui sent l'eau d'Cologne
Niac
Niac
Niac
Le divin sauveur
Qu'a la bonne odeur.

Le divin sauveur, lui, a choisi le camp de Negation, car Negation c'est le camp de la Révolution ! Faites comme lui !

Jusqu'ici, on vient de le voir, tout s'est passé d'une façon logique et rationnelle. Il a été impeccablement démontré que tous ceux qui n'ont pas rejoint le camp de Negation sont des ordures, des contre-révolutionnaires des pauvres types. Tout allait pour le mieux dans le plus simpliste des mondes et voilà que, à la page 9 du texte de Negation, apparaît le mot et la notion de LAPSUS. Cela a de quoi surprendre sous la plume de théologiens rationalistes peu enclins, jusqu'à présent, à reconnaître l'existence voire l'importance de l'inconscient. En effet, le lapsus est l'expression "par erreur" du non-dit, du refoulé par quoi se manifeste jusque dans le discours le plus **constipé** ou dans le comportement le plus censuré, la présence active de l'inconscient. En employant ce mot et cette notion, les auteurs du texte ne voient-ils pas que cela pourrait aussi s'adresser à eux, et que, derrière leur opération réductrice et très peu dialectique qui consiste à diviser tout le monde en deux camps (celui des "bons" et celui des "méchants") selon la position qu'on adopte par rapport à leur dogme, se cache quelque chose qui est en contradiction absolue avec les prétentions "révolutionnaires" de leur discours littéral ? La reconnaissance (page 9) par Negation de l'existence du lapsus - c'est-à-dire de ce qui, dans le discours, échappe au refoulement et à l'auto-censure - est d'autant plus importante que le texte en comporte au moins un et qu'il est de taille (page 6) : IL FAUT CHOISIR SON RANG CAMP.

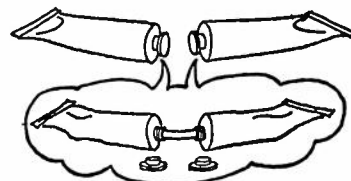
Pourquoi avoir, en effet, d'abord écrit le mot RANG ? Il y aurait donc un rang à prendre en choisissant son camp ? Par rapport à quoi, à qui ? Par rapport au sujet-supposé-savoir, au seul discours vrai, à la seule théorie juste que Negation prétend incarner ? Il y aurait donc une lutte pour être au premier rang, pour être reconnu comme l'avant-garde ? "Choisir son rang" cela parle indiscutablement de pouvoir, de lutte pour le pouvoir. Quelles implications pour des puritains de la Révolution ! Derrière tous ces hurlements et toutes ces insultes il y aurait donc une lutte pour instaurer une hiérarchie qui n'ose pas dire son nom et qui ne se montre que "par erreur" à la faveur d'un lapsus. Quelle déception pour les naïfs qui pensaient que le débat théorique - transformé par Negation, dans les colonnes d'I.C.O. et dans les réunions, en tournoi idéologique et en comédie dramatique - n'avait d'autre enjeu que d'exprimer des points de vue différents, contradictoires ou convergents, sur la réalité sociale.

Dans tous les groupes et familles politiques (I.C.O. compris) le refoulement est institutionnalisé à tel point que dès que, "par erreur" le non-dit s'exprime et transgresse la loi du silence, le groupe réagit (en tant qu'institution "menacée") par une surdité collec-

tive. Il y a mille manières de censurer et de se censurer.

LE STATUT DE L'INCONSCIENT

Le camarade qui a re-tapé à la machine le texte de Negation pour l'imprimerie n'a pas tenu compte dans sa retranscription de ce lapsus bien qu'il l'ait, comme beaucoup d'entre nous, remarqué. Curieux statut de l'inconscient dans un "groupe" révolutionnaire : en en parle entre nous, mais pas dans le journal. Encore une fois la haine passionnée que nous vouons tous aux psychiatres, psychanalystes, psycho-sociologues qui servent de chiens de garde à l'ordre capitaliste n'est qu'un prétexte pour continuer à passer sous silence la fonction de l'inconscient dans la vie sociale. Comme si les crises sociales et les luttes révolutionnaires relevaient exclusivement de l'économie politique. Comme si l'inconscient était le domaine réservé de la psychologie bourgeoise et de ses spécialistes rémunérés. On l'a vu à propos de mai 68 et des interprétations qu'en ont donné d'un côté les divers marxismes dogmatiques - qui éliminent le désir - et de l'autre côté les psychiatres-flics - qui éliminent la lutte des classes. On l'a vu à propos de l'avortement, de la contraception, de la sexualité et de l'oppression des femmes, la plupart des camarades d'I.C.O. ne pouvaient reconnaître que ce qui est vécu fantasmatiquement (opérations chirurgicales, pilules, viols) est au moins aussi important que ce qui est vécu effectivement. Certains matérialistes n'admettent pas que l'image qu'on se fait de son corps ne corresponde pas à la vérité "scientifique" (laquelle ?), à plus forte raison que l'image qu'on se fait de la société ne corresponde pas à la "réalité" (laquelle ?). Bref, pour éviter que soient posées ces questions qui mettent fondamentalement en question non seulement les structures sociales existantes mais nos propres structures mentales, toutes les excuses sont bonnes pour en revenir à une rassurante pseudo-objectivité et à un matérialisme primaire qui noie le poisson (de l'inconscient) dans des rationalisations sans fin.



Pour en revenir au texte de Negation l'argument avancé pour ne pas en retranscrire le lapsus était que, peut-être, ce lapsus n'était pas dû à l'auteur (ou aux auteurs) du texte mais à la ou le dactylo. Qu'importe puisqu'il s'agit de toute façon d'un membre du groupe Negation et que le texte émane consciemment et inconsciemment de ce groupe.

que les insultes paranoïaques de négation ont eu un aspect positif, celui de souligner une formulation inadéquate qui pourrait provoquer un malentendu surtout en ce qui concerne l'autogestion. L'emploi abusif et absurde de ce terme que font les politiciens les plus réactionnaires de la sociale-démocratie - le dernier en date étant Litterand qui déclarait l'autre jour : "... donc, il faut être franchement autogestionnaire" - nous interdit, à nous, d'employer le même terme sans chaque fois expliquer longuement le sens qu'on veut lui donner. Ceci dit, vouloir faire dire au texte ("Chant de guerre parisien...") qu'il s'agit non pas de briser tous les mécanismes de l'exploitation capitaliste pour changer les bases mêmes de la vie sociale mais, au contraire, d'autogérer notre survie sous le capital, cela constitue de la part de Negation une flagrante opération de truquage. De toute façon cette partie du texte sera reformulée pour rendre impossible un tel ~~TOUJOURS DE POURSUIVRE~~ Ce texte a été mis en circulation avant publication justement pour être soumis à la discussion, pour qu'on puisse en faire la critique et le compléter. C'était naïf de croire qu'à I.C.O. on pouvait encore discuter sans se prendre à la gorge. Une fois de plus en se livrant à l'insulte et à la calomnie Negation essaie d'élever un rideau de fumée autour de ses propres carences, car le texte en question dans la partie concernant le pillage comporte une critique des thèses marxistes primaires où Négation, à juste titre, a pu se sentir visé. Ayant publié, après les pillages au quartier latin une brochure qui relève précisément de l'économisme borné et réducteur dénoncé dans Chant de guerre Parisien... et refusant de répondre sur ce plan, Negation s'est rabattu sur le vieux procédé des insultes. Negation n'admet pas la critique ni la contradiction. Ce serait la négation de la négation, ô délit des délits. Le groupe Negation fonctionne sur un mode typiquement paranoïaque et simpliste : "tous ceux qui ne sont pas d'accord avec nous sont des cons, des ordures, des contre-révolutionnaires..." C'est très simple. La vérité est une et indivisible et Negation en est propriétaire. Le scénario idéologique de Negation prend place dans l'interminable suite des scénarios "communistes" qui, depuis le XIXème siècle, se donnent pour le "seul authentique". Interminable suite des idéologies qui annoncent la fin de l'idéologie. Negation s'inscrit dans cette vieille tradition des paranoïaques du communisme qui de Marx à Lénine à Mao assimile le "mouvement révolutionnaire" à une entité monolithique et disciplinée entièrement structurée autour d'Une vérité et d'Une orthodoxie : la leur. Aussi quand Negation stigmatise les "délires idéologiques" et les "travers idéologiques" il s'agit de ceux des autres, Négation, comme Dieu, ne peut produire que de la vérité éternelle.

TRAVAIL, FAMILLE, PARANOÏA

Peut-être avant de continuer faudrait-il définir dans quel sens le mot paranoïa est employé ici. Pas dans le sens clinique ou médical, ni dans le sens moralisateur que lui donnent les tenants de l'idéologie psychiatrique. Je l'emploie dans le sens où il rend compte d'une structure mentale et politique spécifique constituée, entre autre, par une tendance à réduire la plupart des rapports entre les individus et les groupes à un rapport persécuté/persécuteur et à considérer toute manifestation de déviance, d'altérité, de divergence comme une menace intolérable. D'où le dogmatisme et l'obsession de l'orthodoxie. Tantôt intériorisant les interdits sociaux, tantôt projetant leurs intentions sur "ceux d'en face", les gens et les groupes chez qui les tendances paranoïaques dominent ont un rapport obsessionnel au pouvoir.

Une des questions les plus contreversées du présent débat peut se formuler ainsi : les groupes, les organisations, les partis dont les discours et les programmes sont politiquement différents ou contradictoires, peuvent-ils fonctionner sur le même mode et viser implicitement les mêmes objectifs du fait qu'ils sont dominés par des tendances paranoïaques ? Autrement dit, des discours politiques et des lignes politiques différentes peuvent-elles véhiculer une même obsession du pouvoir, un même mode de fonctionnement (bureaucratique et autoritaire) qu'on peut qualifier de paranoïaque ?



Je réponds oui, non seulement en ce qui concerne l'A.J.S., l'ex-G.P. et, bien sûr, le P.C.F. mais aussi en ce qui concerne Negation bien qu'à s'en tenir à leur discours littéral respectif rien ne permet de les comparer. Ce n'est pas par hasard si, de tout temps, tous les partisans d'une conception monolithique et autoritaire du communisme ont usé des mêmes procédés. Marx donna le coup d'envoi en traitant Bakounine de flic. Angelica Balabanof (qui fut secrétaire du groupe Zimmerwald et qui pratiqua Lénine quotidiennement pendant cette période) rappelle dans un article paru dans la Révolution Proletarienne en quoi "l'arsenal des moyens propagés et appliqués par Lénine sur une vaste échelle" incluait "la calomnie et la diffamation personnelle". Elle rapporte l'exemple de Serrati accusé à tort par

les bolcheviks d'avoir "accepté de l'argent d'un agent de police". La généralisation de ce procédé par les stalinien est un fait notoire et indiscutable. Pour ne rappeler que des faits récents, l'Humanité en mai 68 accusait Cohn-Bendit d'émarger à la C.I.A., et a dénoncé depuis les "gauchistes-Marcellin", les "maoïstes-fascistes" comme pendant la Résistance le P.C.F. dénonçait les "hitlero-trotzkystes". Il s'agit de disqualifier, de discréditer ses adversaires pour éviter le débat politique ou théorique. Les maoïstes, à leur tour, ne font pas exception : pour ne pas avoir à rendre compte des faits qui leur sont reprochés dans une brochure publiée par I.C.O. - tentative de bilan du Comité de Lutte Renault - ils traitent son auteur de flic. Avec Negation, c'est un peu plus subtil : l'action ou la pensée de certains camarades d'I.C.O. mènerait à un "besoin de police, de tribunaux alliés à un fort endoctrinement idéologique". Autrement dit, il suffit d'avoir un point de vue différent de celui de Negation pour être accusé de collusion future avec les flics et les tribunaux. C'est cela, précisément, le fonctionnement paranoïaque d'un groupe.

Aussi si, pour insulter Deleuze, Negation se retrouve d'accord avec un psychiatre, bureaucrate du P.C. de surcroît, qui de tous les idéologues modernistes est celui qui s'est spécialisé, depuis 68, dans la fabrication et la diffusion d'une doctrine néo-stalinienne conservatrice, qui prend la défense de la famille, de l'école, qui insulte les situationnistes et qui maintenant juge que les auteurs de l'Anti-Oedipe se sont rendus coupables de "contrebande idéologique" - car tout ce qui n'a pas l'imprimatur du P.C. est automatiquement de la contrebande! alors peut-être y a-t-il quelque chose qui cloche à Negation. A moins que le jdanovisme à peine révisé soit décidément considéré comme le nec plus ultra de la pensée révolutionnaire.



Ceci dit le départ de Negation ne fait que poser d'une façon plus brutale les problèmes restés latents à I.C.O. pendant des années. Il est question maintenant de les aborder franchement. Ça bouge, ça craque, ça produit, ça change. Enfin ! on a l'impression de sortir d'un long sommeil politique au cours duquel on ne se parlait que pour se renvoyer des uns aux autres des discours stéréotypés et théologiques dont l'essentiel avait été scrupuleusement censuré. Jamais plus ça ! J'espère que sur ce point nous sommes tous d'accord.

Des groupes révolutionnaires, pour quoi faire?

L'existence d'un groupe de filles qui, avant sa disparition, discutait de choses secrètes et auquel appartenait des filles d'ICO, a suscité des débats passionnés.

Il y a d'ailleurs une grande confusion dans les milieux de l'extrême gauche sur le rôle des organisations, confusion qui n'existe pas seulement chez les léninistes, mais aussi chez ceux qui, en principe, sont plus libertaires.

Il est donc opportun d'essayer de clarifier les choses.

On peut classer les tâches des révolutionnaires en trois catégories dont chacune a besoin d'une forme d'organisation spécifique. Ces catégories sont :

- I. L'élaboration des idées nouvelles
 - II. Les actions directes des gens qui se trouvent ensemble dans un des secteurs de la société et veulent se battre
 - III. La diffusion des informations et l'organisation de la solidarité.
- Ces espèces de tâches peuvent être examinées d'une façon plus approfondie.

I. L'élaboration des idées nouvelles se fait seulement dans des petits groupes, dont les membres ont une affinité. Il est clairement impossible d'élaborer de telles idées dans une assemblée générale où les gens s'engueulent. Cette élaboration est très importante, parce qu'il faut savoir pour quelle espèce de société on travaille, et comprendre les formes sociales pour les maîtriser.

De telles groupes peuvent aussi étudier et essayer des formes nouvelles d'action, et, en cas de répression, sortir facilement de la légalité, parce que leur infiltration serait très difficile. Les groupes ne doivent pas être très formels et aucun ne posséderá à jamais toute la vérité révolutionnaire.

II. Des luttes éclatent; soit des gens qui travaillent ensemble comme dans une usine, soit des gens qui consomment ensemble comme dans un groupe de mal-logés qui occupent une maison vide.

L'organisation de ces luttes doit être démocratique, avec des assemblées générales, des délégués révocables, etc..

Si elle devient indépendante des bureaucraties syndicales et autres, elle peut être l'embryon ou conseil ouvrier des producteurs ou des consommateurs.

III. Il est nécessaire de diffuser des informations entre les groupes et organisations déjà mentionnées.

Ça permet l'échange des idées nouvelles entre les groupes qui les élaborent, et aussi entre ces groupes et ceux qui luttent. Ça qui est également important, est l'échange d'informations sur les luttes et l'organisation de la solidarité.

Ces tâches demandent une forme d'organisation démocratique, mais pas très centralisée. De telles organisations peuvent être formées autour de questions différentes, comme par exemple la défense contre la répression policière.

Des difficultés surgissent quand on confond ces trois espèces de tâches et les formes d'organisation nécessaires.

Les léninistes confondent les tâches I. avec les tâches III., et veulent qu'un seul groupe élabore des idées nouvelles et manipule tout. (ou, qu'au mieux un petit nombre de groupes avec des idées similaires fassent ce travail)

On arrive à des situations ridicules quand un groupuscule d'intellectuels petits bourgeois prétendent être l'avant-garde ouvrière. La Ligue Communiste est ainsi l'avant garde bourgeoise de la classe ouvrière.

Les organisations faisant les tâches III. doivent être structurées pour éviter les manipulations.

Quand des idées nouvelles sont présentées, les auteurs doivent être explicites sur la nature des groupes où elles ont été élaborées.

Dans les organisations, ceux qui luttent doivent pouvoir choisir entre les idées présentées et prendre celles qui sont valables en rejetant la merde déversée par beaucoup des intellectuels (l'auteur de ce texte est aussi un intellectuel). Ces organisations ne doivent pas essayer d'organiser la révolution, mais seulement de préparer les conditions pour elle.

Le secours rouge aurait dû être une organisation pour des tâches de catégorie III. Elle a été cassée par des groupuscules léninistes qui, au lieu d'organiser la révolution, la retardent.

Où se trouve ICO et le groupe de filles dans cette analyse?

L'auteur de ce texte assiste aux réunions d'ICO seulement depuis quelques mois et toutes ses appréciations ne sont pas forcément valables. Il lui semble que les tâches d'ICO tombent dans la catégorie III. Il diffuse des informations, tandis que la ligne politique de ses partisans est souvent assez différente.

Il est néanmoins très petit, tandis que ces tâches exigent une organisation plus grande.

Le groupe des filles voulait faire des tâches de la catégorie I. Il n'y a aucune raison pour que tout ce qui soit fait par un tel groupe soit public.

Mais si les réunions avaient donné des idées politiques, l'origine de ces idées n'aurait pas du être cachée.

Un tel groupe est donc complètement légitime dans la mesure où il ne manipule pas et où il y a une certaine loyauté et confiance entre ses membres.

Directeur de la publication : P. Blachier

Imp. Syros, 9, rue Borromée, Paris 15ème

Encore des objecteurs...

Le groupe des objecteurs de conscience de Rouen a décidé de créer un comité de soutien sur les mêmes bases que celui de Toulouse.

"Les amis du graffiti"
30 rue du Champ de foire aux boissons
76000. Rouen.

LA MARGE

UNE NOUVELLE REVUE.....
conséquence de l'engagement d'individus dans une action autonome d'animation culturelle à Strasbourg.

1^o N° (paru): les "free clinics" aux U.S.A.

A paraître: Lutte de classes en Chine

Conseils ouvriers en Allemagne

Les provos et la lutte de classes

Les 4 premiers numéros: 15 F.
(soutien: 25 F)

Règlements: Liliane Kaloustian
CCP 38788W Strasbourg.

Correspondance: La Marge, 1 rue des Veaux, 670.

Les copains de la région de Toulouse intéressés par I.C.O. peuvent s'adresser à :
Jean Claude BRUNO, 41 bis, rue Camille Desmoulins, 31400 TOULOUSE.

PUBLICATIONS DISPONIBLES (à commander à ICO)

LA GREVE GENERALISEE EN FRANCE, MAI-JUIN 68 (2,50 F)

FONDEMENTS DE L'ECONOMIE COMMUNISTE (2,50 F)

L'ORGANISATION DE LUTTE DE CLASSE DANS LA GREVE DES MINEURS DU LIMBOURG (2 F)

AUJOURD'HUI LES COMITES D'ENTREPRISE (2 F)

L'IRRATIONNEL EN POLITIQUE (3 F)

TENTATIVE DE BILAN DU COMITE DE LUTTE RENAULT (4 F)

Ce dernier texte, édité et diffusé par ICO, est l'oeuvre d'un ex-membre du comité de lutte Renault animé par les maoïstes. Il s'agit d'une critique assez vive de la pratique des dirigeants de la G.P menée de l'intérieur d'une de leurs bases d'action "prolétarienne".

Il apporte de nombreux éléments d'appréciation sur l'organisation et la pratique du Comité et notamment sur la période "Overney" Il représente en outre une des rares tentatives de la part d'un militant ex-, pseudo-, crypto-mao de porter le débat en dehors de son organisation.

EGALEMENT DISPONIBLES

A. PANNEKOEK : LENINE PHILOSOPHE

H. GOERTER : REPOSE A LENINE

SOCIALISME OU BARBARIE

Nos 3, 4, 5-6, 7, 8, II, I2, I3, I7, I9, 23.

Un instrument de réussite pour tous.

" L'ANTI INTOX "

CHEZ J.F HOPEL
I allée André GIDE
45100 ORLEANS

Janvier 73 : Objecteurs
Avortement

.....